

سكدا من الامل

Avec ce numéro, supplément « Initiatives »

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14353 - 6 F.

MERCREDI 20 MARS 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Victoire pour qui en URSS ?

VICTOIRE à la Pyrrhus ou pas ? Les résultats définitifs du référendum soviétique de dimanche 17 mars ne seront pas connus avant plusieurs jours, mais ce que l'on en sait confirme l'impression que donneait la préparation de cette consultation : celle-ci a aggravé les clivages plus qu'elle ne les a surmontés, sans apporter de solution nouvelle aux problèmes du moment.

Du côté des indépendantistes, le fossé s'est encore approfondi entre les majorités nationales des six Républiques qui ont refusé ce scrutin et les minorités russophones, mobilisées par l'armée et le parti communiste pour voter dans des conditions douteuses : que vaut le chiffre de 850 000 votants dénombrés par l'agence Tass en Lituanie, lorsque l'on sait que rien n'empêchait en fait l'électeur de voter plusieurs fois ? De même les 50 % et plus que le « oui » a obtenu en Asie centrale ne sont pas tout à fait convaincants, même s'il est vrai que ces Républiques, compte tenu de leur environnement international, ont tout intérêt pour le moment à préserver leur alliance avec le grand frère du Nord.

Il reste que c'est à la périphérie relativement lointaine, au vote des campagnes, solidement tenues en main par l'appareil, que M. Gorbatchev devra finalement son succès. Même l'Ukraine s'est montrée réticente, notamment à Kiev et dans sa partie occidentale, où les électeurs ont plébiscité qui la souveraineté, qui « l'indépendance » de la République.

Quant à M. Eltsine, qui d'ailleurs ne préconisait pas le « non » à la Fédération, il recueille un succès plus convaincant en mobilisant largement les grandes villes russes telles que Moscou, Leningrad et son fief de Sverdlovsk, autrement dit les couches les plus modernes de la société. Et son intention de se faire élire président de Russie au suffrage universel a d'autant plus de chances d'être approuvée qu'il lui suffit pour cela d'obtenir, contrairement aux premières informations, le soutien de 50 % des votants, et non des incertains. Il sera, dans ces conditions, bien hârd de le faire destituer par son Parlement actuel, comme les conservateurs en avaient l'intention.

Il serait également hasardeux pour M. Gorbatchev de chercher à pousser son « avantage » en utilisant la menace forte contre son opposition, comme certains lui en prêtaient l'intention. D'autant que le président soviétique se retrouve devant les mêmes problèmes qu'avant. A commencer par celui du « traité de l'Union », puisque l'accord partiel annoncé au début de ce mois entre neuf Républiques reste contesté et qu'il n'a pas été discuté par les Parlements respectifs : les électeurs auront en somme approuvé une « Union rénovée... » qui n'existe pas encore.

Mais la première échéance sera celle des problèmes économiques et sociaux. Sans attendre la hausse des prix de détail que le premier ministre, M. Pavlov, a annoncée pour le début du mois prochain, 50 000 mineurs d'Ukraine et de Russie se sont déjà mis en grève. M. Gorbatchev aura passé un hiver un peu moins difficile que prévu, mais il n'est pas sorti de la zone des tempêtes.

Lire page 4 les articles de JEAN-BAPTISTE NAUDET, MICHEL TATU et DANIEL VERNET

M0147 - 0320 0 - 6.00 F



Contre l'aggravation du chômage

Importantes manifestations dans l'ancienne RDA

Des dizaines de milliers de personnes ont défilé, lundi soir 18 mars, dans plusieurs villes de l'ex-RDA, et notamment à Leipzig, pour protester contre l'aggravation du chômage et la politique du chancelier Kohl. Ces rassemblements ont eu lieu un lundi, en mémoire des rendez-vous hebdomadaires qui précédaient la chute du régime communiste à l'automne 1989. Le mécontentement social ne cesse de croître dans les cinq Länder de l'est de l'Allemagne. Selon les experts, entre 30 et 50 % de la population active pourrait se trouver sans emploi d'ici à la fin de l'année.

A Dessau, rien n'a changé...

DESSAU (Anhalt)
de notre envoyé spécial

Dessau déprime. Dans cette ville industrielle de taille moyenne, rien n'a vraiment changé depuis l'union monétaire du 1^{er} juillet dernier. On s'est certes habitué au deutchemerk, aux étalages de produits de l'Ouest, aux voitures occidentales. Le clocher de l'ancienne cathédrale est entouré d'un échafaudage : signe qu'un jour on en commencera la restauration. Le nouveau supermarché est installé sous son chapiteau au milieu de la place centrale, transformée en

un vaste marché de plein air permanent. Dessau ne sort pas du provisoire.

L'Office du travail local vient de rendre publiques ses statistiques pour le mois de février. Sur une population active de 156 000 personnes pour Dessau et toute sa région, 11 698 (soit 7,5 %) étaient sans emploi. 36 000 autres sont au chômage partiel dont 7 400 dans la catégorie « Kurzarbeit null » (travail partiel zéro) : officiellement, ils sont employés... mais à ne rien faire.

HENRI DE BRESSON
Lire la suite
et nos informations page 5

La rentrée parlementaire

M. Rocard cherche l'appui des centristes pour sa politique de la ville

Le Parlement devait se réunir mardi 19 mars en session extraordinaire, prélude à la session ordinaire, qui commencera le 2 avril. Après un débat sans vote sur la crise du Golfe, les députés se saisiront du projet de réforme des finances locales, et les sénateurs, du statut de la Corse. Sur le premier texte, qui tend à favoriser les communes pauvres dans la répartition de l'aide de l'Etat, M. Rocard a indiqué, lundi,

qu'il « espère » ne pas recourir à la procédure contraignante de l'engagement de responsabilité du gouvernement.

M. Delabarre, ministre d'Etat chargé de la ville, défendra, à l'Assemblée nationale, ce projet souhaité par M. Mitterrand, rejeté par le RPR et le groupe UDF, mais que les centristes n'excluent pas de voter. (Lire page 9 l'article de PIERRE SERVENT.)

Les habits neufs de François Mitterrand

par Jean-Marie Colombani

Alors que la France retrouve avec la session parlementaire le cours de ses jours ordinaires, sinon tranquilles, alors que les milieux politiques continuent de spéculer sur la durée du bail consenti à M. Michel Rocard et que celui-ci s'en sort comme il peut, c'est-à-dire en feignant de ne pas se poser la question, le président est tout à la fois de cet instant privilégié où le sort des armes l'a placé. Il a retrouvé toutes ses prééminences. Tout est de nouveau suspendu à la moindre inflexion de ses décisions

ou de ses humeurs. Et surtout, il est à l'aise comme sans doute il ne l'a jamais été, manifestement heureux d'avoir pu enfin endosser son propre habit, être lui-même sans complexes, libéré de toute contrainte apparente.

Comment, au reste, n'apprécierait-il pas une situation qui lui permet, dans l'ordre extérieur, de retrouver sa langue maternelle, ses propres options, sans être obligé de parler le gaullien ; et dans l'ordre intérieur de donner le « nouvel élan » qui doit le conduire à parachever son second septennat ? La guerre n'a donc pas été qu'une simple et gigantesque opération de

police internationale. Elle a provoqué de multiples ondes de choc que l'on commence à peicer à discerner.

Ainsi, le nouveau cours extérieur mis en lumière par le conflit peut-il apparaître comme un « nouvel aggiornamento », une sorte d'ultime conversion au réalisme, qui n'est peut-être que la suite logique du tournant libéral de 1982-1983. Certains y verront d'ailleurs la poursuite d'un processus d'alignement du pays sur les normes des grandes démocraties occidentales ; la fin, en quelque sorte, de l'exception française.

Lire la suite page 9

Un mort-né de soixante-treize ans, la Yougoslavie

Du royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes aux déchirements d'aujourd'hui les peuples de Slavie du Sud n'ont jamais fait bon ménage

La Serbie poursuit son offensive de déstabilisation de la présidence collégiale de la Yougoslavie. Le Parlement serbe a destitué, lundi 18 mars, le représentant du Kosovo au sein de l'instance suprême de l'Etat. Celle-ci, après les démissions des députés de Serbie, de Voïvodine et du Monténégro, ne compte plus que quatre membres et n'atteint plus le quorum requis par la Constitution fédérale. Toutefois, des intellectuels serbes, opposés à cette politique jugée « dangereuse », ont réclamé la démission de M. Slobodan Milosevic.

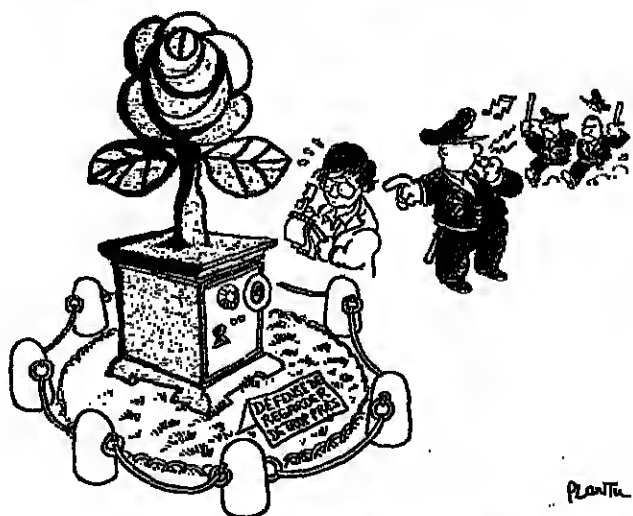
par Bernard Féron

Depuis plus de soixante-dix ans, tout le monde se demande comment peut vivre encore cet Etat nommé Yougoslavie, ou Slavic du Sud. Il naquit en décembre 1918 et se donna pour premier père un membre de la dynastie des Karagevitch. C'était alors le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, constitué par l'ancienne Serbie indépendante, qui avait ramassé dans le voisinage les débris de l'empire des Habsbourg. Pour gagner à leur cause Croates et Slovènes, les Serbes avaient promis, pendant la guerre, de créer un ensemble qui les mettrait en valeur. Siôt après avoir établi sa propre dictature, le roi d'empresse d'oublier cet engagement. Les nouveaux territoires furent traités en

pays ennemis. Entre les deux guerres, la Yougoslavie fut, pour son malheur et celui de l'Europe, un Etat centralisé. Des Croates révoltés par le « chauvinisme serbe » voulurent riposter par la violence à ce qu'ils tenaient pour l'oppression. Sous la conduite de Pavelitch, qui avait fait de Mussolini son modèle, ces extrémistes se retrouvèrent dans une société secrète, celle des ustachis, qui prétendait conquérir par la terreur pouvoir et indépendance. Ce sont eux qui commandèrent l'assassinat à Marseille par un Macédonien, le 9 octobre 1934, du roi Alexandre, et par la même occasion, de Louis Barthou, ministre français des affaires étrangères.

Lire la suite et l'article de FLORENCE HARTMANN page 3

La révocation de l'inspecteur Gaudino



L'inspecteur Antoine Gaudino a été révoqué par le ministre de l'intérieur. Il avait été au cœur de l'enquête sur les fausses factures du Sud-Est et le financement du Parti socialiste.

Lire nos informations page 34 et le point de vue de THIERRY PFISTER page 2

Le commerce extérieur convalescent

L'alourdissement de la facture énergétique a conduit, en 1990, à un léger gonflement du déficit du commerce extérieur français, passé de 43,9 milliards à 50,3 milliards de francs. Le solde déficitaire des échanges industriels s'est toutefois stabilisé, grâce au développement des ventes en Allemagne.

Lire page 23 l'article d'ALAIN VERNHOLES

La nouvelle mairie de Tokyo

La capitale japonaise vient d'inaugurer l'hôtel de ville construit par l'architecte Kenzo Tange : un gigantesque complexe composé de trois bâtiments, dont deux tours parallèles hautes de 243 mètres, qui se veut « le reflet d'une ère d'opulence à l'aube du vingt et unième siècle ».

Lire page 19 l'article de PHILIPPE PONS

SCIENCES ♦ MÉDECINE

■ La stérilisation des malades mentaux. ■ Recherche : des étonnantes bien tempérées ■ Les feux de l'artifice. pages 15 à 17

ANNIE KRIEGEL

Ce que j'ai cru comprendre

Mémorialiste, historienne, témoin privilégié : une vie, telle qu'en elle le siècle se reflète.

L'historienne remet de l'ordre dans la destinée d'une personne privée bousculée par l'histoire.

André Laurens / LE MONDE

Il faut lire les Mémoires d'Annie Kriegel : notre passé retrouve une âme.

Georges Siffert / LE FIGARO

Un monument de mémoire et d'histoire.

Mona Ozouf / LE NOUVEL OBSERVATEUR



ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 780 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 12 KSD ; Espagne, 100 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 200 DR ; Hongrie, 80 p. ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 12 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA NYN, 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Affaires

L'injustice faite à Antoine Gaudino

par Thierry Pfister

L'INSPECTEUR de police Antoine Gaudino a été révoqué pour avoir rédigé l'Enquête impossible. Comment son éditeur ne se sentait-il pas concerné par cette sanction ? A ce stade, deux questions méritent d'être posées.

1) A quelle éthique se réfère désormais le parti majoritaire comme matière de conduite des affaires publiques ? Un ancien ministre de la coopération a été gravement mis en cause dans la gestion des crédits de son ministère. Les faits ont été qualifiés par la justice, même si une trop opportune amnistie a soustrait le coupable à toute sanction.

Si prompt à traduire en commission des conflits le moindre de ses élus qui dérange les accords électoraux, la direction du Parti socialiste n'a pas jugé utile de faire comparaître Christian Nucci devant ses pairs. C'est donc que rien dans son comportement n'a heurté le PS et ses dirigeants. La meilleure preuve en est qu'il conserve des fonctions et des responsabilités significatives dans l'appareil d'Etat.

La dette abyssale de la ville d'Angoulême illustre de manière satisfaisante les ravages que peut provoquer l'alliance des coquins et des copains, surtout lorsque les copains se trouvent au sommet de l'Etat et à

la tête de grandes institutions financières publiques ;

2) De quelle autorité morale dispose le gouvernement qui prétend sanctionner l'inspecteur Gaudino ? On a déjà pu légitimement s'étonner que la décision de poursuivre les élus corrompus et les responsables du racket qui alimentent les caisses du PS dépende d'un garde des sceaux qui était lui-même l'un des rouages de ces circuits de financement.

Comme pour Dreyfus

Et voici à présent que la révocation de l'inspecteur Gaudino est prononcée par un ministre de l'Intérieur lui aussi cité dans les cahiers Delcroix, ces accablants comptes rendus internes rédigés par le méticuleux directeur d'Urbe-Gracco. M. Philippe Marchand s'est en effet intéressé de très près à certains de ces grands équipements qu'effectuaient le bureau d'études du PS. Comment, dans ces conditions, peut-on le laisser apprécier les limites du devoir de réserve d'un fonctionnaire de police qui enquêtait sur ces sujets ?

Si Antoine Gaudino a accepté de se tourner vers l'opinion, c'est après avoir épuisé, co vain, toutes les voies légales qui s'ouvraient à lui. Il a informé sa hiérarchie des conclusions de ses investigations sans

résultat. Il a saisi la justice sans que la moindre inculpation soit prononcée. Il a écrit à son ministre par la voie hiérarchique sans être honoré de la plus petite réponse.

Lorsque les coupables sont vus chefs et lorsqu'en bloquant les procédures et en entrainant les dossiers ils mettent en cause le fonctionnement de la démocratie, où se situe le devoir du fonctionnaire ? Parce qu'il est au service de l'Etat, il doit demeurer pour les citoyens un garant de la démocratie. Sa fidélité première est là et non dans l'obéissance servile au clan qui, pour un temps, accapare le pouvoir et en abuse. Ou, sinon, que lui ne reproche aux Papon et aux Bousquet leur stultité durant l'Occupation. Il faut savoir ce que l'on veut : la docilité des bobes ou la rigueur des hommes intègres.

Par son livre, Antoine Gaudino a honoré et la police et la démocratie. Par la sanction qui plane sur sa tête, le gouvernement s'appuie à choisir définitivement son camp. En effet, toutes proportions gardées, l'affaire Gaudino est des rejets d'affaire Dreyfus. A l'époque, les partisans de l'ordre étaient prêts à payer d'une injustice individuelle la défense d'institutions militaires et judiciaires défaillantes. Que triomphe l'institution et tant pis pour le grain de sable ! Dans le choix entre l'ordre et la justice, la gauche, jusqu'à présent, disait préférer la justice. Et la

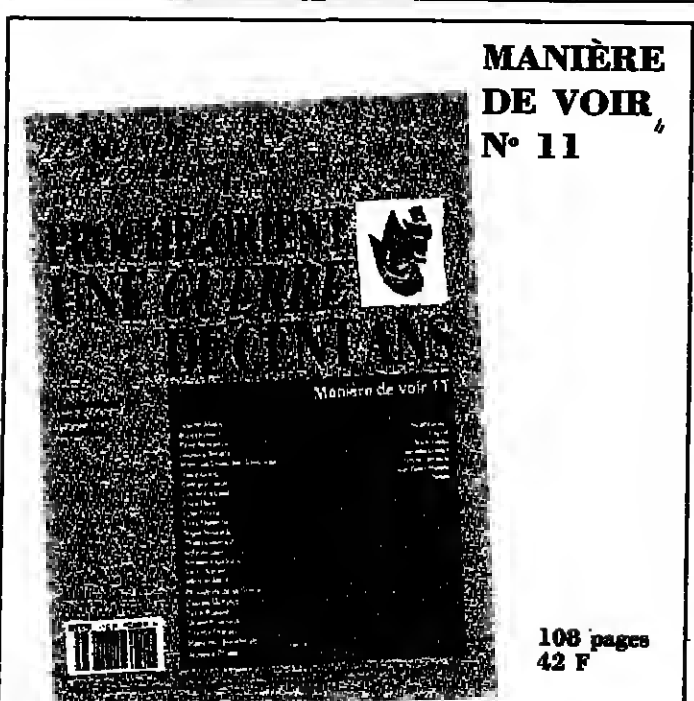
voici qui sanctionne l'innocent pour mieux protéger ceux des siens qui sont coupables. Oui, c'est bico à nouveau la terrifiante mécanique de l'affaire Dreyfus qui est à l'œuvre.

La gauche française est-elle à ce point moribonde qu'aucun voix ne s'élèvera en son sein pour défendre un citoyen contre l'abus de la raison d'Etat, pour préférer le juste même au prix du désordre - à un ordre fondé sur l'injustice et la corruption ? Ne reste-t-il plus au sein du PS un seul homme de caractère capable de faire passer les principes républicains avant la protection du clan, de préférer les règles de la démocratie à la loi du milieu ?

Et que, surtout, pour justifier sa timidité ou sa lâcheté, nul ne vienne suggérer que tout ceci ne serait qu'une vulgaire opération politique au prétexte que quelques députés d'opposition ont eu le courage de se saisir du dossier exhumé par Antoine Gaudino. A quoi servirait l'opposition si elle n'interpellait pas le gouvernement sur un pareil sujet ? Au demeurant, ses velléités de combat ont disparu dès que le trésorier du Parti républicain a pris la présidence de cette formation. Quel aveu d'échec pour la vie politique française.

Thierry Pfister, ancien conseiller de M. Pierre Mauroy à Météo, est éditeur chez Albin Michel, qui publie le livre d'Antoine Gaudino.

TRAIT LIBRE



NATIONALISMES, ISLAM, PÉTROLE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

COURRIER

Persécuteur et persécuté

M. Al-Ahmed s'inquiète, dans le Monde du 9 mars, du sort « des femmes et des enfants pris d'au portable » en Irak à cause de la guerre, confond le persécuteur de Bagdad et le peuple persécuté, sans avoir un seul mot, pas plus qu'il n'en a eu les sept derniers mois, pour le « martyre du Koweït », sans comprendre aussi la diversité des conditions sociales et des options politiques des victimes koweïtiennes de l'occupation irakienne, sans vouloir enfin reconnaître que le vrai malheur du peuple irakien lui a été infligé par ses dirigeants. Aujourd'hui, et par la faute de ces derniers, ce sont deux pays arabes qui sont détruits.

Qui « décide que les peuples arabes ne sont pas dignes de la démocratie » ? L'Occident ? Comment ce pas voir que ce qui menace aujourd'hui le monde arabe est dû à des facteurs internes, au climat d'insécurité et d'instabilité nationale qui le frappe en raison des menées sadiques. D'autant plus que la guerre de Saddam Hussein n'a laissé derrière elle que le désastre économique.

TAREK RAZZOULI
ambassadeur du Koweït à Paris

L'OLP disqualifiée ?

Il est peut-être utile de rappeler à ceux qui considèrent l'OLP comme « disqualifiée » que celle-ci tire sa légitimité du peuple palestinien uniquement et non des supputations des chancelleries étrangères.

Aujourd'hui, « disqualifier » l'OLP ou ses dirigeants signifie fermer tout dialogue pour la recherche d'une solution pacifique. Une telle attitude porte en elle-même les germes de risques graves, à savoir l'intransigence voire l'extrémisme, qui se traduira infailliblement par l'intégrisme islamique, de l'Atlantique jusqu'à la mer de Chine. Un tel risque transformera la cassure émotionnelle actuelle entre le monde arabo-musulman et l'Occident en rupture socioculturelle, voire en hostilité politico-militaire qui pourrait affecter les nombreux liens entre les deux rives de la Méditerranée.

A ceux qui reprochent à l'OLP de s'être alignée sur la position irakienne, nous dirons qu'il s'agit bien plutôt d'un engagement en faveur de la paix contre les vent-en-guerre et du témoignage de solidarité fraternelle avec le peuple irakien contre la destruction de son pays par les adeptes de l'idéologie technocratique et destructrice, car tout le monde sait que si le quart des efforts qui ont été déployés à la guerre avaient été investis pour la recherche d'une solution pacifique, la destruction de l'Irak et du Koweït et la tragédie humaine qui s'en est suivie auraient été évitées.

(...) Vouloir « disqualifier » l'OLP, c'est chercher à « disqualifier » le

peuple palestinien lui-même et, par-delà, briser la conscience collective des peuples arabes, les attirer dans leur dignité et effaiblir leurs potentialités pour permettre que se réalise le rêve du Grand Israël, objectif que nous estimons irréalisable, car l'Histoire nous a prouvé qu'on ne peut jamais anéantir un peuple, quels que soient les moyens qu'on utilise contre lui. Au contraire, la force dirigée contre le peuple palestinien fait que celui-ci se renforce et que son destin se détermine jour en jour sa foi et sa détermination pour se libérer et édifier son Etat.

OMAR MASSALHA
observateur permanent
de Palestine à l'UNESCO

Frustration ?

On nous parle de frustration arabe. Or, celle-ci n'est que le reflet de l'incapacité des dirigeants à faire avancer leur pays vers l'avenir. Ils invoquent la colonisation, mais quel est le peuple qui aurait plus et plus longtemps subi le joug des autres que le peuple juif ? Ne soyez pas jaloux, amis arabes, de ce que les juifs ont réalisé en Israël. Vous seriez capables de faire aussi bien, si seulement vous acceptiez de vous assumer vous-mêmes pleinement et de pousser vos nations vers la démocratie. Vous savez ce que Winston Churchill en pensait, mais vous savez aussi qu'elle est la seule voie vers la liberté de l'individu et le progrès économique et social.

Et encore ceci : vous êtes bûillies, dites-vous, par la présence d'un « infidèle » sur une terre sacrée. Qu'est-ce qu'une terre sacrée fermée aux autres ? Serait-ce un droit réservé aux seuls musulmans ? Si vous avez votre terre sacrée, n'aurions-nous pas droit, nous aussi, nous juifs, à notre terre sacrée ?

Et où pourrions-nous le situer, si ce n'est justement sur la terre d'Israël que vous nous contestez ?

THÉO KLEIN
ancien président du CRIF

Gainsbourg à Limoges

Contrairement à ce qui a été affirmé, je puis vous assurer que jamais Gainsbourg et sa famille, réfugiés à Limoges pendant l'Occupation, n'ont porté l'étoile, ni aucun juif de Limousin. Elle n'a jamais été imposée ni distribuée.

Cela dit, la « chasse aux juifs » était active et a été menée surtout par les miliciens, et la terreur était grande parmi ceux qui cachaient leur origine et leur identité dans la clandestinité.

Nous sommes les témoins survivants de cette époque et nous avons même bien connu le père de Serge Gainsbourg, qui travaillait comme pianiste sous le nom de « Jo d'onde ». C'était un ami apprécié et distingué.

LÉO PARUS
Bordeaux

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Le « mal » populiste

Lech Walesa en Pologne, Boris Eltsine en Russie, Slobodan Milosevic en Serbie, Jean-Marie Le Pen en France - et bien d'autres... La fin du vingtième siècle sera-t-elle sous le signe du « populisme » ? Telle est la question que pose Cosmopolitiques, dans un dossier en forme d'événement : « Populisme, le mal européen ? »

PAR-DELA les diversités nationales, tous ces mouvements ont en effet des caractéristiques communes : rejet de l'idéologie et de la politique, adhésion à des personnalités charismatiques, exaltation du « bon sens populaire » contre les intellectuels et les technocrates, retour à des valeurs communautaires « authentiques »... S'appuyant sur les frustrations sociales produites par la dévotion, ils cherchent à ressusciter par des discours effectifs et simplificateurs.

Dans les pays de l'Est, cette émergence s'explique aisément par l'absence de vie démocratique, après des décennies d'oppression totalitaire. « Le retour au peuple s'analyse comme un choc en retour logique, après une période de confiscation totale du pouvoir et de la parole », constate Georges Ayache. Le fait que seule la Tchécoslovaquie, pays qui a connu une expérience démocratique dans son histoire, semble épargnée par cette épidémie, confirmerait cette hypothèse. A l'inverse, les thèmes populistes ont une longue tradition en Russie, qu'illustre bien l'exemple de Soljenitsyne. Georges Ayache fait observer qu'on s'en tort, en Occident, de s'étonner des thèmes dévotionnels par cet écrivain dans son dernier livre Comment réaménager notre Russie ? tant elles étaient fidèles à ce qui a toujours été son idéologie politique : « le thème agrarien, le thème de la pureté nationale, le thème anti-impérialiste, le thème antidémocratique, hélas ! aussi ».

La communauté communautaire

Il ne faudrait pas, malgré tout, faire du populisme une spécialité de Slaves réactionnaires. Elégissem la perspective, Josef Krutic souligne l'actualité de la vieille distinction des sociologues allemands entre le « communisme » (Gemeinschaft) et la « société » (Gesellschaft) et fait observer que ce couple rend bien compte de l'évolution des sociétés contemporaines : la « société » démocratique et industrielle, issue de la civilisation judéo-chrétienne, de la Réforme et du capitalisme libéral, et mettant l'accent sur l'autonomie individuelle et la libre entreprise, s'oppose aux tendances tribales ou communautaires, qui prônent des valeurs de solidarité, de compagne-négat et d'engagement culturel. D'où la confusion propre à ce débat, où le populisme peut avoir des connotations tentées démocratiques et fascisantes, tantôt gauchistes et écologiques. Ainsi Gérard Balloin voit dans le mouvement des Varto des relents pétainistes qui se sont notamment exprimés dans le refus d'Antoine Waechter de prendre position contre le Front national.

Société et communauté... cette opposition peut se retrouver au sein même de la pensée marxiste, héritière en cela du rousseauisme. Ainsi, la rava néomaxiste Actual Marx s'interroge, dans son dossier « Liberté-Egalité-Différence », sur l'aspiration communautaire à réaliser une société égalitaire débarrassée à la fois de l'individualisme et de la politique. « La vraie communauté de l'homme », écrit Stefano Petruccioli, (...)

n'est pas une communauté politique et n'a plus besoin de la politique, parce que la politique est réintégrée dans la collaboration entre individus qui coopèrent et reproduisent leur vie, selon un plan rationnel, et qui ne sont plus divisés par des intérêts égoïstes et par la propriété privée. Pour Marx, le communisme est la suppression tant de la séparation des individus privés, caractéristique de la société civile moderne, que de la sphère politique comme sphère distincte et séparée des processus de coopération concrète et de reproduction des vies individuelles.

En attendant la réalisation (fort hypothétique, on en conviendra...) de la société égalitaire rêvée par l'auteur du Capital, on peut se demander, avec les participants du dossier sur « la France des banlieues » dans la revue Esprit, si les aspirations communautaires ne constituent pas une issue pour les populations de ces zones abandonnées, qui profitent aux marges des grandes métropoles. Si elles tendent à s'homo-généiser et à réduire les antagonismes sociaux, comme le relève Alain Touraine, les sociétés démocratiques s'écarteraient des phénomènes d'exclusion lourds de menaces. « Nous disposons de fort peu d'années, prophétise le sociologue, avant que nous connaissions des explosions urbaines de grande envergure à l'américaine... » Voilà M. Delebarre prévenu.

Eloge du ghetto...

Pour les victimes de cette ségrégation - les jeunes en particulier - les perspectives d'intégration s'éloignent en effet de plus en plus. D'où la recherche de solidarités nouvelles - même artificielles et éphémères - dans les bandes ou les nostalgies ethniques, permettant de compenser la fatalité de l'isolement et de l'échec. Ces tentatives de regroupement, aux formes souvent provocantes ou agressives, doivent-elles être combattues, comme des menaces à l'ordre public et à l'unité nationale, ou encouragées, comme des relais nécessaires à la construction des personnalités ? La réponse, pour Philippe Genestier, ne fait pas de doute. A eux seuls, la force d'attraction du « modèle français » d'intégration, par le vertu de l'effort individuel et de l'égalité républicaine, n'est pas suffisante pour imposer à des populations totalement déstructurées, il faut, pour leur permettre de s'en sortir, l'aide de réseaux de proximité, de groupes de soutien conviviaux et informels. De communautés vivantes, même si elles ne sont pas très orthodoxes aux yeux d'un démocrate policé à la française. « Soyons francs et n'ayons pas peur des mots », écrit Philippe Genestier : dans l'ordre social, la communauté rébellée, c'est le ghetto. Car celui-ci est une formation sociale qui se caractérise par l'intensité de sa vie communautaire et par son organisation interne.

Eloge du ghetto ? Sans doute pas... Nul ne songerait à en faire une société idéale. Mais son existence peut être une réponse provisoire à une situation pire encore : la solitude et le peuvreté absolues. De la même façon, si le populisme est bien un « mal » politique, son apparition, en plein cœur de l'Europe démocratique (ou aspirant à l'être), remplit sans doute un vide de la société politique évanescence...

► Cosmopolitiques. Février 1991. 60 F. 71, bd Richard-Lenoir, 75011 Paris.

► Actual Marx, n° 8. Deuxième semestre 1990. 105 F. PUF, 156, av. Parmentier, 75010 Paris.

► Esprit. Février 1991. 70 F. 212, rue Saint-Martin, 75003 Paris.

YOUGOSLAVIE

Le à la prés

Par 207 voix contre 9 et 6 votes nuls, le Parlement de Serbie a élu, lundi 18 mars, M. Rade Srdanovic, le représentant du Kosovo (province du sud de la Serbie, peuplée à 90 % d'Albanais du Kosovo) à la présidence collective de la Yougoslavie. Selon les députés, M. Srdanovic « a épaulé depuis longtemps au sein de la présidence yougoslave contre les intérêts de la Serbie et du Kosovo et défendait ouvertement les thèses séparatistes de la minorité albanaise ».

BELGRADE

de notre correspondant

La mise à l'écart de M. Srdanovic avait été demandée, samedi 16 mars, par le président de Serbie, M. Milosevic, qui comptait ainsi déstabiliser la présidence. En effet, la direction collective de l'Etat fédéral est composée de huit membres représentant les

Un mort-né de soixante-tre

Suite de la première page

Les oustachas se croient vainqueurs en 1941 lorsque Hitler envahit la Yougoslavie. Ils avaient choisi le camp de l'Axe. Avec la bénédiction de leur protecteur, ils s'emparent de la proclamation de l'Etat indépendant de Croatie, qui était bien au-delà de l'actuelle république de Croatie. Mais, ils n'avaient pas le droit, et ils n'ont pas eu, l'assentiment de la Slovénie, qui se partageait entre l'Allemagne et l'Italie, mais de l'Allemagne et l'Italie, mais de la Serbie puisque leur territoire s'étendait jusqu'à la porte de Belgrade. L'Allemagne et l'Italie, qui avaient fait de ce pays son protectorat, avaient le droit de le donner à la Yougoslavie. La Yougoslavie, qui était une nation, a été divisée en quatre parties : la Serbie, la Croatie, la Slovénie et le Monténégro. Les oustachas croates croyaient prendre revanche en massacrant par dizaines de milliers les Serbes qui refusaient leurs choix et leurs pratiques. A la libération, la note fut lue. On estime à environ 100 000 le nombre de Croates exécutés par les combattants parisiens oustachas.

Qui aurait osé prédire à cette époque la reconstitution d'une Yougoslavie ? La notion de Serbes, de Croates et de Monténégro, qui n'ont rien de slave. Quant aux autres, ils n'ont en commun ni l'histoire, ni la religion, ni le niveau économique. Le peu la langue, mais sur ce point, ils s'accrochent à marquer leur différence. La ligne de démarcation séparait ceux qui, au nord et à l'ouest, furent imprégnés de la civilisation des Habsbourg, et ceux qui, au sud et à l'est, furent marqués par Constantinople et l'empire ottoman. Les premiers, Serbes, Slovènes et Croates, professent le catholicisme. Les seconds, Serbes, Macédoniens, Bosniaques pratiquent la religion chrétienne orthodoxe ou l'islam. Les disparités économiques sont aussi grandes. C'est au milieu de ce pays que passe la frontière nord-sud. Et la langue ? Les Serbes écrivent en cyrillique. Les Croates en caractères latins. Pour le lecteur, ces deux peuples vivent, pensent, s'expriment dans des univers complètement étrangers l'un à l'autre. En fait, quand ils parlent, ils se comprennent fort bien pour peu qu'ils consentent à s'écouter.

Tito, Kardelj et le goût de la complexité

La construction de 1918 n'aurait pu résister à l'épreuve de 1941-1945, si Tito n'avait bénéficié d'un concours de circonstances exceptionnelles pour la remettre d'aplomb. Avec son armée de partisans, il disposait en 1945 de la seule force qui fut en état de contrôler le pays. Croate lui-même, bien que son communisme d'alors l'éloignât du nationalisme, il offrait à ses compatriotes une chance de prendre dans l'Etat nouveau la place qui leur était refusée avant la guerre. Tout en laissant, ou en faisant, tout les Croates oustachis, il lutait avec autant de vigueur et parfois de cruauté contre ce qu'il appelait le « chauvinisme grand serbe ». Milosevic, ainsi que ses Tchetniks, fut condamné à mort (il avait quand même combattu lui aussi l'occupant) parce qu'il faisait obstacle à l'instauration du communisme et aussi parce qu'il pouvait réincarnier le chauvinisme serbe.

Afin d'empêcher la reprise des

ÉTRANGER

YUGOSLAVIE : nouveau défi de la Serbie aux autorités fédérales

Le représentant du Kosovo à la présidence collégiale a été limogé

Par 207 voix contre 9 et 6 votes nuls, le Parlement de Serbie a limogé, lundi 18 mars, M. Riza Sapundzija, le représentant du Kosovo (province du sud de la Serbie, peuplée à 90 % d'Albanais de souche) à la présidence collégiale de la Yougoslavie. Selon les députés, M. Sapundzija n'agissait déjà depuis longtemps au sein de la présidence yougoslave contre les intérêts de la Serbie et du Kosovo et défendait ouvertement les thèses séparatistes de la minorité albanaise.

BELGRADE

de notre correspondante

La mise à l'écart de M. Sapundzija avait été demandée, samedi 16 mars, par le président de Serbie, M. Milošević, qui comptait ainsi déstabiliser la présidence. En effet, la direction collective de l'Etat fédéral est composée de huit membres représentant les

six Républiques de la Fédération ainsi que les deux provinces autonomes (Voïvodine et Kosovo) de la Serbie. Après la démission des représentants du Monténégro, de la Serbie et de la Voïvodine, le week-end dernier, le renvoi du représentant du Kosovo, la présidence collégiale ne compte plus que quatre membres représentant la Slovaquie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine. Aux termes de la constitution yougoslave, le quorum n'est donc plus atteint. Par cette manœuvre, M. Milošević essaie de rendre illégitime la présidence collégiale du pays qu'il avait décrété « morte » dans son discours du samedi 16 mars (le Monde du 19 mars).

Durant la session du Parlement de Serbie, les députés ont également voté par 221 voix (et une abstention) l'abrogation pure et simple de la présidence de la province du Kosovo. En effet, avec sa nouvelle constitution (1990), la Serbie avait récupéré ses deux provinces autonomes, le Kosovo et la Voïvodine, en supprimant tous les attributs d'Etat dont

elle disposait selon la constitution fédérale de 1974. Le problème est que celle-ci est toujours en vigueur et les Albanais, majoritaires au Kosovo, ont estimé que cette décision était « illégitime et inacceptable » et qu'elle représentait « une violation flagrante des constitutions locales et fédérales ».

Appel d'intellectuels

Par ailleurs, M. Tupurkovski (Macédoine), membre de la présidence collégiale, a déclaré à la presse qu'en accord avec la constitution fédérale seul le Parlement du Kosovo pouvait révoquer M. Sapundzija. La décision des députés serbes est donc, à ses yeux, illégale. Personne ne savait, lundi soir, si M. Sapundzija continuait à représenter ou non le Kosovo à la présidence yougoslave, et s'il participerait à la prochaine réunion prévue jeudi 21 mars.

Le discours télévisé de M. Milošević, samedi 16 mars, continue à provoquer des réactions. Selon la majorité des observateurs, le président serbe

est fermement décidé à s'opposer au dénouement démocratique de la crise yougoslave et à isoler ainsi de plus en plus la République. C'est la raison pour laquelle plusieurs mouvements de Serbie ont demandé sa démission. Les intellectuels serbes constatent que « le président de Serbie prône la politique de la guerre ». La présence des chars dans les rues de la capitale, les 9 et 10 mars, et la « sope du dialogue sur l'avenir de la Yougoslavie » témoignent « de l'aventurisme et des attitudes égoïstes que le peuple serbe ne peut plus supporter ». « Dans l'intérêt des habitants de Serbie », plusieurs centaines d'intellectuels réclament la démission immédiate de M. Milošević. Pour leur part, les membres de l'Alliance des forces réformatrices de Serbie (proches du premier ministre, M. Ante Marković), n'acceptent plus de vivre dans une Serbie que le président a isolée de l'Europe et du monde, et est en train d'isoler de la Yougoslavie.

FLORENCE HARTMANN

un système qui défie la description. En dépit des conceptions étranges et très doctrinaires de ses auteurs, ce système laisse heureusement la part belle à l'improvisation.

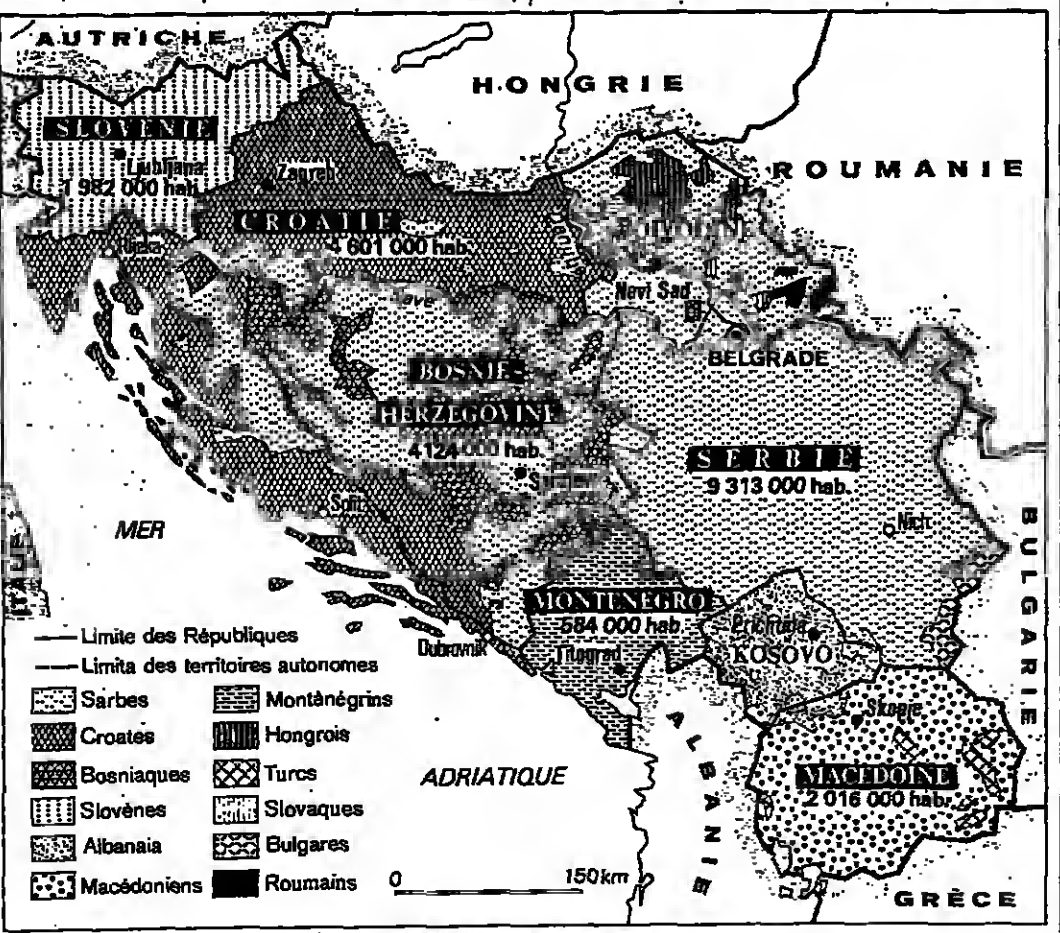
Cela ne marchait pas toujours très bien d'ailleurs du temps de Tito. Déjà les républiques se chamaillaient, les riches du Nord répugnaient à subventionner les pauvres du Sud qui gaspillaient cette aide en dépenses de prestige. Les ministres prétendaient que pour décoller il leur fallait tous les équipements de base, même si ceux-ci étaient déjà en place. Le pouvoir exécutif se concentrait dans les républiques. Le pouvoir fédéral ne représentait presque plus rien.

En 1970-1971, les discussions étaient vives et ouvertes entre le chef des communistes de Serbie, M. Niko Zich, que l'on qualifiait aujourd'hui de démocrate, et son collègue croate, le flamboyant Tripalo, disciple de Tito, mais qui tablait ostensiblement sur le nationalisme de ses compa-

doine, revendiquée jusqu'à une date récente par certains Bulgares. Il y avait surtout la menace soviétique.

Cette menace fut en effet un des facteurs essentiels de la cohésion yougoslave, maintenue au dépit de tout. Le pouvoir réel passait aux républiques, qui pouvaient encore tisser le lien fédéral. La Ligue des communistes ? Elle s'était pratiquement divisée en autant de ligues qu'il y a de républiques et de régions. De son vivant, Tito gommait cette réalité.

Depuis dix ans, la Ligue et l'Etat sont dirigés par une présidence collégiale et tournaient. Il y a huit membres (un par république et région) et le chef change tous les ans. Les administrateurs de jeux télévisés auraient certainement gagné une fortune s'ils avaient su avant sa démission que le tout dernier chef de l'Etat yougoslave s'appelait Borisav Jovic. Avec la rotation constante des ministres et hauts-fonctionnaires, et les nominations à ces postes en fonction, non des compétences, mais de la « clé nationale ».



(chiffres de recensement de 1981).

Un mort-né de soixante-treize ans

Suite de la première page

Les oustachis se curent vainqueurs en 1941 lorsque Hitler envahit la Yougoslavie. Ils avaient choisi le camp de l'Axe. Avec la bénédiction de leur protecteur, ils s'empressèrent de proclamer l'Etat indépendant et fasciste de Croatie, qui allait bien au-delà de l'actuelle république de ce nom. Certes, ils n'avaient pas la Dalmatie, cédée à l'Italie, ni, bien sûr, l'essentiel de la Slovaquie, que se partageaient Allemands et Italiens, mais ils mangèrent un bon morceau de la Serbie puisque leur territoire s'étendait jusqu'à la porte de Belgrade, l'Albanie - en fait l'Italie, qui avait fait de ce pays son protectorat, annexant le Kosovo. La Hongrie prenait la Voïvodine, peuplée de Magyars. La Bulgarie s'étendait en Macédoine. Les oustachis croates croyaient prendre leur revanche en massacrant par dizaines de milliers les Serbes qui refusaient leurs choix et leurs pratiques. A la libération, la note fut lourde. On estime à environ 100 000 le nombre de Croates exécutés pour avoir combattu parmi les oustachis.

Qui aurait osé prédire à cette époque la reconstitution d'une Yougoslavie ? La notion de Slaves du Sud était et reste, dans une large mesure, artificielle, d'autant qu'elle enveloppe des gens, Magyars ou Albanais, qui n'ont rien de slave. Quant aux autres, ils n'ont en commun ni l'histoire, ni la religion, ni le niveau économique. Un peu la langue, mais sur ce point, ils s'acharnent à marquer leur différence.

La ligne de démarcation sépare ceux qui, au nord et à l'est, furent imprégnés de la civilisation des Habsbourg, et ceux qui au sud et à l'est furent marqués par Constantinople et l'empire ottoman. Les premiers, Slovaques et Croates, professent le catholicisme ; les seconds, Serbes, Macédoniens, Bosniaques pratiquent la religion chrétienne orthodoxe ou l'islam. Les disparités économiques sont aussi grandes. C'est au milieu de ce pays que passe la frontière nord-sud. Et la langue ? Les Serbes écrivent en cyrillique, les Croates en caractères latins. Pour le lecteur, ces deux peuples vivent, pensent, s'expriment dans des univers complètement étrangers l'un à l'autre. En fait, quand ils parlent, ils se comprennent fort bien pour peu qu'ils consentent à s'écouter.

Tito, Karadjelj et le goût de la complexité

La construction de 1918 n'aurait pu résister à l'épreuve de 1941-1945, si Tito n'avait bénéficié d'un concours de circonstances exceptionnelles pour la remettre d'aplomb. Avec son armée de partisans, il disposait en 1945 de la seule force qui fut en état de contrôler le pays. Croate lui-même, bien que son communisme d'alors l'éloignât du nationalisme, il offrait à ses compatriotes une chance de prendre dans l'Etat nouveau la place qui leur était refusée avant la guerre. Tout en laissant, ou en faisant, tuer les Croates oustachis, il lutait avec autant de vigueur et parfois de cruauté contre ce qu'il appelait le « chauvinisme grand serbe ». Mihailovitch, ainsi que ses Tchétniks, fut condamné à mort (il avait quand même combattu lui aussi l'occupant) parce qu'il faisait obstacle à l'instauration du communisme et aussi parce qu'il pouvait réincarner le chauvinisme serbe.

Afin d'empêcher la reprise des

importantes par la population, la Slovaquie et la Croatie, qui se basent au niveau des nations développées, le Monténégro, qui apparaît comme une excoissance de la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, suffisamment hybride pour que beaucoup de ses habitants, même s'ils professent l'athéisme intégral, se réclament ouvertement d'une nationalité musulmane, ce qui n'existe nulle part ailleurs ; en queue de peloton, la Macédoine. Deux esclaves ont le statut de région autonome, à l'intérieur de la République serbe : le Kosovo albanais et la Voïvodine magyare.

La fédération yougoslave prend véritablement son essor après la rupture avec l'URSS. Condamné par Staline, contraint de chercher à l'Ouest les concours indispensables, Tito cultiva sa différence et joua l'ouverture. Avec l'aide de théoriciens, tel Karadjelj, qui avait l'art de compliquer les choses simples et de rendre inextricable une situation aussi complexe que celle de la Yougoslavie, il échafauda

trioles. Tito, qui n'était plus tout jeune, prit peur. Il n'était d'ailleurs pas homme à admettre que ces quelques fumeries vides sur la place publique. Il croyait aussi que l'économie qu'il avait créée pour dépeçer la proie Yougoslavie, Niko Zich, Tripalo et quelques autres tombèrent définitivement en désgrâce. Six ans plus tard, il avait limogé un de ses plus anciens compagnons Rankovitch, soupçonné, entre autres choses, de complaisance pour le « chauvinisme serbe ».

La crainte de l'explosion plus ou moins provoquée de l'intérieur n'était pas vaine. Le problème du Kosovo se posait déjà avec acuité. Cette région ne compte guère moins d'Albanais que l'Albanie voisine (cette population qui avait été installée par les Ottomans). Les Serbes ne constituent alors que le cinquième de la population, mais ils ne sont pas prêts d'abandonner une province qui fut le berceau historique de leur Etat. Il y avait aussi le problème de la Macé-

doine, revendiquée jusqu'à une date récente par certains Bulgares. Il y avait surtout la menace soviétique. Cette menace fut en effet un des facteurs essentiels de la cohésion yougoslave, maintenue au dépit de tout. Le pouvoir réel passait aux républiques, qui pouvaient encore tisser le lien fédéral. La Ligue des communistes ? Elle s'était pratiquement divisée en autant de ligues qu'il y a de républiques et de régions. De son vivant, Tito gommait cette réalité. Depuis dix ans, la Ligue et l'Etat sont dirigés par une présidence collégiale et tournaient. Il y a huit membres (un par république et région) et le chef change tous les ans. Les administrateurs de jeux télévisés auraient certainement gagné une fortune s'ils avaient su avant sa démission que le tout dernier chef de l'Etat yougoslave s'appelait Borisav Jovic. Avec la rotation constante des ministres et hauts-fonctionnaires, et les nominations à ces postes en fonction, non des compétences, mais de la « clé nationale ».

BERNARD FÉRON

GRANDE-BRETAGNE : refonte de l'administration régionale et locale

La poll tax est vouée à disparaître

Un peu de confusion peut se révéler utile dès lors qu'il s'agit de brader une partie de l'héritage thatcherien. Des fuites massives, organisées par le gouvernement, permettent à tous les quotidiens d'annoncer, mardi 19 mars, le mort prochain de la poll tax, l'impôt local instauré par M. Thatcher. Mais l'événement lui-même devrait être noyé au milieu d'un vaste plan de réforme des collectivités locales, qui supprime nombre d'entre elles. M. John Major cherche visiblement une solution qui lui permette d'en finir une bonne fois avec un impôt très impopulaire sans pour autant paraître trahir ostensiblement « la Dame de fer ».

LONDRES

de notre correspondant

Rarement les confidences auront été aussi nombreuses avant une décision gouvernementale. Celle-ci doit être prise jeudi 21 mars. Le cabinet devra alors se prononcer sur l'abolition de la poll tax, sur le type d'impôt qui doit la remplacer et sur la restructuration de l'administration régionale et locale. Cette réforme considérable a été préparée par M. Michael Heseltine, ministre de l'environnement, qui fut le « tombeur » de M. Thatcher en novembre dernier, lors de la crise d'autorité au sommet du Parti conservateur. Les fuites devraient permettre à M. John Major de savoir jusqu'où il peut aller, en fonction des réactions de l'opinion, y compris au sein de son propre parti.

Grand écart

La poll tax elle-même, cet impôt local par tête, identique pour tous, riches et pauvres, sur le territoire d'une même commune, devrait disparaître. Elle serait remplacée par une taxe d'habitation qui, d'une façon générale, serait nettement moins élevée. Cette-ci serait calculée selon la taille de l'habitation, mais elle serait modulée en fonction du nombre d'adultes qui résident sous un même toit. M. Major pourrait ainsi déclarer aux adversaires incandescents de la poll tax que celle-ci est supprimée, tout en laissant entendre que le principe cher à M. Thatcher, selon lequel tout adulte doit contribuer aux finances locales, ne disparaît pas complètement. Cet exercice de grand écart n'est pas toujours aisé. Recevant, lundi 18 mars, vingt-quatre parlementaires conservateurs furieux devant la perspective de l'abolition de la poll tax, M. Major leur a affirmé que les rumeurs qu'ils entendaient étaient excessives.

Le projet de M. Heseltine consiste en fait à transférer au gouvernement central une partie considérable, certains disent jusqu'à 50 %, des dépenses qui incombent actuellement aux collectivités locales. Nul ne sait très bien où seront trouvées les ressources nécessaires. Une solution possible consiste à augmenter la TVA, plus basse en Grande-Bretagne, sur nombre de produits, que dans la plupart des pays européens. L'Angleterre et le pays de Galles sont divisés en 47 comtés, lesquels comptent à leur tour 333 districts.

Les conseils de comté ont la responsabilité de l'éducation, de la police, des services de pompiers et de l'aide sociale. Les conseils de district sont chargés du logement, du maintien de la voirie et du ramassage des ordures, sauf dans les grandes villes telles que Londres où ils assument les tâches normalement réservées aux comtés.

Une centralisation plus forte

M. Heseltine souhaiterait remplacer ce système à double niveau par une administration locale unique. Des référendums seraient organisés pour demander à la population de choisir entre le comté et le district. De nombreux comtés seraient supprimés. Il n'y aurait plus dès lors qu'un seul niveau d'administration locale, qui assumerait la charge de tous les services cités plus haut, avec des allocations plus élevées du gouvernement central. Ces nouvelles collectivités locales auraient des maires élus directement au suffrage universel et disposant de pouvoirs accrus, alors que ceux-ci sont actuellement élus par les conseils et changent pratiquement chaque année.

Il s'agit donc d'une refonte d'ensemble de l'administration locale qui va dans le sens d'une plus grande centralisation. L'éducation et la police, qui sont pour l'essentiel gérées par les comtés, seraient davantage financées et dirigées par le gouvernement central. La création d'un corps national de police serait une des conséquences logiques de cette évolution. Il n'existe en effet que des polices régionales qui se sont révélées à l'occasion, comme dans l'affaire des « six de Birmingham », incapables de faire leur travail correctement. La police métropolitaine de Londres, mieux connue sous le nom de Scotland Yard, apporte déjà son aide technique pour certaines enquêtes. Il s'agirait d'officialiser ce rôle en créant un corps de policiers ayant compétence pour l'ensemble du pays.

Toutefois, la grande réforme fiscale de l'ère Thatcher n'est pas en cause. Les Britanniques devraient continuer à bénéficier du régime le plus simple du monde, comportant seulement deux tranches d'imposition, à respectivement 25 % (pour la plupart des contribuables) et 40 %.

DOMINIQUE DHOMBRES

□ GIBRALTAR : L'armée de terre britannique quitte le « Rocher ». — Le dernier détachement de forces terrestres britanniques présentes à Gibraltar a abandonné officiellement, lundi 18 mars, ses fonctions, mettant fin ainsi à près de trois siècles de présence sur le « Rocher ». Ce départ des dernières troupes terrestres présentes à Gibraltar depuis 1704, sera compensé par le renforcement des effectifs du Gibraltar Regiment, l'unité territoriale locale. La décision de retirer les soldats britanniques avait été annoncée le 5 décembre dernier à Londres par le ministre de la défense. Selon les autorités britanniques, le maintien d'une garnison à Gibraltar ne se justifie plus maintenant que l'Espagne est membre à part entière de l'OTAN et de la CEE. — (AFP)

A TOUCH OF FRED

Montre "1936". Existe en or jaune, or jaune et acier, or rose et acier, version joaillière tout or ou or et diamants. Modèles homme et dame à partir de 16 500 F.

6 rue Royale, Paris 8 - 42.60.30.65

Le Clérigé, 74, Champs-Élysées • Espace "Galerie Lafayette", Paris • Aéroport d'Orly • 92, rue Eugène Coles, Deauville • 21, boulevard de la Coquette, Cannes • Hôtel Loeys, Monte-Carlo • 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Séoul • Tokyo

JOAILLIER

EUROPE

URSS : le référendum sur la Fédération

Les grandes villes ont plutôt boudé le « oui »...

Les premiers résultats partiels du référendum du 17 mars sur le maintien de l'Union soviétique montrent que les grandes villes ont plutôt boudé le « oui », qui n'a recueilli que 50,02 % des suffrages exprimés à Moscou, 50,9 % à Leningrad, 44 % à Kiev, 34,1 % à Sverdlovsk. En Russie, la question

supplémentaire sur l'élection d'un président au suffrage universel, test de la popularité de M. Boris Eltsine, fait un bon score à Moscou et à Leningrad.

Les résultats du vote rural pourraient toutefois contrebalancer celui des villes. Les Républiques d'Asie centrale, d'autre part,

ont massivement voté pour l'Union. En Lituanie, l'armée soviétique a libéré, lundi 18 mars, le responsable républicain de la défense, M. Audius Butkevicius, douze heures après l'avoir arrêté (nos dernières éditions du 19 mars).

En Moldavie, le triomphe du président Smirnov

TIRASPOL

de notre envoyé spécial

Igor Nikolaïevitch Smirnov triomphe, 97 % de « oui » à l'Union dans sa République : qui osera dire mieux ? Les résultats - pas encore officiels - de la petite « République » russeophone du Dniestr, qui s'est déclarée l'an dernier indépendante de la Moldavie nationaliste et roumanophone, confirment avantageusement la ligne prosoviétique de son président communiste.

D'autant plus que la République du Dniestr a voté, selon M. Smirnov, qui avance des chiffres à faire pâlir des dictateurs de républiques bananières, à près de 84 %. Qu'importe si le territoire de cette région russeophone, dont Tiraspol est la capitale, compte plus de 30 % de Moldaves... « Les Moldaves veulent vivre en Union soviétique, ils ne sont pas d'accord avec les autorités de leur République », affirme-t-il, bien que de l'autre côté du Dniestr, la population moldave ait massivement boycotté le référendum, comme l'avaient demandé les autorités élues de Kichinev, la

capitale moldave. La République de Moldavie était l'une des six Républiques d'URSS (sur un total de quinze) à refuser d'organiser le référendum gorbatchévien du 17 mars.

A Slobodia, ville à majorité moldave mais incluse dans la micro-République du Dniestr, la population a voté, selon lui, à plus de 86 %, dont 98 % pour l'Union...

« Si la République moldave avait pu voter, les résultats auraient été similaires », assure Igor Smirnov. Le téléphone sonne pour lui annoncer les résultats de l'autre « République » russeophone de Moldavie déclarée indépendante par des nationalistes de Kichinev, la Gagaouzie. « En République de Gagaouzie, le taux de participation, déclare-t-il, a été de 98 %. Et 98,9 % ont voté pour l'Union. » Voilà qui est mieux. A Kichinev, capitale de la Moldavie soviétique, dimanche, les nationalistes ont presque totalement bloqué le vote, le président du Dniestr concède 150 000 votants sur 400 000 électeurs, passant sur le fait qu'aucune liste électorale n'était là pour empêcher les votes multiples. Pour

Anna Volkova, membre du soviet du Dniestr, « l'armée soviétique aurait dû intervenir dimanche à Kichinev, mais elle n'a rien fait à cause de la tragédie de Tbilissi » (1) qui fut, comme celle de la Lituanie, « une provocation ». M. Smirnov a téléphoné au ministre soviétique de l'intérieur « mais il n'a rien fait », se désolait-il.

A Kichinev, dénonçant les fraudes, M. Alexandru Mosanu, président du Parlement de Moldavie,

□ Un « succès » pour M. Gorbatchev et un « échec » pour M. Eltsine, affirme M. Marchais. — M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a estimé, mardi 19 mars sur France Inter, que le référendum sur le maintien de l'Union était « un succès pour Mikhaïl Gorbatchev » et « un échec pour Boris Eltsine, qui est un homme de droite et voudrait ramener l'URSS au capitalisme ». « Il y a un mois, je n'aurais pas parié un kopek sur les résultats », a ajouté M. Marchais en affirmant que M. Gorbatchev « une majorité pour son projet d'union. »

vie, conteste vigoureusement les résultats des républiques du Dniestr et de Gagaouzie. « Le centre, dit-il, continue sa politique basée sur la force et le mensonge ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

(1) Le 9 avril 1989, l'armée soviétique était intervenue contre un rassemblement nationaliste géorgien à Tbilissi, tuant une vingtaine de personnes. Le 13 janvier 1991, quinze Lituanais étaient massacrés à Vilnius.

Sur ses bases-là, une URSS nouvelle peut être mise en place avec des droits réels pour les Républiques ; c'est un pas en avant et je m'en félicite ».

□ Visite de parlementaires français en Lituanie. — Deux sénateurs français, MM. Claude Huriet et Michel Pelchat, et un député, M. Michel Destot, se sont rendus en Lituanie pour assister, le 11 mars, aux cérémonies marquant le premier anniversaire de la proclamation d'indépendance de cette république baltique. À cette occasion, ils ont remis le Prix populaire de la paix au président lituanien, M. Vytautas Landsbergis.

ALLEMAGNE

M. Björn Engholm a présenté la nouvelle équipe du SPD

M. Björn Engholm, ministre-président du Schleswig-Holstein, qui doit succéder en mai de mai prochain à M. Hans-Jochen Vogel à la présidence du Parti social-démocrate, a présenté, lundi 18 mars, au comité directeur ses deux principaux collaborateurs. Il s'agit de M. Karlheinz Blessing, jusqu'à bras droit de M. Franz Steinke, président du puissant syndicat de la métallurgie, qui deviendra secrétaire général en remplacement de M. Anke Fuchs, et de M. Cornélie Sonntag, quarante-neuf ans, députée, qui a été désignée comme future porte-parole du parti.

BONN

de notre correspondant

La relève social-démocrate est ainsi plus « nordique » et plus proche du mouvement syndical. M. Björn Engholm, cinquante ans, avait accepté d'ajouter à sa charge de ministre-président du Land le plus septentrional d'Allemagne la responsabilité de diriger le parti après le refus de M. Oskar Lafontaine de devenir chef de l'opposition à Bonn. Il avait cependant mis comme condition que la direction lui donne carte blanche pour ébaucher les positions qu'il allait placer aux postes-clés du parti.

Le SPD n'avait en fait guère le choix. La cuisante défaite aux élections législatives du 2 décembre et le retrait boudé en Sarre de son « porteur d'espoir », M. Lafontaine, avaient laissé un parti dés-

Style moins baroque

Il s'était attaché ces derniers mois à l'implantation du mouvement syndical dans l'ex-RDA, non sans quelques succès comme le démontre la mobilisation, sous l'égide de l'IG Metall, des manifestants de Leipzig. Sa nomination devrait contribuer à normaliser les relations entre le SPD et les syndicats, qui s'étaient quelque peu dégradées dans la période où M. Lafontaine contestait leur stratégie de lutte pour la diminution du temps de travail sans réduction de salaire.

M. Cornélie Sonntag, quarante-neuf ans, sera la première femme à exercer les fonctions de porte-parole du SPD. Ancienne journaliste à la radio de Hambourg, elle a fait son entrée au Bundestag en 1988 comme remplaçante de M. Heide Simonis, devenue ministre des Finances du Schleswig-Holstein. Elle fait partie de cette « équipe de Nordiques », qui, dans le sillage de M. Engholm, est en passe d'imposer au parti un style moins baroque, mais, espérons-le, plus efficace que celui de M. Lafontaine.

LUC ROSENZWEIG

GRÈCE

Rome a demandé à Athènes l'extradition de l'organisateur du détournement de l'« Achille-Lauro »

La police grecque a annoncé, lundi 18 mars, que l'Italie a demandé à la Grèce l'extradition du militant palestinien Abdoul Rahim Khaled, accusé d'avoir organisé la prise d'otages à bord du paquebot italien *Achille-Lauro* en octobre 1985. Le « cerveau » de ce détournement a été arrêté le 5 mars à Athènes en compagnie de trois Grecs (le Monde du 19 mars). La police n'a découvert une bombe au domicile des quatre hommes et estime qu'ils préparaient un attentat contre une succursale de la banque Barclays dans la capitale grecque.

Abdoul Rahim Khaled, cinquante-sept ans, est considéré comme le bras droit du chef du Front de libération de la Palestine (FLP), Aboul Abbas. Jugé par contumace en Italie, il a été condamné en 1987 à la prison à perpétuité. Lors du détournement, un passager infirme, Léon Klinghoffer, avait été tué et son corps jeté par-dessus bord. — (Reuters)

□ ROUMANIE : l'ancien chef de la Sécurité condamné à trois ans et demi de prison. — La Cour suprême de Roumanie a condamné, lundi 18 mars, à trois ans et demi de prison le général Iulian Vlad, ancien chef de la police secrète (Securitate) pour l'arrestation illégale d'un dissident, M. Dumitru Mazilu durant le soulèvement populaire de décembre 1989. Le général Vlad est impliqué dans deux autres procès. Il est notamment accusé d'arrestation illégale de manifestants et de complicité de meurtres en série. — (Reuters)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Une conséquence inattendue de la perestroïka en France

La mort de « Dom Knigi » la Maison du livre étranger

La Maison du livre étranger, spécialisée dans la fourniture de publications russes et soviétiques et plus connue sous le nom de Dom Knigi (« la maison du livre »), a été mise en liquidation judiciaire. Son chiffre d'affaires avait baissé de 40 % en quelques mois, principalement en raison des difficultés qu'elle éprouvait à s'approvisionner en URSS.

C'est une très mauvaise nouvelle pour les soviétologues et pour les étudiants de la chaire russe en général, et pas seulement en France : la Maison du livre étranger leur fait du livre russe en effet leur grand fournisseur, et sa disparition n'est pas le moindre paradoxe à un moment où l'intérêt pour l'URSS est plus vif que jamais.

Autre paradoxe : la vieille maison de la rue de l'Éperon, qui avait survécu aux ébranlements du stalinisme et aux hargnes de la guerre froide a succombé aux charmes de la perestroïka.

Un monopole cassé en 1989

A la « bonne » époque, la Maison du livre étranger recevait régulièrement de 10 000 à 12 000 ouvrages soviétiques par an, sur les 50 000 publiés annuellement en URSS et les 18 000 qu'elle commandait. Tout passait par l'organisation soviétique Mejnknigi (le « livre international »), seule habilitée à exporter et bien entendu à recueillir les devises dont ni les éditeurs, ni les auteurs ne voyaient le couler.

Ce système et ce monopole ont été cassés en 1989, date à laquelle le gouvernement de Moscou a autorisé les maisons d'édition, comme d'ailleurs d'autres entreprises, à commercer directement avec l'étranger. Mais cette mesure n'a pas eu l'effet escompté : les éditeurs soviétiques, à Moscou comme dans les républiques, ne connaissent ni les circuits

de distribution occidentaux, ni les règlements douaniers, ni les modes de facturation. Si plusieurs ont pris l'habitude de vendre les droits de traduction pour leurs livres, ils ne se sont pas montrés intéressés à commercialiser leur production originale, surtout à un nombre aussi réduit d'exemplaires (pas plus de dix en moyenne pour les ouvrages que commandent la maison parisiennne).

Malgré il n'était pas question pour autant de laisser ce coin aux « parasites » de la Mejnknigi, victimes de leur mauvaise réputation passée. Résultat : plus rien n'arrive à Paris, de gros clients comme la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre, qui commandait et recevait quelque 200 titres par mois, en reportant moins d'une quinzaine.

Un émigré haut en couleur

Quant aux abonnements aux périodiques, ils sont servis tant bien que mal (encore que maints nouveaux journaux « perestroïkistes » soient houchés par les canaux officiels), mais ils ne représentent que le quart des 10 millions de chiffre d'affaires de la maison.

La Maison du livre étranger avait été fondée en 1932, sous son premier nom de Dom Knigi, par un émigré d'Odesse haut en couleurs, passé presque sans transition de l'armée tsariste à la légion étrangère, Michel Kaplan. Après sa mort en 1979, ses deux fils Boris et Georges Delorme (du nom que leur père avait pris sous l'Occupation) avaient repris et développé l'entreprise, notamment par une gestion informatique aussi moderne que la vieille boutique de la rue de l'Éperon était poussiéreuse, et qui leur avait permis de battre leurs rivaux concurrents dans la maison : 80 % des ventes allaient vers l'étranger, notamment vers les grandes bibliothèques universitaires des États-Unis et du Canada.

MICHEL TATU

La visite du ministre allemand des affaires étrangères

M. Genscher a dû traiter à Moscou de plusieurs différends germano-soviétiques

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Pour sa première visite en URSS comme ministre des affaires étrangères de l'Allemagne réunifiée, M. Hans-Dietrich Genscher s'est efforcé, lundi 18 mars, de dissiper l'impression que le transfert de l'ancien dirigeant est-allemand, Erich Honecker, d'un hôpital de la banlieue de Berlin à Moscou, avait jeté un froid dans les relations avec l'URSS. Les protestations allemandes ne semblent pas devoir aller au-delà des pétitions de principe. Personne, en effet, n'avait intérêt à ce qu'un procès soit l'occasion d'un grand débâcle sur les rapports entre Moscou et Berlin-Est pendant quarante ans.

Le deuxième problème bilatéral concerne le statut des troupes soviétiques stationnées dans la partie occidentale de l'Allemagne. Là encore, M. Genscher s'est voulu rassurant : le départ de ces soldats suit le calendrier arrêté, à-t-il dit. Cela n'a toutefois pas été le cas en janvier et février, où seulement la moitié du contingent prévu a quitté l'ex-RDA. Les difficultés sont de deux ordres : la Pologne, par laquelle une partie de ces troupes devait transiter, bloque le passage à cause d'un désaccord sur le calendrier de retrait des troupes soviétiques présentes sur son propre territoire. Varsovie voudrait que tout soit terminé d'ici à la fin de l'année alors que Moscou veut conserver les troupes jusqu'en 1994, sous prétexte qu'elles sont nécessaires au transit de ses forces stationnées en Allemagne, d'où

elles doivent partir avant la fin 1994. Le différend soviéto-polonais pourrait être réglé lors de la visite que le président Walesa doit faire en URSS, mais dont la date n'a pas encore été fixée.

A Bonn, on craint aussi que les Polonais, comme les Soviétiques, dépendent d'un « rattrapage » en deux schémas pour accélérer l'évacuation. M. Gorbatchev a d'ailleurs soutenu, devant M. Genscher, le problème du rachat des biens immobiliers soviétiques dans l'ex-RDA.

Les Allemands déportés de la Volga

Les Allemands se sont déjà engagés à verser à l'URSS 13 milliards de DM (environ 44 milliards de francs) pour financer le départ des troupes ainsi qu'à construire des logements en URSS pour les militaires rapatriés, mais les Soviétiques commencent à dire que l'on a vu trop juste. Les Allemands ne paraissent pas disposés à payer plus, du moins tant que les lignes de crédits déjà accordées ne seront pas épuisées et que les transformations économiques en Union soviétique ne permettront pas une utilisation optimale de ces fonds.

A propos des troupes soviétiques en Allemagne, Moscou a, en outre, manifesté une certaine irritation face aux refus des autorités de Bonn de rendre les quelques deux cents déserteurs. L'Etoile rouge, journal de l'armée, soulignait, mardi, que ce refus était contraire aux accords passés.

Enfin, M. Genscher a attiré l'attention de ses interlocuteurs sur le sort

des Soviétiques d'origine allemande, dont il a rencontré des représentants. Ces Allemands, descendants d'immigrés attirés en Russie par Catherine II, ont été pour la plupart déportés en Sibirie pendant la guerre, de leur République de la Volga vers le Kazakhstan. Ils seraient encore au total deux millions en URSS. Réunis en congrès à Moscou à la mi-mars, leurs représentants ont réclamé la reconstitution de leur République autonome, laissant clairement entendre qu'un refus de Moscou les pousserait vers l'exode.

M. Gorbatchev a promis à M. Genscher de les recevoir personnellement, mais n'a pris aucun engagement sur la reconstitution de la République de la Volga. Moscou souhaite visiblement régler le problème sans créer un précédent. La situation de l'Union est suffisamment chaotique pour que le pouvoir central ne se lance pas dans des transferts de population et des reconfigurations de frontières entre les Républiques qui ne feraient qu'accroître le démantèlement de l'empire.

Coincidence ? L'Etoile rouge de mardi dénonçait une « opération de diversion idéologique » dans la publication, à Kaliningrad, d'un nouveau journal intitulé le *Messenger de Königsberg*, dont la dernière page est rédigée en allemand. « D'un point de vue juridique, Königsberg n'existe pas », affirme le quotidien de l'armée. Une manière comme une autre de mettre en garde contre l'idée évoquée ici ou là d'installer les Soviétiques de souche allemande dans la ville de Kant.

DANIEL VERNET

BELGIQUE

« Parijs (Paris) »

BRUXELLES

de notre correspondant

Un des charmes — et aussi une des difficultés — du voyage en Belgique, destination plus exotique qu'il n'y paraît depuis Paris, est le multilinguisme franco-néerlandais et la rivalité entre communautés. Sur l'autoroute Paris-Liège, par exemple, des dizaines de panneaux ponctuent le trajet pour indiquer à l'automobiliste qu'il sort d'une région francophone pour entrer dans une autre région, néerlandophone celle-là, et inversement.

Pour faire bonne mesure, le nom des destinations change aussi à chaque fois : la Britannique qui arrive par la route de Liège se retrouve brusquement à destination de Luik, à charge pour lui de

consulter le glossaire approprié. Les autorités viennent de prendre conscience du danger que constituent, pour la sécurité de tous les usagers, les hésitations d'un chauffeur étranger qui, croyant rouler vers Lille, se trouve brusquement devant un panneau indiquant Rijssal, le nom flamand de la métropole française du Nord.

Un arrêté royal publié au *Moniteur* du jeudi 14 mars et modifiant le code de la route tente de pallier l'inconvénient. A partir du 1^{er} avril, les destinations étrangères devront être mentionnées dans plusieurs langues. Les gros caractères serviront pour indiquer le chemin dans la langue de la région ; entre parenthèses, et en petits caractères, la langue du pays de la destination sera utilisée. Cela donnera par

exemple en région linguistique flamande : Parijs (Paris) ; en région linguistique francophone : La Haye (Den Haag) ; et en région bilingue : Aachen (Aachen).

Le quotidien le *Saïr*, qui donne ces exemples, souligne que certains panneaux risquent d'être passablement chargés. Pour accorder aux gestionnaires des routes le temps de s'adapter à la nouvelle situation, un délai de mise en application est prévu jusqu'en 1995. Pour compliquer qu'elle soit, cette signalisation est sans doute préférable à l'indication systématique de l'anglais, préconisée par certains Belges, qui voient dans le parler anglo-américain un remède aux maux du bilinguisme.

JEAN DE LA GUERVIÈRE

EUROPE

A Dessau, rien n'a changé...

Suite de la première page

Plutôt que d'allonger les listes des chômeurs, le gouvernement fédéral préfère payer les entreprises - tant qu'elles sont encore en vie - pour qu'elles gardent leur main-d'œuvre superflue dans leurs effectifs.

La capitale de l'ancienne principauté d'Anhalt n'est pas au bout de ses tracés. S'il n'y a pas eu jusqu'ici encore de faillites retentissantes, on ne donne pas cher de la peau de plusieurs grosses entreprises aux installations trop vétustes, notamment dans la chimie. Les dégraisages en cours sont sévères. « 40 à 50 % des places de travail sont menacées dans la métallurgie et l'électronique », dit Dessau même, soit 10 000 emplois, constate amèrement M. Michael Schorer, le représentant du syndicat IG Metall, venu de Hanovre pour diriger l'organisation locale. En 1990, les métallos avaient obtenu une garantie de non licenciement qui expire en juin 1991. Sa prolongation n'est pas à l'ordre du jour.

La fragilité de l'industrie locale est encore accentuée par son extrême dépendance (estimée à près de 80 % des commandes) du marché soviétique et des pays d'Europe de l'Est. « Si les contrats avec l'URSS sautent, ici personne n'a aucune chance », souligne M. Schorer. L'exemple typique est la firme Waggonbau Dessau, dont la production de wagons frigorifiques était jusqu'ici pratiquement exclusivement destinée à l'Union soviétique. Au cours du dernier semestre (après l'union monétaire), son chiffre d'affaires est tombé de 404 à 216 millions de deutschemarks.

A la suite de longues négociations entre Moscou et Bonn, qui a garanti un crédit à l'URSS, la société vient de signer pour 1991 un contrat de livraison d'un montant de 500 millions de deutschemarks. « Il n'y aura pas de licenciements massifs », affirme le jeune chef du comité d'entreprise, M. Mathias Putze. Sur les tableaux d'affichage syndicaux, la liste de ceux qui sont au chômage partiel pour la semaine est aussi longue que celle de ceux qui travaillent. « On est sauté pour cette année, assure un jeune homme, mais tout sera à recommencer pour l'année prochaine ».

Pertes de matière grise

« Waggonbau » n'a pas échappé à une réduction de ses effectifs qui sont passés de 3 500 à 2 750 personnes, par le jeu des retraites anticipées ou des départs volontaires. 250 licenciements sont programmés pour juin prochain. La firme Magnitband, fondée il y a une dizaine d'années pour fabriquer elle aussi les marchés du Comecon et qui produit des bandes magnétiques, a vu ses effectifs fondre également en quelques mois de 2 000 à 600 personnes.

A ce prix, et à condition de trouver des capitaux, cette entreprise a quelque chance de s'en tirer si l'URSS reste solvable, le temps de trouver d'autres débouchés. « On peut recommencer à travailler », souffle le directeur, M. Walter Herrmann, qui envisage avec optimisme les négociations en cours avec un pool d'investisseurs pour la privatisation de sa société par la Treuhand, le fameux holding d'Etat auquel a été confiée la tutelle des 8 000 entreprises de l'ancienne RDA. Le coût humain des compressions d'emploi est lourd pour la ville. 5 000 per-

Cinquante mille personnes ont manifesté à Leipzig contre le chômage

BERLIN

de notre correspondant

Les Saxons ne sont pas peu fiers d'avoir été le fer de lance du mouvement de contestation de l'automne 1989 dans l'ancienne Allemagne de l'Est qui précipita la chute du régime communiste et aboutit à la réunification allemande. Un an jour pour jour après l'élection démocratique de l'ex-Parlement démocratique de l'ex-RDA, ils ont lancé, lundi 18 mars, à Leipzig, un sérieux avertissement au chancelier Helmut Kohl. Environ cinquante mille personnes se sont rassemblées pour protester contre le chômage massif qui sévit dans les cinq Länder de l'Est.

Si la coïncidence avec l'anniversaire des élections était un peu un hasard, le choix d'un lundi ne l'était pas. En 1989, le lundi était à Leipzig le « jour de manifestation » après la prière pour la paix de l'église Saint-Nicolas.

Lundi soir, les syndicalistes, l'aile militante de l'Eglise, les mouvements qui ont lancé ce fameux automne 1989 et ceux qui ont manifesté cette année contre la crise du Golfe, ont défilé sur le Ring, comme il y a un an et demi. Et un nouveau rendez-vous a été pris pour la semaine prochaine.

H. de B.

sonnes, sur une population de 100 000 habitants, sont parties l'année dernière chercher un travail à l'Ouest.

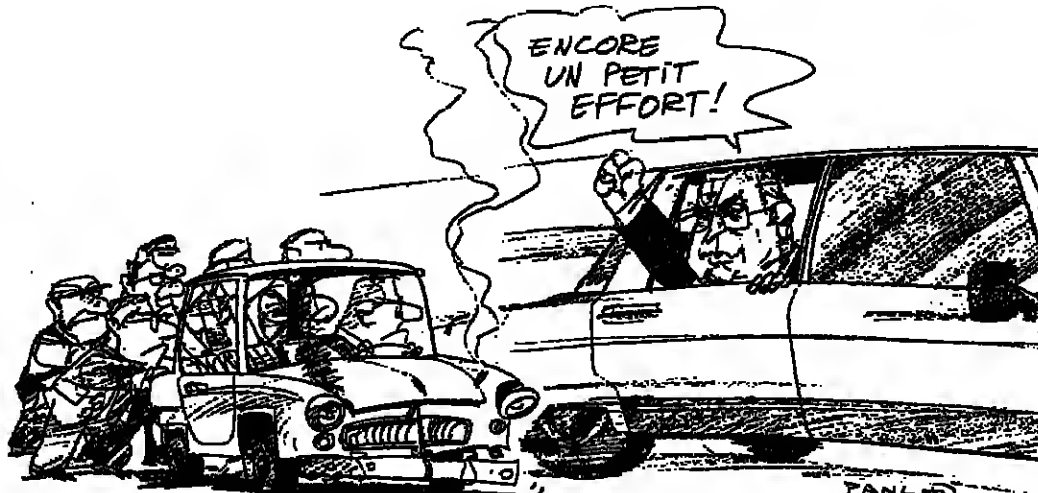
Un ghetto diffère

Autant devaient les suivre cette année. « Ceux qui s'en sont sortis sont tous des jeunes, des ingénieurs, des ouvriers qualifiés », remarque M. Thomas Steinberg, passé de l'opposition au régime communiste à la rédaction du journal local *Mitteldeutsche Zeitung*. C'est une perte de matière grise que ne compenseront pas les sommes importantes dont dispose l'Office du travail pour atténuer le coût social de la crise. Syndicalistes, patrons, responsables communaux : tout le monde est d'accord pour estimer que l'on va vers la catastrophe si l'on ne réussit pas, d'une manière ou d'une autre, à relancer rapidement l'activité. « Le commerce de la marmite est prêt à sauter », affirmait, le 7 mars dernier, le directeur d'Abus, une entreprise de mécanique, au cours d'une réu-

nion de chefs d'entreprise à l'occasion de la naissance de la société municipale d'encouragement à l'investissement.

Dessau n'est pas Dresde ou Erfurt, mais elle n'est pas sans atout. A mi-chemin entre Berlin et Leipzig, sur l'Elbe, ancien fief d'une famille princière, les princes d'Anhalt, renommés pour leur avant-gardisme, Dessau était le siège, avant guerre, des fameuses usines d'avions Junkers. Son nom est associé au célèbre mouvement du Bauhaus, qui a tant influencé l'architecture mondiale, et qu'elle a abrité jusqu'à son interdiction par les nazis. L'école est toujours là. L'exemple du Bauhaus n'a guère influencé malheureusement les urbanistes communistes. Détruite à près de 80 % lors des bombardements de 1945, Dessau est l'exemple même d'une reconstruction absurde, avec un centre-ville qui ressemble à un ghetto de banlieue diffamée.

La nouvelle société d'encouragement à l'investissement entend prendre la municipalité par les épaules pour faire le nécessaire. Il faudra aux responsables davantage de poigne qu'aujourd'hui et une bonne dose d'imagination pour redorer le blason de leur cité. Un an et demi après la chute du régime communiste, celle-ci bâille toujours d'ennui autour de sa seule attraction : un énorme théâtre de 1 200 places construit par les nazis,



qui a bien du mal à sortir du monde «socialiste».

En apparence, rien n'a changé à Dessau depuis l'union monétaire, sauf le commerce. Les VRP de l'Ouest grouillent en ville. Pour essayer de se prémunir contre des lendemains difficiles, tout le monde s'adonne au porte-à-porte pour tenter de vendre quelque chose. Le petit commerce a été largement privatisé. Gaby, la petite librairie, n'a

pas eu de chance. Elle avait trouvé les crédits, mais le géant de l'édition allemande, Bertelsmann, lui a-t-on dit, a fait une meilleure enchère. Beaucoup de ses collègues ont pu en revanche racheter.

Ouvrir un nouveau magasin, lancer une nouvelle société, est une entreprise hasardeuse, car on ne trouve pas d'endroit où s'installer. Les banques ne prêtent que si elles ont des garanties, c'est le cercle

vicieux. Tout le monde attend que la municipalité, élue en mai dernier - une coalition composée de tous les partis à l'exception des anciens communistes, et conduite par un maire du parti libéral, M. Jürgen Neubert, - fasse quelque chose. Jusqu'à présent elle a géré l'attente. Le budget de 1991 (130 millions de deutschemarks) a été préparé sans que l'on connaisse les recettes. Elles sont, de facto, quasiment nulles.

HENRI DE BRESSON

Contemporaine

CHASSEURS DE TÊTES :

L'ART DE LA TRACÉ
SANTA FE, CAPITALE
DE L'ART BUSINESS
LES MEILLEURS
PLACEMENTS EN
PÉRIODE DE CRISE
LES BEBES DE LA
QUARANTAINE
MODE : LES TAILLEURS
HAÏSSENT LE TON
LES PARFUMS OMITS
DU DESIGN ET LA CRISE
NE POUR LE COTTAGE.

JEHANE SADATE :
« MON MARI VIVANT
LA GUERRE N'aurait
PAS EU LIEU »



CATHERINE NAY : rédactrice en chef éditoriale à Europe 1, à Paris. Chaque mois, elle vous raconte : Un week-end avec l'homme de son choix, le malin d'un des quadras de la justice.

Contemporaine. Le magazine des femmes qui ont du pouvoir.
N° 1. Aujourd'hui chez tous les marchands de journaux.

هكذا من الإلهام

• Le Monde • Mercredi 20 mars 1991 7

PAN AM 1991
RAPPORT D'ACTIVITE
N O . 5

ET MAINTENANT LES BONNES NOUVELLES.

Dans le monde des affaires, un événement a rarement fait couler autant d'encre et donné lieu à autant de spéculations que l'accord Pan Am/United Airlines, approuvé maintenant à la fois par le gouvernement des Etats-Unis et le gouvernement britannique.

Ses implications promettent d'être particulièrement bénéfiques pour les deux compagnies ainsi que pour les passagers.

United Airlines y a gagné d'importantes nouvelles routes pour Londres. Pan Am un nouveau capital d'exploitation qui lui est essentiel. Et vous, passagers, y gagnerez sur tous les plans.

PLUS DE MILES A GAGNER POUR LES GRANDS VOYAGEURS, PLUS SOUVENT, VERS PLUS DE DESTINATIONS QUE JAMAIS.

Dans de nombreux pays, là où la réglementation le permet, les compagnies aériennes ont développé des programmes de fidélisation - Frequent Flyer Programs - donnant droit à des voyages gratuits aux passagers ayant accumulé un mileage important.

Alors que de nombreuses compagnies aériennes traitent ces programmes de fidélisation comme de simples promotions, nous, chez Pan Am, nous les avons toujours considérés comme une façon de dire à nos passagers "Merci d'avoir choisi Pan Am". C'est la raison pour laquelle nous avons développé le WorldPass®, programme de fidélisation des voyageurs le plus complet au monde, permettant aux passagers d'accumuler des miles à chaque fois qu'ils volent sur Pan Am. Plus vous volez, plus vous gagnez de miles, pour ensuite les utiliser pratiquement à travers tout le réseau Pan Am, en tant qu'invité Pan Am.

De même, United Airlines a toujours estimé que les grands voyageurs méritaient d'être récompensés, et le fait avec son formidable programme Mileage Plus®.

A partir du 3 avril, chaque programme offrira des améliorations notables, dont l'opportunité de gagner des miles plus rapidement, sur plus de vols, vers plus de destinations que jamais.

Les membres du Mileage Plus de United Airlines pourront désormais gagner des miles sur Pan Am, et inversement, ceux du WorldPass sur United Airlines.

Et chacun de ces programmes offrira maintenant de nouvelles récompenses - le programme de récompense du Mileage Plus proposera les destinations internationales Pan Am et celui du WorldPass comprendra toutes les destinations desservies par United

Airlines - offrant ainsi aux passagers des deux compagnies de multiples destinations à travers le monde.

Les membres du WorldPass volant sur Pan Am bénéficieront également de comptoirs spéciaux d'enregistrement, du traitement prioritaire des bagages ainsi que du privilège exclusif de pouvoir réserver à l'avance leurs repas parmi les menus WorldClass Cuisine. Les surclassements commencent à 10 000 miles seulement, les voyages internationaux gratuits à 30 000 miles.

L'accord entre Pan Am et United Airlines a eu une autre conséquence bénéfique. United Airlines a créé un fond de garantie de 100 millions de dollars pour les billets émis par Pan Am. Pour tout renseignement, contactez United Airlines.

PERSONNE NE CONNAIT L'AMERIQUE LATINE AUSSI BIEN, ET NE L'A DESSERVIE DEPUIS AUSSI LONGTEMPS QUE PAN AM.

L'Amérique du Sud fut le premier des cinq continents ouverts par Pan Am au voyage aérien américain à partir des USA.

Nous avons grandi avec l'Amérique Latine et l'avons aidée à grandir, depuis plus de 60 ans maintenant.

De Mexico à Maracaibo, en passant par Rio de Janeiro, Sao Paulo et Buenos Aires, nous avons des horaires qui peuvent aider à rendre les voyages d'affaires plus faciles et vos vacances plus réussies.

Au cours de l'année 1990, nous avons ouvert trois nouvelles destinations en Amérique Latine - San Pedro Sula, Belize et Managua. En 1991, nous en avons ajouté deux - Cancun au Mexique et Recife au Brésil.

Pan Am offre des correspondances faciles vers 17 destinations latino-américaines importantes, au départ de Miami et New York, nos portes d'entrée vers l'Amérique Latine.

TOUJOURS N°1 AU DEPART DE L'EUROPE, ET DE LOIN.

L'une des clauses de l'accord entre Pan Am et United Airlines dont on a beaucoup parlé était le transfert d'un certain nombre de routes sur Londres de Pan Am à United Airlines.

Nous souhaitons mettre l'accent sur le fait que Pan Am continue à voler vers Miami et Détroit au départ de Londres (aéroport de Gatwick).

Nous prévoyons pour l'été plus de vols transatlantiques non-stop au départ de

l'Europe continentale et de l'Europe de l'Est que jamais auparavant dans notre histoire. En fait, nous ajoutons des vols directs de Oslo, Amsterdam, Zagreb, Lisbonne et Barcelone pour New York.

Globalement, nous continuons à avoir des vols sans escale à partir d'un plus grand nombre de villes européennes vers les Etats-Unis qu'aucune autre compagnie aérienne au monde.

Au départ de nos principales portes d'entrée américaines, New York, Miami, Détroit, San Francisco, Los Angeles et Washington, Pan Am propose des correspondances pour 40 villes américaines.

LES BERMUDES, LES BAHAMAS, LES CARAIBES. PAN AM A INVENTE LES VACANCES AU SOLEIL.

Le premier vol commercial américain jamais effectué au-dessus des eaux internationales a été le vol Pan Am à destination des Caraïbes en 1927.

Aujourd'hui, nous volons vers les Bermudes, les Bahamas et les Caraïbes, desservant 18 îles au soleil.

5 nouvelles destinations supplémentaires cet hiver : la Jamaïque aux Caraïbes et 4 desservies par Pan Am Express - Marsh Harbour, Treasure Cay, Rock Sound et Governor's Harbour, toutes aux Bahamas.

Et le plus agréable, c'est que ce large éventail de destinations, associé à la fréquence de nos vols, vous permet à la fois de sélectionner les vacances au soleil qui vous plaisent et de partir lorsque vous le désirez - ou lorsque vous en avez besoin.

LE MONDE DE PAN AM. TOUJOURS UN TRES GRAND MONDE.

Aujourd'hui, Pan Am continue à être la compagnie aérienne américaine numéro un sur le plan international, volant au départ des 6 plaques tournantes américaines vers plus de 110 villes dans 51 pays sur 5 continents.

Appelez votre agent de voyages ou Pan Am pour toute réservation ou tout renseignement.

Nous sommes impatients de partager notre monde avec vous. Encore et encore.



Thomas G. Plasket
Président Directeur Général
PAN AMERICAN WORLD AIRWAYS, Inc.

PAN AM®

POLITIQUE

Le Parlement en session extraordinaire

Dernier débat sur le Golfe avant la reprise du travail législatif

Pour la deuxième fois cette année, les députés et les sénateurs vont retrouver, mardi 19 mars, le chemin du Parlement pour une session extraordinaire. Elle les mènera jusqu'à la session ordinaire de printemps (2 avril). Les parlementaires avaient été convoqués en session extraordinaire le 16 janvier dernier pour approuver la participation de la France à la guerre du Golfe. Ils devaient, dès mardi, tirer les enseignements de ce conflit en entendant, dans l'une et l'autre assemblée, une déclaration du gouvernement suivie d'un débat sans vote. Le travail législatif commencera mercredi avec l'examen, à l'Assemblée nationale, du projet de loi instituant une péréquation de la dotation globale de fonctionnement (DGF) en faveur des communes urbaines défavorisées (le Monde daté 17-18 mars) et celui, au Sénat, du projet de statut de la Corse.

La scène se déroule, le 28 février dernier, dans le salon jaune de l'hôtel Maitignon. C'est la dernière réunion d'information sur le Golfe entre le premier ministre, ses conseillers et les délégations de parlementaires qui, durant toute la guerre du Golfe, ont obtenu, ainsi, une information privilégiée et confidentielle. L'heure est aux

adieux. « La politique va reprendre ses droits », souligne M. Michel Rocard après cette longue pause consensuelle. « Oui, on va se retrouver sur la gauche », plaisante le président du groupe RPR du Sénat, M. Charles Pasqua. « J'ai été heureux de la façon dont nos réunions se sont déroulées et de la manière dont chacun s'est comporté », reprend le premier ministre, en soulignant la qualité des échanges et le respect par tous de la règle du silence.

L'opposition va-t-elle chercher à rompre le « charme » d'autant plus brutalement qu'elle a été contrainte à une cure de silence ? Le RPR a déjà annoncé une « bataille d'amendements » contre le projet de M. Michel Delebarre sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF). M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a donné le ton en annonçant que le temps du consensus est « terminé ». « Nous voulons opposer, a-t-il déclaré, comme l'élément dynamique au sein de l'opposition pour dénoncer la politique économique et sociale du gouvernement ».

L'examen du projet de réforme de l'administration territoriale, celui, en seconde lecture, du statut de la Corse, la réforme du mode de scrutin régional fourniront matière à débats. Pour l'instant, il n'est pas sûr que le débat dérape dans l'hémicycle, ni que le RPR, toujours au point des échauffés de l'opposition depuis juin 1988, soit suivi sans ciller par les troupes UDF et UDC.

Comme le faisait remarquer M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, les hommes politiques ont plutôt « redonné leur blason », ces derniers temps, grâce à leur attitude pendant la guerre du Golfe. Nombreux sont les parlementaires, de droite comme de gauche, qui souhaitent préserver ce capital, en évitant, par exemple, de donner de nouveau le spectacle souvent pitoyable des séances de questions d'actualité du mercredi.

L'UDF a publié, au début du mois de mars, un communiqué précisant qu'elle entend « conduire sa mission d'opposition et de proposition en gardant un ton mesuré, cohérent avec son attitude pendant la crise internationale ». Les adhérents directs de la confédération, par la bouche de M. Pierre-André Wiltzer, député (UDF) de l'Essonne, ont émis le souhait de voir le débat politique conserver la « dignité » observée tout au long de la crise du Golfe. M. Raymond Barre, tout en exprimant des réserves sur les trois textes qui viendront en discussion lors de la session extraordinaire, déclare, dans le numéro de mars du mensuel Vie publique, qu'il n'y a pas fondamentalement hostilité.

« Poser les vraies questions »

Les centristes se félicitent de ces propos, qui les confortent dans leur souci ancien d'apaiser, face au gouvernement, une attitude d'opposition « constructive ». Confor-

mément à une tactique parlementaire maintenant bien rodée, M. Pierre Méhaignerie, président du groupe UDC, a présenté à l'avance les amendements au projet de DGF dont dépendra le vote final de ses amis. A Maitignon, on se dit, bien sûr, ouvert à la discussion. M. Charles Millon, président du groupe UDF, n'écartera pas, quant à lui, la possibilité d'aboutir à des « convergences ».

Elles sont, selon lui, envisageables sur les dossiers de l'immigration, de l'éducation ou de la politique de la ville, mais à condition que le gouvernement « pose les vraies questions et accepte le débat », insiste-t-il. Très sévère pour le premier ministre, qu'il accuse de vouloir assécher toute discussion, il estime qu'une saine confrontation permettrait à chacun de trouver ses marques. « S'il y avait un premier ministre comme M. Joxe, dit-il, on se « bagnerait », mais, au moins, les débats seraient francs et constructifs ».

Le premier ministre devra, une nouvelle fois, jouer sur des majorités variables pour faire adopter ses projets. Sa situation n'a jamais été confortable depuis juin 1988, mais il est parvenu, jusqu'à présent, à faire passer ses textes en utilisant que modérément, quoi qu'on en dise, le fameux article 49, alinéa 3 (engagement de responsabilité du gouvernement), pour faire passer ce projet, mais il ne fera « pas de compromis » sur l'envolée financière de la « redistribution nécessaire » qu'il attend du vote de ce texte pour mettre en œuvre la solidarité entre communes riches et communes pauvres (400 millions de francs la première année, 1 milliard de francs la

C'est, d'ailleurs, l'un de ses atouts face à ceux que l'on présente, ici ou là, comme ses successeurs potentiels. Le gouvernement n'a pas de majorité absolue à l'Assemblée nationale, mais il y a des « majorités Rocard » de substitution.

Les difficultés viendront-elles des rangs du groupe socialiste ? Certains amis de M. Jean-Pierre Chevènement ont « franchi le Rubicon », le 16 janvier, en ne votant pas la déclaration du gouvernement ou en s'abstenant.

Sur plusieurs dossiers, celui des

retraites, notamment, ils avaient déjà marqué nettement leur différence. Pourront-ils dans cette voie ? La convention nationale du PS des 6 et 7 avril permettra peut-être d'y voir plus clair en attendant un éventuel retour au Parlement de M. Chevènement.

Pour provoquer une législative partielle, sa suppléante, M^{me} Gilberte Marin-Moskvitz, est toute disposée à se démettre de son mandat dès qu'on le lui demandera.

PIERRE SERVENT

M. Michel Rocard « espère » ne pas recourir au « 49-3 »

M. Michel Rocard a indiqué, lundi 18 mars, sur Antenne 2, qu'il souhaite trouver « la majorité la plus large » pour voter le projet de loi sur la réforme des finances communales. Le premier ministre « espère » qu'il pourra éviter d'avoir recours à l'article 49, alinéa 3 (engagement de responsabilité du gouvernement), pour faire passer ce projet, mais il ne fera « pas de compromis » sur l'envolée financière de la « redistribution nécessaire » qu'il attend du vote de ce texte pour mettre en œuvre la solidarité entre communes riches et communes pauvres (400 millions de francs la première année, 1 milliard de francs la

deuxième) afin de sortir d'un état de fait « scandaleux ».

Interrogé sur le fait que cette session allait entraîner la fin du consensus et la reprise des « affrontements » politiques, M. Rocard, après avoir rendu hommage à l'« esprit de responsabilité » des élus et de l'ensemble de la population pendant la guerre du Golfe, a affirmé : « Depuis quand est-ce que les Parlements de la planète devraient être unanimes pour que l'on soit content ? En démocratie, il est logique que l'on discute. Je vous signale (...) que les Parlements, cela succède à l'arbitraire des rois et des empereurs ».

La majorité est hostile au projet de statut de la Corse

Le Sénat devait examiner en première lecture, mercredi 20 mars, le projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse, adopté le 24 novembre dernier par l'Assemblée nationale. Lundi 18 mars, M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, a indiqué qu'il entend défendre « sans aucun état d'âme » l'article premier du texte, qui introduit « la notion absolument nécessaire » de « peuple corse », contestée par la majorité sénatoriale.

Le Sénat souhaitait prendre son temps pour examiner le projet de loi réformant le statut de la Corse. Les circonstances l'auront servi au-delà de ses espérances. Le rapporteur du projet, M. Jacques Larché (RPR, et ind. Seine-et-Marne), président de la commission des lois, avait obtenu un premier sursis en décembre dernier. Les évènements du Golfe, en repoussant la session extraordinaire prévue à cet effet à la fin du mois de janvier, ont fait le reste.

En trois mois, le contexte a évolué. En Corse, la tension née de la vague d'assassinats de l'automne est retombée. A Paris, M. Pierre Joxe, qui s'était considérablement investi dans le dossier, a cédé la place à M. Marchand, et l'opposition fournit ses armes en vue de la bataille qui s'annonce pour la réforme de la dotation globale de fonctionnement. La tâche du coauteur pas pour autant facilitée. Vouloir « étudier un texte au fond », en langage sénatorial, doit se comprendre comme une façon honnête de s'opposer fermement au gouvernement.

La majorité sénatoriale, qui s'est tiot volentiers, au sujet de la Corse, à un discours sécuritaire,

n'éprouve guère d'attrait pour cette réforme du statut, perçue comme un échec fait à la minorité nationaliste. Confronté au souhait de M. Larché, une délégation de sénateurs de la commission des lois s'est rendue en Corse à la mi-janvier, soit au plus fort de la crise du Golfe. Le moment était mal choisi. Après avoir entendu plusieurs acteurs institutionnels de l'île, la mission, d'ailleurs dédoublée par les élus nationalistes, devait regagner précipitamment Paris au bout de quarante-huit heures, pour cause de session extraordinaire du Parlement.

Le rapport adopté la semaine dernière en commission des lois vide en partie de son sens le projet de loi. En s'opposant à une refonte des listes électorales, en refusant l'existence d'un véritable pouvoir exécutif et en recevant entièrement le fameux article premier du projet, relatif au « peuple corse » (le Monde du 15 mars), M. Larché fait la part belle aux revendications d'un des détracteurs les plus obstinés du projet, M. François Giacobbi, sénateur (Rassemblement de Haute-Corse), qui s'est beaucoup dépensé pour convaincre ses collègues de la justice de ses vues. La portée du projet devrait donc être singulièrement atténuée après son passage à la « munitette » sénatoriale.

Cependant, l'opposition, très largement majoritaire au palais de Luxembourg, ne parlera pas d'une seule et même voix. Une autre mission, composée de deux sénateurs centristes, MM. Jacques Golliet (Haute-Savoie) et Marcel Rudin (Bas-Rhin), retiré de son voyage en Corse des enseignements plus nuancés, mais ces quelques réserves ne devraient pas ébranler la majorité sénatoriale.

GILLES PARIS

Les habits neufs de François Mitterrand

Suite de la première page

Contentons-nous d'observer que la guerre a porté un coup mortel à quelques mythes nationaux qui semblaient tenir debout. Qu'ils appartiennent à la gauche (l'anti-impérialisme, en l'espèce l'anti-américanisme, et sa version positive, le tiers-mondisme), à la droite (l'indépendance nationale, la politique dite arabe de la France, au centre (la perspective d'une Europe supra-nationale). Non pas qu'il faille imaginer M. Mitterrand tapi dans l'ombre, attendant le moment où il pourrait enfin liquider un héritage pesant, celui du général.

Plus sûrement, la guerre a jeté une lumière crue sur une certaine réalité. La référence au gaullisme devient en effet de plus en plus historique, elle est de moins en moins opérationnelle, elle ne fonctionne plus comme un interdit, pas plus qu'elle n'est une occasion de clivages internes (autres que marginaux), qui obligent à continuer de s'en réclamer. Si bien que se renouvellent sous nos yeux la conception de la relation avec les Etats-Unis, comme la vision que l'on a de l'ONU ; l'idée que l'on se fait des rapports avec les pays arabes, comme la vision que l'on peut avoir de la construction européenne, pour ne citer que ces quelques exemples.

Le soutien à l'Amérique

Les Etats-Unis ? François Mitterrand joue sans complexe le soutien à l'Amérique, qui est une constante personnelle, quand de Gaulle lui opposait un démarque quasi systématique. Mais outre que George Bush n'a rien à voir avec Lyndon Johnson, l'opinion française elle-même, tous électeurs confondus, est devenue majoritairement pro-américaine (1). Le tournant prend ainsi tout son sens, car si la

France officielle espère, par ce jeu, exercer une influence sur la ligne américaine, la France profonde ne distingue plus fondamentalement les deux pays. Sans doute faut-il y voir le résultat des puissants mouvements d'unification culturelle, et bientôt d'homogénéisation idéologique, qui ne surprennent pas la réalité des conflits d'intérêts (comme le montrent les négociations dans le cadre du GATT), mais en atténuent la perception.

Deux réponses possibles

L'ONU ? Le « machin » brocardé par le général est devenu l'un des axes de la politique du pays accroché à cet attribut de la puissance — au demeurant aussi réel que le deus ex machina — qu'est le siège de membre permanent au Conseil de sécurité. Au-delà, les Nations unies sont le lieu où se forge l'état d'esprit international qui est, là encore, une vue constante, chez François Mitterrand, et qu'il peut désormais afficher sans complexe.

L'Europe ? La France s'était arbutée sur la construction communautaire des Douze pour y intégrer, et donc y tempérer, ce qui devait être la surpuissance allemande. Aujourd'hui, la guerre a dissipé l'illusion d'un rapport de forces tout entier favorable à l'Allemagne, celle-ci étant absorbée par sa propre unification : M. Mitterrand joue donc plus « national » et moins « supranational ». Il dévoile en fait sa propre inclination, qui n'est pas fédérale, mais qui sera peut-être un jour confédérale.

L'indépendance enfin ? La conscience des interdépendances multiples et variées conduit à la recherche de nouvelles solidarités, qui ne sont pas exclusives d'une réelle autonomie.

Ce nouveau cours, qui comporte d'ailleurs un volet OTAN non

négligeable, puisqu'il s'agit de convaincre George Bush de la nécessité d'un pôle européen de défense permettant de refonder l'alliance sur une base paritaire, s'explique en grande partie par les circonstances. Mais, d'instinctifs en réflexifs, il est clair que la politique extérieure d'aujourd'hui a peu de choses à voir avec ce qu'elle était il y a dix ans.

Dix ans pour se défaire de l'habit imposé par de Gaulle, pour se dégarer des obligations gaullistes et pour pouvoir imprimer sa propre marque. Dix ans aussi pour se défaire de ce qui apparaît peut-être, avec le recul, comme une paranoïa, de Mitterrand premier secrétaire du PS, faisant un bout de chemin avec la vulgate marxiste et tiers-mondiste pour mieux ratisser large — et à gauche — dans la conquête du pouvoir. Encore faut-il, comme aurait dit un personnage décidément célèbre, que « l'intendance suive ».

L'intendance, ce sont les moyens de cette politique mitterrandienne enfin révélée. Or « tenir son rang », c'est « tenir le franc » ! Une monnaie forte, une inflation qui pourrait bien être inférieure à celle de l'Allemagne — les experts apprécieront —, une économie ouverte, donc libérale : tous ces ingrédients restent nécessaires. Mais comment coexister le soutien des milieux financiers internationaux sans éveiller soupçon de contrainte, du moins de faire attendre les urgences sociales ? Et comment diable imprimer un « nouvel élan » sans changer de politique ?

« Raison d'Etat et fait du prince »

Il y a en théorie deux réponses possibles : soit en changeant de premier ministre (mais ce dernier n'est-il pas l'honnête courtier de cette politique qui réussit si bien au président ?), soit en changeant de discours (une pratique coexistante tempérée par de bonnes paroles, ou par les bonnes œuvres, diront les méchantes langues).

En attendant que les contours de ce « nouvel élan » soient définis par le principal intéressé, il n'est pas inutile d'observer qu'avec quelques mesures de bon

sens, allant précisément dans le bon sens, et avec beaucoup d'aplomb, il est possible de faire face à un enjeu central de la société française. De ce point de vue, l'exemple de M. Delebarre, affrontant le problème de la ville en même temps qu'une bataille politique à partir d'un constat, et de mesures d'urgence, devrait être médité par le premier ministre.

Quant au président, qu'un certain nombre de socialistes regardent aujourd'hui comme Léon Blum regardait Georges Clemenceau, c'est-à-dire « au premier chef comme l'incarnation de la raison d'Etat et du fait du prince », lui faudra malgré tout conjurer une menace surnaturelle, mais réelle. Lui qui sait, en tous domaines, selon une formule qu'il a rendue célèbre, « il ne peut pas ne pas voir — hélas ! — que le cours inexorable du temps lui enlève, et ce chaque année que le rapprochement de la fin de son septennat, une parcelle, puis une autre, de son autorité. Il lui faudra donc, à un moment ou à un autre, chercher à transformer son avantage actuel en proposant un changement, voire un choc électoral.

A moins qu'il ne continue — mais cela lui a-t-il si mal réussi ? — de « prendre l'Histoire comme elle vient ».

JEAN-MARIE COLOMBANI

(1) Selon le sondage IPSOS publié par le Point du 18 mars.

□ M^{me} d'Ornano candidate à Trouville. — M^{me} Anne d'Ornano, maire (UDF-PR) de Deauville, a annoncé, lundi 18 mars, qu'elle sera candidate à l'élection cantonale partielle qui devra être organisée, probablement le 14 avril, dans le canton de Trouville, à la suite du décès de son mari, Michel d'Ornano. — (Corresp.)

LES CODES EN TROIS COULEURS

Bleus (annotés)

Blancs européens

Orange (commentés et annotés)

220 F 154 F 205 F 200 F 190 F 200 F 160 F 310 F 350 F 230 F 350 F 180 F 190 F 280 F 200 F 160 F 170 F

France 246 F France 180 F France 232 F France 225 F France 212 F France 225 F France 185 F France 330 F France 370 F France 256 F France 375 F France 197 F France 210 F France 302 F France 220 F France 177 F France 190 F

En vente chez votre librairie spécialisée ou Litec.
27 place Dauphine
75011 Paris
26 rue Soufflot
75005 Paris
158 rue Saint-Jacques
75005 Paris.

POLITIQUE

Trois élections municipales partielles
Le RPR et le PR minimisent
la portée du résultat de Biarritz

M. Jacques Touban, député (RPR) de Paris, a regretté, lundi 18 mars sur Radio-Monte-Carlo, la défaite de l'ancien maire de Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), M. Bernard Marie (RPR), largement devancé, la veille, au second tour de l'élection municipale anticipée, par le premier adjoint sortant, M. Didier Barotra (UDF-CDS). Il a affirmé que ce scrutin n'était pas « une affaire entre partis ou à l'intérieur de l'opposition ». Selon M. Touban, « il ne faut pas lui accorder la signification politique nationale qu'il n'a pas ».

Pour sa part, le Parti républicain a indiqué qu'il avait préféré voir la victoire d'un maire qui n'opposait pas à la minorité ontologique

basque renforcée des électeurs socialistes. Le PR souhaite que « le cas de Biarritz constitue une exception et non un précédent ». M. Gérard Longuet, président du PR, avait participé, à la veille du second tour, à une réunion publique de soutien à M. Marie, en compagnie de M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, qui avait dénoncé « l'alliance scandaleuse » pratiquée par M. Barotra, à la tête d'une liste comprenant des nationalistes basques, ce qui relevait, selon lui, d'un « comportement irresponsable ». MM. Juppé et Longuet étaient les seuls dirigeants politiques nationaux à s'être rendus à Biarritz pour cette campagne électorale.

HERAULT : Courmoult (2^e tour).

Inscr., 2 587; vot., 2 066; abst., 20,13 %; suffr. expr., 1 986. Liste div., conduite par M. Jean Régis, 1 171 voix (58,96 %), 22 sièges (22 div.); liste conduite par M. Guy Régis, PS, m. s., 815 voix (41,03 %), 5 sièges (4 PS et 1 div. g.).

[Ce scrutin a été rendu obligatoire par une série de démissions en chaîne de conseillers de M. Régis et des cinq conseillers élus sur une liste adverse en 1989, en désaccord avec le maire sur l'endettement de la commune. Pour le second tour, la liste de M. Régis avait accueilli des candidats qui figuraient sur la liste de M. Joubert (ce dernier n'était plus candidat) au premier tour.

Les résultats du premier tour étaient les suivants: inscr., 2 586; vot., 1 921; abst., 25,71 %; suffr. expr., 1 852. Liste conduite par M. Guy Régis, PS, m. s., 641 voix (54,61 %), 11 sièges (11 div.); liste conduite par M. Jean Régis, PS, m. s., 541 voix (45,38 %), 11 sièges (11 div.).

En premier tour de 1989, la liste d'union de la gauche conduite par le maire sortant, M. Guy Régis, PS, avait obtenu 1 116 voix (58,76 %) et 22 sièges (2 PC, 7 PS et 13 div. g.) contre 783 (41,23 %) et 5 sièges (1 PC, 2 div. g., 1 RPR et 2 div. d.). La liste conduite par M. Jean Régis, PS, m. s., n'y avait eu 1 899 suffrages exprimés et 2 026 votants (soit 20,95 % d'abstention) sur 2 563 inscrits.]

MOSELLE : Montigny-lès-Metz (1^{er} tour).

Inscr., 16 388; vot., 9 073; abst., 44,33 %; suffr. expr., 8 621. Liste UDF conduite par M. Raymond Doerflinger, UDF-CDS, m. s., 4 620 voix (53,59 %), 27 sièges; liste du PS conduite par M. Daniel

Cantini, PS, 1417 (16,43 %), 3 sièges (3 PS); liste RPR conduite par M. François Zieger, RPR, 1390 (16,12 %), 3 sièges (3 RPR); liste du Front national conduite par M. Jean-Marie Nicot, Front national, 705 (8,17 %), 1 siège (1 Front national); liste du PC conduite par M. Joël Grosjean, PC, 489 (5,67 %), 1 siège (1 PC).

[La liste conduite par le maire sortant, M. Raymond Doerflinger (UDF-CDS), obtient au premier tour la majorité absolue en dépit de la présence de quatre autres listes. Ce scrutin était rendu obligatoire par la démission du maire sortant et d'une partie de son conseil municipal à la suite de dissensions au sein de la majorité UDF-RPR.

La liste conduite par M. François Zieger (RPR), ancien adjoint, arrive en troisième position derrière celle du PS qui perd 7,5 points par rapport au scrutin de mars 1989. Le Front national est en recul de quatre points.

En mars 1989, la liste d'union de la droite conduite par M. Raymond Doerflinger, UDF, avait obtenu avec 8 219 voix (57,72 %) et 28 sièges (6 UDF, 4 RPR et 18 div. d.) la liste du PS conduite par M. Daniel Cantini, avec 2 170 voix (24 %), avait obtenu 4 sièges. La liste du Front national, conduite par M. Jean-Marie Nicot, avait recueilli 1 066 voix (12,23 %) et 2 sièges (1 Front national et 1 div. d.) et celle du PC conduite par M. Joël Grosjean, 546 voix (6,83 %) et 1 siège. Il y avait eu 1 941 suffrages exprimés et 9 392 votants (soit 40,97 % d'abstention) sur 15 911 inscrits.]

Devant le congrès du RECOURS-France

Le délégué aux rapatriés agit
la menace de sa démission

CANNES

de notre correspondant régional

Lors du premier congrès national du RECOURS-France (Rassemblement et coordination unitaire des Français rapatriés et de métropole), samedi 16 mars, à Cannes, M. Maurice Benassay, délégué du gouvernement chargé des rapatriés, a menacé de se démettre de ses fonctions au cas où il n'obtiendrait pas du gouvernement une amélioration de la loi d'indemnisation de 1987. « Une délégué de rapatriés doit être reçue d'ici à une semaine par le premier ministre, a-t-il indiqué. Si le gouvernement devait donner des réponses négatives ou dilatoires aux problèmes posés, je ne continuerais pas la mission qui m'a été confiée ».

M. Benassay, qui s'est donné « jusqu'à l'été » pour prendre sa décision, estime que « le temps passant, le dossier des rapatriés risque d'avoir de moins en moins de

défenseurs dans l'administration comme parmi les élus ». La dernière loi d'indemnisation, a-t-il souligné, « n'a permis, à l'expiration de 1995, d'apurer la situation de 85 % des deux cent mille rapatriés indemnisables, mais il reste encore de trois cents à quatre cents dossiers en suspens, qui ne peuvent être résolus que d'une manière sociale ». Or, a-t-il ajouté, la loi coûtera moins cher que prévu. Entre les 30 milliards de francs votés et les indemnités qui ont été calculées par l'ANFOM, il y a un bon de 3 milliards de francs. Je demande donc au gouvernement de maintenir son effort et d'accélérer l'indemnisation des personnes âgées ».

Lors de la réunion de son conseil national, le RECOURS-France a lancé un appel au gouvernement pour obtenir l'abrogation des accords d'Evian des 18 et 19 mars 1962, « un traité », a déclaré M. Jacques Roseau, porte-parole du mouvement, qui est un véritable déni de justice, toujours violent, toujours bloqué ».

GUY PORTE

□ L'« officiel » du vingt-septième congrès du PCF. — Le mensuel politique et théorique du comité central du PCF, les Cahiers du communisme, publie, dans un numéro spécial daté janvier-février 1991, l'intégralité des interventions publiques faites par les délégués et les dirigeants au vingt-septième congrès du parti, qui s'est déroulé du 18 au 22 décembre dernier. Cet ouvrage (536 pages, 150 francs) est disponible au siège du PCF, 2, place du Colonel-Fabien, 75019 Paris.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

ARTS

Le Monde et SPECTACLES

Les élections territoriales en Polynésie française

Le grand retour de M. Flosse

Les élections territoriales organisées dimanche 17 mars en Polynésie française ont un succès pour M. Gaston Flosse, ancien secrétaire d'Etat chargé du Pacifique dans le gouvernement de M. Jacques Chi-

rac, dont les listes ont obtenu dix-huit des quarante et un sièges à pourvoir. M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, a déclaré, lundi, que ce scrutin, qui n'a « pas permis l'émergence d'une majorité », traduit un

sentiment d'« incertitude ». M. Chirac s'est félicité, pour sa part, de l'« indéniable succès » de M. Flosse, qui, assure-t-il, « conduira son action dans le seul intérêt de la Polynésie et de la France ».

PAPEETE

de nos envoyés spéciaux

M. Gaston Flosse est aux anges. Il promène un sourire radieux parmi la foule de ses amis, qui fait la fête autour de lui. Dans son sillage, les fleurs tahitiennes qu'il porte en colliers exultent au parfum enivrant. L'ancien secrétaire d'Etat a bien fait les choses en cette soirée du dimanche 17 mars, qui voit basculer la majorité politique de la Polynésie française. Il a fait installer un écran géant dans sa résidence d'Erina, sur les hauteurs de Papeete, et chacun peut y savourer son triomphe au fur et à mesure que RFO détaille les résultats des élections territoriales.

Ses militants ont, en effet, de quoi être fiers. M. Flosse apparaît bel et bien comme le grand vainqueur du scrutin. Son parti, le Tahaora Huiraatira, disposera de dix-huit sièges sur quarante et un au sein de la nouvelle Assemblée territoriale, alors qu'il n'en détenait que dix dans l'Assemblée sortante. Certes, son score est en recul de plus de trois mille voix et de 8,70 points par rapport aux élections de 1986, mais personne ne semble pouvoir l'empêcher de reprendre le contrôle des pouvoirs législatif et exécutif du Territoire.

Il parle déjà, très sobrement, — de fermer un gouvernement — d'« ouverture ». Il sait qu'il devrait facilement trouver les trois voix d'appui qui lui permettraient de disposer d'une majorité absolue. La coalition du Territoire lui facilitera même les choses, puisqu'il prévoit que si le président du gouvernement est élu par l'Assemblée, il nomme seul, en revanche, ses ministres.

Les listes de ses deux adversaires de l'Union polynésienne,

MM. Jean Juventin, maire de Papeete, président de l'Assemblée sortante, et Alexandre Léontieff, président du gouvernement local, sont nettement distancés. Elles ne conservent que quatorze sièges, après en avoir perdu neuf dans la bataille. Même si le président du Aia Api, M. Emile Vernaudon, maire de Mahina, qui a tiré son épingle du jeu en enlevant cinq sièges, essayait, contre toute attente, de valoir au secours de MM. Juventin et Léontieff, qui l'avaient évincé de leur gouvernement l'an dernier, cela ne suffirait pas à éviter le jeu de l'alternance.

Hurler

avec les loups

M. Flosse déteste sa revanche. Parti très tôt en campagne, il s'était juré de se venger de M. Léontieff, ce jeune professeur d'économie qu'il avait couru en politique, qu'il considérait comme son fils spirituel et qui avait osé le trahir, il y a trois ans et demi, au lendemain de la nuit d'émeute du 23 octobre 1987, pour fermer son propre gouvernement avec l'appui des pires ennemis politiques de l'ancien secrétaire d'Etat.

Il ne lui pardonnera rien. Et surtout pas d'avoir hurlé avec les loups en ayant, ensuite, constitué une commission d'enquête, puis saisi la justice, en 1988, jusqu'à provoquer son inculpation pour ingérence, à l'ère époque où les ploutocrates s'accumulaient contre lui à propos de certaines interférences entre ses mandats publics et ses intérêts privés. Il fera tout pour le faire choir également de son siège de député et infliger ainsi un pied- nez aux socialistes parisiens qui s'étaient réjouis de son renversement.

A la rigueur, M. Flosse passera l'éponge sur le comportement de l'autre député non inscrit du Territoire, M. Vernaudon, qui n'a pas été en reste avec M. Léontieff lorsqu'il s'agissait de le louer au pilon, et qui a même présidé ladite commission d'enquête. Aujourd'hui, M. Vernaudon fait figure d'allié potentiel. Même si la percée du maire de Mahina reste limitée, l'ancien secrétaire d'Etat préfère pour l'instant le ménager.

M. Flosse ne sait pas encore, en ce dimanche soir, que la chambre d'accusation de Paris, saisie de toutes ces plaintes par la Cour de cassation, s'apprête, après avoir ordonné deux non-lieux, à l'envoyer devant le tribunal correctionnel pour l'achat litigieux d'une parcelle de terrain jouxtant sa propriété. Il ne se doute pas qu'elle va aussi demander, lundi, un supplément d'information dans une autre affaire, où il est accusé d'avoir fait aménager l'une de ses autres résidences, sur l'île de Huahine, aux frais du Territoire (lire ci-dessous). Le saurait-il qu'il s'en moquerait sans doute. Le verdict des urnes ne le lave-t-il pas, en quelque sorte, de ces soupçons ? Sa victoire ne prouve-t-elle pas que ses électeurs font litte de ces « affaires » ? Rien, ce soir ou demain, ne pourra altérer le bonheur de « Gaston ».

Ambiguïté de la nouvelle répartition

MM. Juventin et Léontieff, eux, ce soir, jouent les fantômes. On les verra pas comment leur déconfiture. La déconfiture est particulièrement cruelle pour le président du gouvernement sortant. Malgré le soutien du gouvernement central, M. Léontieff, de toute évidence, a dilapidé en trois

ans tous les atouts personnels et politiques qu'il avait en sa possession au moment de son installation à la tête de l'exécutif territorial. Le maire de Papeete, lui, semble victime de l'usage du pouvoir, bien que la liste de l'Union polynésienne ait devancé à Papeete celle de M. Flosse (32,25 % contre 24,74 %). Beaucoup des militants du Hère Aia, son parti, n'ont pas suivi ses consignes de vote.

Une autre figure polynésienne est désavouée par le corps électoral : M. Jacqui Drollet, chanteur, longtemps, d'un indépendantisme pragmatique et qui participait au gouvernement de M. Léontieff en qualité de ministre de la santé. Son parti, le la Mana, disparaît brutalement du devant de la scène où il n'a plus un seul élu. Quant au président du Tavini Huiraatira Nn Te An Manbi, M. Oscar Temaru, maire de Faa, président du Front de libération de la Polynésie, il se montre discret, lui aussi, mais ses quatre élus et ses scores parlent d'eux-mêmes.

Pour être relative, sa progression n'en est pas moins spectaculaire : il a doublé ses voix en cinq ans, gagné deux sièges et, fort de sa présence dans tous les archipels, il représente, désormais, 11,43 % du corps électoral, soit un gain de 5,03 points. Avec M. Flosse, M. Temaru est l'autre lauréat de ces élections.

Ce constat illustre l'ambiguïté de la nouvelle répartition du jeu politique. La nouvelle donne résulte d'une apparente volonté de changement, dont la première conséquence est, paradoxalement, la remise en selle d'un vieux « cheval de retour ». L'expression, il est vrai, n'a aucun équivalent en polynésien.

ALAIN ROLLAT et MICHEL YIENGKOW

Les principaux résultats globaux

Les résultats sur l'ensemble du territoire :

Inscrits, 109 462; votants, 85 755; abstention, 21,65 %; suffrages exprimés, 84 798. Il y avait quarante et un sièges à pourvoir.

— Listes du Rassemblement pour le peuple, présentées par M. Flosse, ancien secrétaire d'Etat, et apparentées au RPR, 26 639 voix, 31,41 %, 18 ELUS.

— Listes de l'Union polynésienne, présentées par le président de l'Assemblée sortante, M. Juventin, et le président du gouvernement en exercice, M. Léontieff, député non inscrit, 19 737, 23,27 %, 14 ELUS.

— Listes de l'Union nouvelle, présentées par M. Vernaudon, député non inscrit, 10 414, 12,28 %, 5 ELUS.

— Listes du Front indépendantiste de libération de la Polynésie (FLP) présentées par M. Temaru, 9 693, 11,43 %, 4 ELUS.

Les autres listes, ayant recueilli moins de 5 % des suffrages exprimés, n'ont pas été admises à participer à la répartition des sièges.

Les résultats par archipels :

Des du Vent (22 sièges) : inscr., 79 653; vot., 61 073; abst., 22,32 %; suffr. expr., 60 312. Rassemblement pour le peuple, 17 779 voix, 29,47 %, 8 ELUS; Union polynésienne, 13 262, 21,98 %, 6 ELUS; FLP, 8 326, 13,80 %, 4 ELUS; Patrie nouvelle, 7 980, 13,23 %, 4 ELUS.

Des Sous le Vent (8 sièges) : inscr., 15 086; vot., 12 303; abst., 18,44 %; suffr. expr., 12 185. Rassemblement pour le peuple, 4 276, 35,09 %, 4 ELUS; Union polynésienne (deux listes complémentaires), 1 820, 2 ELUS.

Marquises (3 sièges) : inscr., 4 223; vot., 3 518; abst., 16,69 %; suffr. expr., 3 500. Rassemblement pour le peuple, 1 652, 47,20 %, 2 ELUS; Union marquisienne, 601, 17,17 %, 1 ELU.

Australas (3 sièges) : inscr., 3 873; vot., 3 163; abst., 18,33 %; suffr. expr., 3 137. Rassemblement pour le peuple, 1 049, 33,43 %, 1 ELU; Union polynésienne, 751, 23,94 %, 1 ELU; Patrie nouvelle, 576, 18,36 %, 1 ELU.

La guerre du golf de Moorea

ILE DE MOOREA

de notre envoyé spécial

Ici, quand on change de parti, on change de chemise. En ce dimanche 17 mars, le maire de Moorea, M. Pierre Dohors, portait une chemise bleue, la couleur du Aia Api, la formation du maire de Mahina, M. Emile Vernaudon, auquel il s'est rallié l'an dernier après avoir rompu avec la Hère Aia, le parti du maire de Papeete, M. Jean Juventin.

Et l'on voyait beaucoup de bleu aux alentours de l'école maternelle de Haapihi, où avait été installé le cinquième des six bureaux de vote de l'île pour la troisième fois, qui compte cinq mille trois cent quatre-vingt-trois électeurs pour neuf mille trente-deux habitants.

Reconnaisables à leurs t-shirts bicolores jaune et violet, les partisans de l'Union polynésienne, dont la liste était conduite par M. Juventin et par le président du gouvernement territorial, M. Alexandre Léontieff, faisaient plutôt grise mine. La couleur orange, distinguant les militants du Tahaora Huiraatira, que présidait l'ancien secrétaire d'Etat (RPR), M. Gaston Flosse, était peu portée dans ces parages. M. Dohors, en troisième position sur la liste de M. Vernaudon, affichait le comportement tranquille d'un candidat sûr de son succès dans son fief.

Cela n'avait pas été sans mal. Le maire de Moorea s'était vu, d'abord, accusé par ses adversaires de dilapider les biens communaux à des fins électorales sous prétexte qu'il distribuait

beaucoup de tôles et d'autres matériaux de construction à certaines nécessités. « Depuis que j'ai été élu, je pratique beaucoup l'aide sociale, mais je le fais, chaque fois, sur la base d'une enquête qui indique si le demandeur est vraiment dans le besoin », explique ce Polynésien de la troisième génération, dont la peau claire et les yeux bleus trahissent les ascendances maramaïes. Pour ne pas faire d'historique, un mois avant les élections j'ai tout arrêté, en expliquant aux gens pourquoi je le faisais, et tout le monde a bien compris ».

Débroussaillage militant

M. Dohors a vu, ensuite, débiter les élections, les services territoriaux de l'équipement, dirigés par MM. Juventin et Léontieff, à grand renfort de publicité, pour éliminer plusieurs routes et plusieurs ports privés, à l'indignation de l'île, alors que son conseil municipal réclamait en vain ces travaux depuis très longtemps.

« Là encore, dit-il, les gens ont vu la manœuvre ». Le maire de Moorea a trouvé la parade en louant à son état-major de campagne l'un des engins du service d'équipement municipal pour des opérations de débroussaillage militant au bénéfice des électeurs indécis.

Enfin et surtout. Il y eut le dernier épisode de la « guerre du golf ». Les supporters du tandem Juventin-Léontieff ont diffusé un

tract imputant au conseil municipal de Moorea la responsabilité d'avoir autorisé la création, par des investisseurs japonais, d'un golf à dix-huit trous de 137 hectares sur les rives de la célèbre baie de Cook.

Or ce projet est vivement contesté par les habitants de ce site. M. Dohors a répliqué en faisant circuler des photocopies d'un arrêté du 19 décembre 1990, prouvant que la responsabilité de cette autorisation incombait, en vérité, au président du gouvernement territorial, M. Léontieff en personne.

Puis, à contre-attaque en précisant que l'avis favorable de son conseil municipal avait été assorti de conditions draconiennes. Dernière revendication du maire : le classement de Moorea en île à vocation touristique.

Il y a eu foule au bureau de vote. L'affaire religieuse terminée, les femmes aux grands cheveux de paille et aux longues robes blanches sont venues grossir le file d'attente devant la table où étaient disposés les bulletins de vote aux couleurs de chacune des vingt listes en présence dans le circonscription des îles-du-Vent. Le maire de Moorea les a accueillies avec un sourire radieux : les pasteurs de l'Eglise évangélique venaient de prendre position en sa faveur dans sa « guerre du golf ».

« Si notre terre nous fait défaut, affirmait le poème qui concluait leur pétition, nous ne serons, alors, que des orphelins ». Avec ce renfort, M. Dohors a été élu sans coup férir.

A. R.

parcelle de terrain jouxtant sa propriété. Enfin, la chambre d'accusation a demandé un supplément d'information au sujet des aménagements réalisés aux frais du territoire par M. Flosse dans sa propriété de Paréa en 1986, notamment un parking et l'« enrochement » d'une plage attenante à la propriété.

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
Fondé par la Ligue des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :
L'EPARGNE
Envoyer 50 F (portée à 2,30 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Paul, 75014 Paris, un spécimen du dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (90 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)

1951

Créés en 1951, les Jeux Méditerranéens sont une manifestation internationale organisée tous les 4 ans, rassemblant 18 pays méditerranéens.

Du 16 au 27 juin 1993, la France accueillera en Languedoc-Roussillon la XII^e édition.

3500

3500 athlètes, 24 disciplines sportives, 1500 épreuves, 12 jours de compétition; les Jeux Méditerranéens seront la plus importante manifestation sportive mondiale en 1993.

1000

1000 journalistes issus de 25 pays, 12000 accrédités, 1 million de spectateurs et plus de 200 millions de téléspectateurs contribueront au succès technique et humain de ces Jeux.

1993

1 milliard de francs investis pour la modernisation des infrastructures sportives, 2 millions d'habitants, 19 villes associées à l'organisation des épreuves; le Languedoc-Roussillon se prépare aux plus beaux Jeux Méditerranéens depuis leur création.

"En organisant les XII^e Jeux Méditerranéens la région Languedoc-Roussillon se veut, à travers le sport, un trait d'union entre les pays méditerranéens".

Jacques BLANC
Président du Comité
d'Organisation des Jeux
Méditerranéens 93.

VIVEZ L'ODYSSÉE DU SPORT.

"A eux 13, ces hommes et ces femmes ont remporté 19 médailles olympiques et 14 médailles aux Jeux Méditerranéens. Champions d'hier, ils ont fait la gloire de ces jeux. Champions de demain, ils la perpétueront en 1993.

A eux 13, ils ont écrit la légende du sport et se rassemblent aujourd'hui pour manifester leur soutien à l'organisation des XII^e Jeux Méditerranéens."



JM
93

JEUX MEDITERRANEENS 93
LANGUEDOC - ROUSSILLON

Embarquement immédiat.

LONDRES	980F	NEW YORK	2995F
ATHENES	2550F	WASHINGTON	3395F
MADRID	1490F	MIAMI	3700F
GENEVE	925F	MONTREAL	2995F
AMSTERDAM	900F	TUNIS	1855F
COPENHAGUE	1780F	CASABLANCA	2730F
LISBONNE	1840F	MARRAKECH	2950F
ROME	1755F	AGADIR	2950F
VENISE	1700F	FORT-DE-FRAN	3290F
ISTAMBOUL	2750F	POINTE-A-PIT	3290F
NICE	770F	SAINT-MARTIN	3290F

Air France vous propose des tarifs aller-retour exceptionnels sur 40 destinations au départ de Paris du 15 mars au 28 avril, sauf sur Fort-de-France, Pointe-à-Pitre et Saint-Martin où les tarifs sont valables du 15 mars au 5 avril et du 13 mai au 16 juin sur vols Air France

ou Aéromaritime, et sur Tel Aviv et La Réunion du 13 mai au 16 juin.

Des tarifs exceptionnels existent également au départ des régions. Renseignez-vous auprès de votre agence Air France ou de votre agence de voyages.

AIR FRANCE
C'est le moment!

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Dix mille jeunes rassemblés à Paris

Les cadets de l'Europe chrétienne

Allée de l'Oratoire ou de la Pieta. De Compostelle ou de Czestochowa. Dix mille jeunes chrétiens ont pris d'assaut, samedi 16 et dimanche 17 mars, la porte de Versailles à Paris. «Missions», déclamaient leurs badges collés en croix sur leurs blousons. Leurs parents ou grand-parents voulaient «refaire chrétienne la France». Pour eux, c'est l'Europe qu'il faut reconquérir. De Doina Cornea, l'opposante roumaine, à Victor Aksionchik, député de la Russie, ils étaient des dizaines ces témoins de l'Est, militants d'un christianisme naissant sur les débris du communisme.

Génération Jean-Paul II, disent-ils. Mais ils étaient moins nombreux aux débats sur la solidarité ou le dialogue inter-religieux que pour suivre la bataille de la réformation ou écouter Guy Gilbert, le «père des loups», encaisser un jeune saint italien. Du papa, ils partageaient le goût pour la piété, la démonstration de l'identité catholique, la hantise de la «catastrophe démographique», du déclin des valeurs familiales, du «vagabondage sexuel» et de la décadence morale de la société européenne. Des cadettes de Notre-Dame aux Légionnaires du Christ, de l'Aide à l'Eglise en détresse à l'Ordre de Malte, de la palette des mouvements anti-avortement aux groupes de solidarité avec les pays baltes et le Liban: une certaine Eglise de tradition relève ainsi la tête. Celle pour qui la «ringardise» a changé de camp. Qui avait peur de s'afficher, hier, dans un catholicisme français réputé frondeur avec Rome, ouvriériste, tiers-mondiste, moins soucieux de morale

que de social. Aujourd'hui, le ténacité du pape, l'évolution des mœurs, la chute du communisme, les audaces de la science et de la médecine, la défense des chrétiens d'Orient confortent ces représentants d'un nouveau christianisme traditionnel dans son rôle de citadelle assiégée.

Cavalier seul

Dire que Jeanne Chrétienne Service, promoteur de ce rassemblement, qui réunissait un grand nombre d'anciens scouts d'Europe ou élèves de bonnes institutions, des charismatiques, laïcs ou religieux des nouvelles communautés, a le vent en poupe serait aller vite en besogne. Son précédent rassemblement, sous un chapiteau à Versailles il y a trois ans, avait été plus nombreux et plus chevronné. En revanche, par leurs méthodes, les responsables de cette organisation versaillaise créent une certaine confusion.

Ils vont chercher des sponsors (BSN, Lafarge, Shell) et tout en promettant, main sur le cœur, leur fidélité au pape, court-circuitent sa hiérarchie en France et les mouvements de jeunesse déjà constitués. Cette fois, les évêques français ne se sont pas déplacés, à l'exception de Mgr Comet, ancien président de la commission épiscopale de la jeunesse, qui essaie de recueillir les mœurs, et de Mgr Frikert, auxiliaire à Paris du cardinal Lustiger qui avait préféré se faire représenter.

Jeunes Chrétiens Service invoque son inexpérience, mais son président, M. Philippe de Saint-Germain, professeur au collège Saint-Jean de Béthune à Versailles, estime qu'il y a eu une opposition du haut clergé pari-

sien à la visite de Mgr Lustiger et même «des pressions pour que nos évêques amis ne viennent pas». Ajoutant même: «Notre message est trop romain. Notre expression de laïcs est suspecte dans l'appareil institutionnel de l'Eglise de France». Appréciation renforcée par la Pèra André Manenche, théologien jésuite qui, à la tribune, a dénoncé la peur de la hiérarchie française de compter avec de vrais laïcs.

L'épiscopat redouta évidemment les groupes de pression, mais son but est moins de monopoliser l'expression et l'initiative, que d'éviter le dérapage, y compris politique. Calui-ci n'a pas été évité au rassemblement de la Porte de Versailles, où le quotidien lapéiste, *Présent*, avait été autorisé à installer un stand, de même que le *Pèlerin* de la chrétienté de M. Romain Marie, député européen du Front national.

Les milliers de jeunes participants ont également fait une longue ovation, debout, à M. Philippe de Villiers, député UDF de la Vendée, qui venait de se livrer à une attaque contre les évêques français (1), le CDF, les théologiens de la libération (qui aiment tellement les pauvres qu'ils cherchent à en faire davantage de peur d'en manquer), le système éducatif français («La France est le seul pays au monde où on n'apprend pas à aimer la France») et de lever l'étendard de la défense du général Aoun et du Liban koweïtisé par la Syrie.

HENRI TINCO

(1) «Le message de Jean-Paul II à votre congrès s'est perdu entre Rome et quelques évêchés», a cru bon d'indiquer M. de Villiers. En fait, après enquête, on s'est aperçu que ce texte était resté à la nonciature.

SPORTS

La crise du football professionnel

Le ministre du budget refuse de favoriser les clubs endettés

Alors que de nombreuses municipalités se sont portées garantes pour des clubs professionnels de football endettés, M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, refuse d'accorder des passe-droits et n'envisage pas la négociation d'un moratoire avec les autorités du football.

M. Michel Charasse aurait sans doute été un arbitre de football intransigeant. Ainsi, alors que de nombreux clubs professionnels français coulent sous les dettes et sont menacés de dépôt de bilan, donc de disparition - Bordeaux, Toulon, Nice ou Toulouse en première division, Dijon en seconde division - il effirme haut et fort qu'il entend faire respecter la loi. Faute d'avoir payé tous ses impôts, le football devra payer sa dette à l'Etat, créancier prioritaire après les salariés. Aucune «faveur» ne lui sera donc accordée, même si son déficit global s'élève à près de 1 milliard de francs. Le ministre souhaite exiger de certaines municipalités qu'elles régulent les dettes de leurs clubs au plus vite. Toutefois, des échelonnements sur une période maximale de trois ans pourraient être envisagés.

«Nous ne ferons pas de favoritisme. Il n'y a pas de raison pour que les contribuables paient pour le football. Les villes se sont mouillées en garantissant des emprunts, qu'elles assument leurs responsabilités», assure M. Charasse, qui doit prochainement rencontrer le maire de Toulon, M. François Trucy (UDF). Celui-ci avait récemment estimé que la mesure de saisie-arrest prise à l'encontre du Sporting Club de Toulon et du Var (*Le Monde* du 15 mars) pour un montant de 7,75 millions de francs était «inacceptable».

Un déficit de 1 milliard de francs

La fermeté de M. Charasse vis-à-vis des municipalités qu'il juge coupables de ne pas avoir assez surveillé leurs clubs s'explique par les chiffres dont il dispose à propos de la situation réelle du ballon rond. En procédant à la demande des autorités du football, à divers contrôles depuis deux ans, les enquêteurs de l'administration fiscale ont pu évaluer l'ampleur des dégâts dus au sport qui n'avait pas été ausculté de si près depuis 1972.

Treize clubs, parmi lesquels les Girondins de Bordeaux (dont le déficit est évalué à 242 millions de francs, soit aussi fait l'objet d'enquêtes en 1989. Contrôlés sur la période 1987-1989, ils cumulaient un déficit comptable de 650 millions de francs et seraient exposés à un rappel de 50 millions de francs. A eux seuls, les Girondins de Bordeaux devaient 44 millions de francs à l'Etat, sans compter, bico sûr, tous leurs autres créanciers.

Une seconde vague de contrôles, portant cette fois sur sept clubs, a été menée en 1990. Les prévisions concernant ces derniers permettent d'envisager un déficit total, pour l'ensemble des vingt clubs, proche de 1 milliard de francs. La Fédération française de football et la Ligue nationale font également l'objet d'un contrôle extrêmement poussé. Enfin, les finances de certains clubs de seconde division devraient à leur tour être examinées dans les semaines à venir.

Des sommes détournées de l'impôt

M. Charasse se défend de vouloir s'acharner sur le football professionnel. Il rappelle volontiers qu'en dehors des affaires de Bordeaux et de Toulon, dont certains dirigeants font l'objet d'enquêtes judiciaires, ses services n'ont relevé «aucune pratique frauduleuse susceptible de déboucher au pénal». Il parle simplement de «pratiques propres à ce milieu» et qui ont abouti à détourner certaines sommes de l'impôt. Il s'agit, par exemple, d'avances consenties aux joueurs mais qui sont, en fait, des salaires déguisés et jamais déclarés. L'Olympique de Marseille y aurait souvent eu recours. D'autres sommes échappent à tout



contrôle: celles, souvent importantes, versées à des «intermédiaires» français ou étrangers chargés de négocier les transferts de joueurs.

Une autre pratique très répandue est celle du «droit d'image», une technique qui permet à un club de verser à son joueur une partie du salaire sur un compte à l'étranger, en général dans des «paradis fiscaux». Ce procédé peut être légal, à condition que le joueur mentionne les sommes ainsi touchées sur sa déclaration d'impôts, ce qui est rarement le cas. Ces salaires détournés, perçus au titre de l'utilisation publicitaire de l'image du joueur, sont pratiqués couramment dans toute l'Europe. Près de cent cinquante joueurs et entraîneurs ont fait l'objet de

rapides contrôles qui ont abouti à des redressements fiscaux plus ou moins conséquents.

Dans ce match qui s'engage avec l'administration, le football dispose de peu d'arguments. Il vit au-dessus de ses moyens depuis 1986 et offre les salaires les plus élevés d'Europe alors que le nombre de spectateurs n'a pas augmenté. Ses installations sont défectueuses sur les moyens d'agir. Quant aux joueurs, arc-boutés sur leurs privilèges, ils menacent de faire grève mais restent sous l'influence des agents. Sans doute la seule réponse se trouve-t-elle du côté des municipalités. Mais les maires semblent bien embarrassés par ce ballon aux rebonds électoraux souvent capricieux.

PHILIPPE BROUSSARD

SCIENCES

Les difficultés financières des expéditions polaires

Le gouvernement va aider la recherche française en Antarctique

S'efforçant de dissiper les inquiétudes sur l'avenir de la recherche en Antarctique, M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, a fait savoir dans un communiqué, lundi 18 mars, qu'il avait «engagé une action au niveau interministériel» afin de «rééquilibrer les comptes du territoire d'outre-mer des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) et des Expéditions polaires françaises (EPF)». Il s'agit de permettre le lancement sans délai de la campagne d'hivernage 1991-1992 (...) et, sans ambiguïté aucune, la mise en œuvre, dans le calendrier prévu, de l'ambitieuse politique de gouvernement en Antarctique.

La publication de ce communiqué survient quelques jours après que les responsables des EPF ont fait connaître leurs craintes: la situation financière des EPF était telle que la campagne 1991-1992 de terre Adélie était très sérieusement compromise. Pourtant, le 14 février 1990, à l'initiative de M. Louis Le Pen et Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, le conseil des ministres avait décidé de développer et de réorganiser la recherche française en Antarctique (*Le Monde* du 16 février 1990). Aiosi devait être créée, à l'échelle de quelques années, une nouvelle base - «dôme C» - dans l'intérieur du continent antarctique, base indispensable aux développements actuels de la recherche polaire. Aiosi devait être aussi créé, sans délai, un institut pour la recherche polaire (chargé de la logistique et de la coordination de la recherche) flanqué d'un comité interministériel (chargé des décisions stratégiques et des grandes orientations financières) et d'un comité de l'environnement polaire (chargé de la préservation de cet environnement).

Au 18 mars 1991, les études techniques pour la base du «dôme C» sont certes très avancées: on est à la fin de la

projet détaillé. En revanche, l'institut pour la recherche polaire et ses deux comités n'existent toujours pas. Les crédits accordés par le ministère des DOM-TOM aux TAAF (1) diminuent sans cesse en francs constants. La subvention donnée par le ministère des DOM-TOM est passée, depuis 1980, d'un équivalent de 103 millions de francs (en valeur 1990) à 75 millions de francs en 1990. Au fil des années, les Expéditions polaires françaises (une association loi 1901 qui assure la logistique de la terre Adélie et qui aurait dû être, en quelque sorte, l'armature centrale de l'institut pour la recherche polaire) ont donc prélevé ce dont elles avaient besoin dans leurs réserves, qui sont maintenant à peu près épuisées.

L'ensemble des sommes (les subventions des DOM-TOM et du CNRS, ainsi que les ressources propres) destinées à la terre Adélie devrait être, pour 1991, de 20,4 millions de francs, alors que le coût des activités «normales» de recherche en Antarctique serait de 27,5 millions de francs. Les Expéditions polaires françaises se sont donc très sérieusement demandées s'il ne serait pas plus réaliste de fermer la base Dumont-d'Urville pour la saison austral 1991-1992, ce qui coûterait tout de même 18 millions de francs de dépenses obligatoires puisque déjà engagées.

La situation financière actuelle soulève aussi le problème de la structure administrative de la recherche polaire française. Les TAAF n'ont qu'une seule justification: la recherche scientifique. Ne retenir et les infrastructures techniques indispensables aux activités de recherche relèvent du ministère de la recherche et de la technologie et non plus du ministère des DOM-TOM, qui a été écarté de l'autre sous-ensemble d'autres urgences?

YVONNE REBEYROL

(1) Les TAAF se composent de quatre districts: terre Adélie (base Dumont-d'Urville), Kerguelen (base Dumont-d'Urville), Crozet (base Alfred-Faure) et Amsterdam-Saint-Paul (base Martin-de-Vives).

QUAND HUIT ROMANCIERS DEVIENNENT DES HOMMES... DE LETTRES.



CETTE SEMAINE : NUMERO SPECIAL SALON DU LIVRE.

Le Monde ARTS et SPECTACLES

La S
fréquem
des handi

A la fin de l'été 1989, les membres du Comité national de la Fédération française des handicapés sportifs ont décidé de lancer une campagne de sensibilisation. Ils ont choisi de le faire à l'occasion de la Coupe de France de football, qui se déroule du 16 au 18 mars. Cette campagne s'inscrit dans le cadre d'un projet plus vaste, celui de la «réhabilitation» du handicapé sportif. Le Comité national de la Fédération française des handicapés sportifs a pour objectif de faire connaître les possibilités de pratique sportive aux personnes handicapées. Il souhaite également promouvoir les actions de rééducation et de réinsertion sociale des handicapés sportifs. Enfin, il veut sensibiliser le grand public à la question du handicap.

L'objectif est d'attirer l'attention du public sur les personnes handicapées et de leur faire connaître les possibilités de pratique sportive. Le Comité national de la Fédération française des handicapés sportifs a pour objectif de faire connaître les possibilités de pratique sportive aux personnes handicapées. Il souhaite également promouvoir les actions de rééducation et de réinsertion sociale des handicapés sportifs. Enfin, il veut sensibiliser le grand public à la question du handicap.

Ce n'est pas, à l'échelle de la Coupe de France, le seul événement de ce type. Depuis quelques années, le Comité national de la Fédération française des handicapés sportifs organise des tournois de football, de basketball, de tennis de table, etc. Ces tournois ont pour objectif de promouvoir la pratique sportive des personnes handicapées et de leur faire connaître les possibilités de pratique sportive.

Recherche :
Les coupes dans

V OILA, quelques semaines, le monde de la recherche scientifique a été secoué par une tempête. On parle de coupes dans la recherche, de réduction des crédits, de réorganisation des services. Les responsables de la recherche française se trouvent donc confrontés à une situation délicate. Ils doivent trouver des solutions pour maintenir la recherche française à un niveau acceptable, malgré les contraintes budgétaires.

De même, les responsables de la recherche française se trouvent confrontés à une situation délicate. Ils doivent trouver des solutions pour maintenir la recherche française à un niveau acceptable, malgré les contraintes budgétaires.

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

La stérilisation des malades mentaux

Fréquemment mise en œuvre jusqu'à la seconde guerre mondiale, la stérilisation des handicapés est encore d'actualité. Quand convient-il de parler d'eugénisme ?

Au terme d'une étude sur le fonctionnement d'une clinique psychiatrique de Bâle, les autorités sanitaires de cette ville viennent de décider l'ouverture d'une enquête sur une douloureuse affaire de castration pratiquée sur des handicapés mentaux. Selon un communiqué publié le 13 mars par le département cantonal de la santé de Bâle, cette décision fait suite à la découverte d'un cas de castration pratiquée en 1987 chez un handicapé mental âgé de trente-neuf ans, mutilation réalisée, dit-on, « avec l'accord de ses parents ». L'enquête menée par une commission indépendante devrait notamment déterminer s'il y a ou non matière, ici, à ouvrir une procédure pour non-respect des règles de la déontologie médicale.

L'affaire est d'autant plus exemplaire qu'elle ne se limite pas au dossier de 1987. Il apparaît en effet aujourd'hui que quatre autres castrations ont pu être pratiquées entre 1960 et 1978 chez des malades hospitalisés à la clinique psychiatrique universitaire de Bâle. Selon le correspondant de l'Agence France Presse dans la cité suisse, les responsables de cet établissement réagissent aujourd'hui « avec réserve et embarras », refusant notamment de préciser les circonstances exactes dans lesquelles ces mutilations ont été pratiquées. Les enquêteurs doivent, dit-on, rendre leurs conclusions sur ce délicat dossier d'ici à la fin du mois d'avril.

En dépit de son caractère spectaculaire, cette affaire ne trouve qu'un très faible écho dans la presse helvétique. Pour sa part, l'Office fédéral suisse de la santé à Berne estime qu'il y a sur ce problème une certaine ambiguïté juridique.

Ce n'est pas, il s'en faut, le premier dossier de ce type rendu public ces derniers temps. Il y a une dizaine d'années (*Le Monde* daté 24-25 février 1980, 2 avril 1980 et 24 février 1981), on apprenait que plusieurs milliers de malades mentaux américains avaient été stérilisés sans leur consentement dans différents établissements durant la première moitié de ce siècle et dans un cadre tout à fait légal. Plus récemment (*Le Monde* du 19 novembre 1986), une agence de presse suédoise révélait que, de 1941 à 1975, une loi suédoise autorisait les méde-



ROLAND SCHNEIDER/COURTESY MUSÉE DE L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

cin de ce pays à pratiquer des stérilisations pour des raisons tenant « à l'hygiène sociale » ou encore à « l'hygiène raciale ».

En 1987 enfin, la justice britannique ordonnait la stérilisation d'une jeune fille de dix-sept ans retardée mentale. Selon les juges de la cour d'appel de Londres, une grossesse aurait pu avoir chez elle « des conséquences effrayantes » étant entendu que cette jeune fille d'un âge mental de cinq ans était incapable de faire le lien entre sexualité et procréation. L'argumentation de la justice britannique faisait notamment valoir que, bien qu'irréversible, la stérilisation ne correspondait pas, en l'espèce, à la perte d'un droit fondamental dans la mesure où la perte de ce droit n'avait aucune signification pour la personne concernée, celle-ci n'ayant aucun désir de donner la vie et étant incapable de s'occuper d'un enfant. Plus récemment encore, on apprenait qu'un projet de loi adopté par le conseil des ministres de la République fédérale d'Allemagne, prévoyait la possibilité de stériliser les

handicapés mentaux sans leur autorisation (*Le Monde* du 4 février 1989).

C'est dans ce contexte que survient la dernière affaire suisse. Celle-ci présente une caractéristique difficilement compréhensible dans la mesure où l'on ne parle pas à Bâle de stérilisation chirurgicale (qui peut être obtenue par ligature des trompes chez la femme ou par vasectomie chez l'homme) mais bien de castration (ablation des deux testicules ou des deux ovaires), une intervention beaucoup plus mutilante et qui, paré qu'elle soit la production des hormones sexuelles, a des répercussions notables sur l'équilibre organique et psychique.

Des pratiques toujours en vigueur

Comment comprendre et peut-on ici situer les limites de l'acceptable ? La question du droit à la procréation des handicapés mentaux rejoint en fait celle, plus générale et d'une

brillante actualité, de l'encadrement législatif des pratiques de procréation médicalement assistée.

Toutes les pratiques – massives ou non – de stérilisation des handicapés ou des malades mentaux se fondent sur l'idée que l'on peut, de la sorte, prévenir la transmission de traits pathologiques héréditaires. « L'expérience a montré que l'hérédité joue un rôle important dans la transmission de la folie, de l'imbécillité, etc. peut-on lire dans un célèbre arrêt rendu en mai 1927 par la cour suprême des États-Unis. Nous avons vu plus d'une fois le bien commun requérir la vie des meilleurs citoyens. Il serait étrange qu'il ne puisse pas compter, pour des sacrifices moindres, sur ceux qui savent la force de l'État, sacrifices qui ne sont souvent même pas ressentis par les intéressés, et cela pour empêcher que nous soyons submergés par les incapables. Il est meilleur pour tout le monde que la société puisse empêcher ceux qui sont manifestement incapables de se reproduire plutôt que de devoir évaluer une descendance dégénérée ».

pour mourir ou de la voir mourir de faim parce qu'elle est idiote. » (1).

Cette argumentation est ainsi retrouvée et développée aux États-Unis dans la première partie de ce siècle (une trentaine d'États légalisant cette pratique) puis dans les pays scandinaves et au Japon. « On allègue la liberté personnelle, la dignité de la personne humaine. Mais ne sépare-t-on pas de la collectivité les contagieux et les déments ? Est-il plus choquant de séquestrer les gamètes, nocifs dans les glandes génitales, que les somas infectés ou menaçants dans les hôpitaux ou les asiles ? », écrivait en 1936 J. Rosland (2).

On sait qu'ensuite l'Allemagne, sous le régime hitlérien, devait promulguer des lois similaires étendant leur application à un nombre considérable de maladies tenues pour être de transmission héréditaire. Le délire nazi fit ainsi que plusieurs centaines de milliers de personnes furent privées de leur droit à procréer dans le but illusoire d'améliorer à l'échelle collective la qualité de la descendance.

On découvre, donc aujourd'hui, à échéances plus ou moins régulières, que de telles pratiques sont encore en vigueur pour ce qui concerne les handicapés mentaux. Sans doute

convient-il de signaler que l'argumentation a changé. La stérilisation est en effet présentée non plus comme un geste visant à prévenir la diffusion d'une tare génétique dans la population, mais bien comme une mesure rendue nécessaire par l'impossibilité dans laquelle se trouverait le malade d'assurer la subsistance de ceux qu'il pourrait engendrer.

Certains soulignent aussi qu'il s'agit là d'un nouveau problème dû à la tendance générale de la pratique psychiatrique qui, grâce notamment à l'usage des médicaments neuroleptiques, voit les personnes atteintes de pathologies lourdes sortir aujourd'hui plus fréquemment qu'hier des établissements spécialisés.

JEAN-YVES NAU
Lire la suite page 17

(1) Sur ce thème on se reportera avec le plus grand intérêt à une publication de la revue suisse *Médecine et hygiène* (datée du 10 octobre 1980) : « La stérilisation des malades mentaux », de Philippe Elvénorm, Lire aussi : « L'introduction de l'eugénisme en France. Du mot à l'idée », de Pierre-André Tapieff dans la revue *Mots les langues du politique*, numéro 26 mars 1991.

(2) Introduction à la génétique, de L. Guénot et J. Rosland. Centre de documentation universitaire, Paris, Tournier et Costant, 1936.

Villes et murs du son

Une onde sismique atteignant Los Angeles pourrait-elle se transmettre à ses grattes-ciel, pour être étudiée pour résister aux tremblements de terre ? En se posant dimanche 13 août 1989 à 6 h 37 (heure locale) sur le base californienne d'Edwards, à l'issue d'une mission militaire de cinq jours, la navette américaine Columbia a peut-être apporté un élément de réponse. « Retour parfait », commentaient alors les responsables de la Nasa.

Pour les sismologues, le surprise est venue plus tard : générées par l'onde de choc émise lors de la rentrée dans l'atmosphère de Columbia, les vibrations des grattes-ciel de Los Angeles ont produit à leur tour une onde sismique.

Enregistrée 12,5 secondes avant l'arrivée de l'onde de choc atmosphérique sur les écrans du laboratoire de sismologie de Caltech (California Institute of Technology, Pasadena), située à une quinzaine de kilomètres du centre de Los Angeles, cette onde, d'une période de 2 à 3 secondes, vient compliquer un peu plus le réseau de paramètres dont disposent les spécialistes pour prédire les tremblements de terre et leurs conséquences. « On dénombre

environ cent grattes-ciel possédant plus de vingt étages dans le centre de Los Angeles », précise le Japonais Hiroo Kanemori, sismologue au Caltech et auteur de cette étude récemment publiée dans *Nature* (1).

« Du fait du faible pouvoir amortisseur que présentent ces immeubles, l'oscillation produite par chacun d'entre eux après l'onde de choc persiste un certain temps. L'excitation simultanée de plusieurs d'entre eux peut ainsi, dans certaines circonstances, générer une onde sismique. »

En Californie, où se trouve le système de failles de San Andreas – responsable à San Francisco du grand séisme de 1906 et de celui, moins grave, survenu le 17 octobre 1990, – les chercheurs surveillent vingt-quatre heures sur vingt-quatre l'évolution des paramètres géologiques, afin de détecter les signes précurseurs classiques d'un éventuel tremblement de terre. Ils devront désormais tenir compte de cette nouvelle découverte venue de l'espace, qui rend plus urgente que jamais une meilleure connaissance géologique du bassin de Los Angeles.

Ca.V.

(1) Daté 28 février.

Recherche : des économies bien tempérées

Les coupes dans le budget vont surtout affecter les organismes spécialisés

VOILÀ quelques semaines encore, le pire était à craindre. On n'en finissait pas de prédire un avenir des plus noirs à la recherche. Et on frémissait d'avance à l'idée que les directives budgétaires du premier ministre – économies de 5 %, hors salaires, sur les crédits de fonctionnement et de 10 % sur les investissements – ne soient appliquées à la lettre.

Heureusement, le président de la recherche vultue par le président de la République et les autres négociations menées avec le ministère des finances par les services du ministère de la recherche et de la technologie (MRT) ont permis de sauver l'essentiel. La preuve en est que les économies faites sur le budget civil de recherche et développement, qui regroupent l'ensemble des dépenses de recherche de tous les ministères, MRT compris, n'ont été que de 931 millions de francs (-3,7 %) sur les 25,064 milliards de francs que représentent les autorisations de programme (AP), alors que l'on pouvait craindre quelque 2,5 milliards de francs de coupes.

Répartir l'austérité

De même, les sommes réservées aux crédits de paiement et aux dépenses ordinaires n'ont été amputées que de 651 millions de francs (-1,4 %) sur un total de 45,332 milliards de francs. Pris dans leur globalité, ces chiffres montrent bien que la recherche est restée prioritaire dans l'austérité. Mais, à bien regarder, ces économies ne sont pas sans conséquences.

S'il est vrai que les décideurs se sont efforcés à un « traitement différencié » de la recherche, force est de constater que les organismes de recherche dont les crédits dépendent directement du MRT ne vont guère être à la fête. Contrairement à d'autres secteurs que les responsables des finances et leurs interlocuteurs ont voulu préserver en raison de certaines des inflexions qu'ils avaient prises au cours des années passées.

Trois exemples témoignent de ces choix. Le premier concerne l'aéronautique dont les autorisations de programme, c'est-à-dire les crédits qui conditionnent l'avenir, n'ont été amputées que de 292 millions de francs. Conséquence : un décalage dans le temps du projet de turbo-réacteur (GE-90) que l'américain General Electric doit réaliser avec le français Snecma, l'italien Fiat et le japonais Ishikawajima Heavy Industries. Le deuxième a trait au programme spatial français qui se voit réduit de 190 millions de francs. Une goutte d'eau, lorsque l'on sait que le budget des activités spatiales françaises dépasse les 8 milliards de francs. Comme il n'est pas question de toucher aux programmes spatiaux européens, ce sont les projets nationaux qui devront se serrer la ceinture.

Dernier exemple enfin, la recherche industrielle que les pouvoirs publics « taxent » de 40 millions de francs, peu de chose pour ce domaine d'activités dont les aides atteignent les 4 milliards de francs et une preuve de la constance du soutien du gouverne-

ment à cette recherche financée plus faiblement par les entreprises du fait de la conjoncture.

Restent les organismes de recherche dont les crédits dépendent directement du MRT et sont amputés de 349 millions de francs pour les autorisations de programme (-4,2 %) et de 200 millions de francs pour les crédits de paiement et les dépenses ordinaires (-0,77 %). C'est ainsi que le CNRS, toutes dépenses confondues (AP+CP+DO), voit son budget réduit de 167,31 millions de francs, le CEA (82,5 MF), l'INRA (39,78 MF), l'INSERM (39,3 MF), l'IFREMER (39,3 MF), la Cité des sciences (21,9 MF), l'AFME (13 MF), l'ORSTOM (12,3 MF), l'INRIA (9,5 MF) et le CIRAD (9 MF).

L'avance des autres pays industrialisés

Difficile, pour ces organismes, de ne pas souffrir de ces coupes lorsque l'on constate, au travers de ces chiffres, que leurs crédits de fonctionnement sont en moyenne réduits de 3 %, alors qu'une hausse de 6 % était prévue. Si l'on ajoute à cela le coût de l'inflation, on arrive à une sorte de reconduction en francs constants de ces budgets, que ne parviendra pas à faire oublier le traitement de faveur dont avaient bénéficié, fin 1990, les organismes épargnés par les économies de la loi de finances rectificative de l'an dernier.

Ainsi, le ministre de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curieau, ne peut plus, comme en

septembre 1989, dire que la progression du budget civil de recherche et de développement « permet de nous rapprocher de notre objectif qui consiste à porter la dépense intérieure de recherche et développement à 3 % du produit intérieur brut ». Ce taux mythique est aujourd'hui un vœu pieux, même si la France peut s'enorgueillir d'avoir fortement mis l'accent sur la recherche depuis plusieurs années : 7,6 % d'augmentation du budget en 1989 ; 7,1 % en 1990 et 7,25 % en 1991, avant que ne soient faites les coupes annoncées (1).

De fait, la France, qui aurait dû atteindre les 2,45 % du PIB cette année et espérait parvenir aux 3 % en 1996-1997, va devoir patienter. Se bâter lentement, en regardant toutefois avec envie les performances de ses concurrents : 2,86 % en 1988 pour les États-Unis ; 2,83 % pour l'Allemagne et 2,72 % pour le Japon ! Une tendance que devrait sans doute confirmer le « Bilan à mi-parcours du X^e Plan » dont les conclusions seront rendues publiques à la mi-avril, même si la conjoncture économique freine aussi les efforts de nos concurrents et si l'Allemagne subit de plein fouet les contre-coups financiers de sa réunification.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Dans le passé, le budget de la recherche a connu de telles coupes, plus sévères en 1984 sous le gouvernement Mauroy et en 1986 sous le gouvernement Chirac.

Table-ronde

L'association pour la Nouvelle Encyclopédie Diderot (NED) et la cité des Sciences et de l'Industrie proposent un cycle de tables-rondes pour confronter le point de vue des chercheurs de toutes disciplines et des citoyens sur les « questions vives » que pose le développement des sciences et des techniques.

Mardi 26 mars à 17h

«Les travailleurs face à l'informatique»

avec Jacques Perniault, directeur de la recherche au CNED, Danièle Linhart, sociologue, Dominique Lecourt, Président de la NED, et les auteurs...

(accès libre)

cité des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corentin Lemaître 75019 Paris. Métro Porte de la Villette
Informations (1) 40 05 73 32

SCIENCES • MEDECINE

Les vingt-six siècles de Failakah

Les sites archéologiques de l'île koweïtienne sont devenus des champs de mines

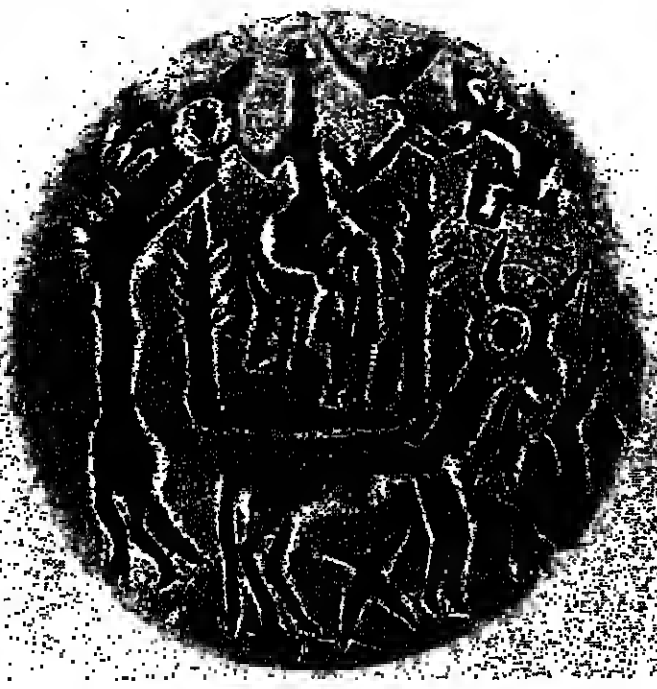
«ACTUELLEMENT, tout ce que nous savons, c'est que l'île de Failakah est truffée de mines et que personne n'y va.» Jean-François Salles, qui dirige depuis 1983 les fouilles archéologiques menées dans cette île située à quelque 75 kilomètres à l'est de la ville de Koweït par une équipe de la Maison de l'Orient méditerranéen (CNRS et université de Lyon-2), ne sait vraiment pas quand il pourra retourner sur ses chantiers, ni quel est l'état des trois sites principaux sur lesquels travaillaient les Français avant la crise du Golfe.

Le plus ancien de ces sites date de la fin du troisième millénaire avant Jésus-Christ, c'est-à-dire de la période de Dilmoun. De 2500 à 1800 environ avant notre ère, en effet, le commerce maritime entre la Mésopotamie, la vallée de l'Indus et l'Oman a suscité dans le golfe Persique la civilisation de Dilmoun. Et, tout naturellement, l'île de Failakah en a été une des grandes étapes et un des centres importants — au même titre que Bahrein et divers autres points de la côte orientale de la péninsule arabique.

L'époque de Dilmoun a laissé sur l'île un grand bâtiment de briques

crues dont on a retrouvé le soubassement de pierres. Il s'agit probablement d'un temple-tour (pas d'une ziggourat) comme il en a été beaucoup construit en Mésopotamie au cours des troisième et deuxième millénaires. Il y a aussi de bonnes raisons de penser qu'à cette époque l'île de Failakah, comme Bahrein, était un centre de fabrication de sceaux de pierre (en stéatite ou diorite, notamment) à l'iconographie très variée : on a retrouvé, au fil des années, plus de six cents sceaux et des traces matérielles de ce travail de fabrication. Des analyses physico-chimiques de ces pierres et aussi de vestiges métallurgiques sont en cours avec le concours d'un laboratoire de l'université de Naples. Ainsi espère-t-on confirmer que les pierres et le cuivre venaient bien d'Oman (l'étain, indispensable à la fabrication du bronze, venait probablement du nord de l'Iran).

La présence de vestiges de Dilmoun dans l'émirat de Koweït a été révélée par les travaux d'archéologues danois entre 1958 et 1963. Tout comme l'existence d'une forteresse hellénistique construite vers 300 ans avant Jésus-Christ pour abriter une garnison séleucide chargée de contrôler tout le nord du golfe Persi-



Impression d'un sceau de Dilmoun (II^e millénaire avant Jésus-Christ). Diamètre : 2 cm.

que. Ce qui démontre, s'il en est encore besoin, l'importance stratégique de l'île de Failakah et confirme l'opinion d'Alexandre qui pensait que la région du Golfe pouvait devenir aussi riche que la Phénicie. Cette forteresse comportait une enceinte carrée de 60 mètres de côté à l'intérieur de laquelle ont été construits de petits temples grecs et un habitat très dense. On y a trouvé de nombreuses inscriptions grecques et de charmantes figurines de terre cuite.

Six évêchés dans le Golfe

Le troisième site est encore mal connu puisqu'il a été «inventé» en 1989 par les archéologues français. Il s'agit d'une église chrétienne édifiée selon le plan oriental traditionnel à trois nefs, avec un chœur à abside flanqué de deux absidioles. Cette église — peut-être nestorienne? — pourrait être la confirmation archéologique d'un texte nestorien du dixième siècle racontant l'histoire d'un saint homme qui aurait évangélisé une île située au large de Bassorah. De toute façon, on sait que, du quatrième au sixième siècle au moins, six évêchés existaient dans le golfe Persique, que la communauté chré-

tienne de Bahrein a subsisté jusqu'au dixième siècle et que l'île irakienne de Kharg — célèbre actuellement pour son terminal pétrolier — a été le siège d'un complexe monastique fouillé il y a quelques décennies par Roman Ghirshman. On ne peut encore dire si l'île de Failakah a été, elle aussi, le siège d'un monastère mais on sait que l'église est entourée de nombreux bâtiments.

Le passé du territoire de terre ferme de l'émirat de Koweït est encore très peu exploré. Les vestiges les plus anciens connus à ce jour ont été découverts à l'extrême nord-est de l'émirat dans la péninsule de Sabriya, toute proche de l'Irak. Ils datent du quatrième millénaire avant Jésus-Christ. Ils ont simplement été repérés et identifiés comme relevant de la culture d'Obeid (chalcolithique final de Mésopotamie), mais n'ont jamais fait l'objet de fouilles. Pis encore, des silex recueillis plus au sud sur les collines de Burgan (un des plus gros champs pétroliers du monde) n'ont jamais pu être datés. En revanche, sont datés du huitième siècle de notre ère les vestiges d'abbayes repérés dans la vallée de l'Oued Ratih qui suit la frontière occidentale de l'émirat.

YVONNE REBEYROL

Les confluences de la drogue

En dépit des différences de législation dans les pays européens, la prise en charge des toxicomanes passe par une coopération transfrontalière

Les toxicomanes ignorent les frontières. En Europe, le bassin géographique traversé par le Rhin, la Meuse et la Moselle constitue un des écouloirs privilégiés de leur circulation. Situé aux confins de la France, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg, ce territoire géographique, arbitrairement découpé, a motivé la mise en place du GEERMM (1), le Groupe européen d'échange Rhin-Meuse-Moselle, un réseau d'intervenants et de chercheurs centrés sur les problèmes de drogue et de dépen-

dance. Après une première rencontre en 1986, cette fédération d'associations s'est réunie les 14 et 15 mars dernier, à Luxembourg, afin de concevoir des programmes communs d'action. Une coopération difficile à mettre en œuvre si l'on considère les différences de législation, de prise en charge ou encore de définition de la toxicomanie dans ces pays. Une étude portant sur ces cinq régions frontalières tente de dresser un état des lieux de la prise en charge des toxicomanes (2).

« Pour les Lorrains frontaliers, Francfort est le nec plus ultra en matière de défense. Et c'est inutile

de porter de l'ottrait de la Hollande, explique M. Armand Foschia, président du GEERMM. De ces migrations, les maisons d'arrêt portent témoignage puisque l'on retrouve des détenus étrangers dans les prisons françaises et inversement. Nous disposons d'informations parcellaires sur ce qui se passe de l'autre côté du Rhin ou de la Moselle. C'est à partir de ce constat et de la nécessité de se préparer à l'Europe de 1992, que nous avons souhaité en savoir plus ».

Une des principales difficultés qui ressort de cette étude réside dans la diversité des législations.

Le cadre réglementaire défini par la Single Convention de 1961, qui fixe le caractère délictueux de la circulation et de la consommation de drogue, a toutefois entraîné des interprétations très différentes dont témoignent les législations française et néerlandaise.

Interventions publiques

Aux Pays-Bas, la loi permet, en raison d'un « principe d'opportunité » qui vise à préserver « des intérêts sociaux importants », de renoncer aux poursuites. En

revanche, la situation française, fondée sur la loi de 1970, développe un volet répressif, un volet d'injonction thérapeutique qui offre la possibilité au procureur de la République d'obliger un toxicomane à se soigner dans un centre spécialisé sous peine de poursuite, et un volet institutionnel concernant les institutions de soins et garantissant l'anonymat des personnes. Les situations des autres pays sont en quelque sorte intermédiaires.

La Belgique a adopté une loi en juillet 1990 sur la détection préventive qui intègre une notion proche de l'injonction thérapeutique. « Au Luxembourg, la répression s'accompagne d'une volonté de non-stigmatisation : les toxicomanes tendent à être intégrés à une catégorie plus vaste, celle des personnes que seul le travail peut resocialiser », signale l'étude.

En ce qui concerne l'intervention publique, la situation des cinq pays est très proche. Il n'existe pratiquement plus d'initiatives privées qui ne soient subventionnées. Toutefois, en Belgique francophone, la situation de certaines associations apparaît très fragile. Et selon les spécialistes, jusqu'en 1990, la toxicomanie ne faisait l'objet d'aucun engagement budgétaire spécifique, signe de la difficulté à faire face à cette question.

Divisions sur la méthadone

Suivant les pays, la prise en charge ne concerne pas forcément les mêmes publics. La France sépare le traitement des alcooliques et celui des consommateurs de drogues, ce qui n'est pas le cas de la Sarre (Allemagne) où l'on s'attache plus à la notion de dépendance, quelle que soit la substance. Pour ce qui est du choix des techniques de traitement, toutes sont utilisées dans les cinq régions étudiées. « En gros, on peut dire que les techniques inspirées par la psychanalyse prédominent en France, celles inspirées par la psychologie étonnent plus prégantes ailleurs, tout ou lire dans l'étude. Les thérapies psychosociales font une percée notable dans toutes les régions. Les thérapies comportementales, prégnantes en Allemagne et au Luxembourg, sont pratiquées en France avec d'innombrables précautions ».

La question de la méthadone, un alogésique de synthèse employé comme produit de remplacement dans le sevrage des toxicomanes utilisant l'héroïne, continue à diviser. Considérée dans la plupart des pays comme une disposition d'urgence im-

posée par les circonstances, cette pratique figure aux Pays-Bas comme un outil parmi d'autres, avec des critères d'attribution assez souples. En Sarre, un programme méthadone, qui se déroule dans le service d'urgence spécialisé du ministère de la santé à Sarrebruck, prévoit de soigner une vingtaine de personnes en trois ans.

L'admission à ce programme répond à des critères très stricts. Les patients doivent notamment avoir tenté sans succès au moins deux thérapies d'abstinence, prouver une dépendance aux opiacés de plusieurs années, sans qu'il y ait de polytoxicomanie ni de dépendance alcoolique. Enfin, ils doivent être âgés d'au moins vingt-deux ans et s'engager à participer à un programme d'accompagnement psychosocial visant à se réinsérer. Le Luxembourg et la France mettent en œuvre également des programmes méthadone dans le cadre de dispositions très limitées.

Face à ces diversités, le GEERMM a toutefois entrepris de jeter les bases d'une coopération par-delà des frontières. Les universités de Sarrebruck, Fribourg, Liège, Utrecht et Metz devraient collaborer dans le domaine de la formation et de la recherche. L'échange entre des groupes de jeunes engagés dans des actions de prévention par le biais notamment du théâtre se poursuit depuis deux ans. Le GEERMM-France a entrepris d'aider les toxicomanes allemands incarcérés à l'étranger.

Enfin, en 1989 et 1990, ont été organisées deux universités d'été sur le thème de la « prévention des déviations dans les écoles européennes » (3). « Elles marquent une nouvelle étape vers la réalisation de nos objectifs », considère M. Armand Foschia. Elles sont un lieu de rencontre, non seulement entre intervenants, professionnels et chercheurs, mais aussi entre des professionnels de l'éducation nationale et des travailleurs sociaux dans le souci commun de construire une prévention ».

MARTINE LARONCHE

(1) GEERMM. Président : Armand Foschia, 43, rue Principale, Foville, 57420 Versey. Tél. : 87-01-32-79.

(2) « Les modes de prise en charge des toxicomanes dans les régions du bassin Rhin-Meuse-Moselle », étude réalisée à l'initiative du GEERMM, fait la synthèse de cinq études régionales menées en Belgique francophone, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Sarre ainsi que dans l'est de la France.

(3) La troisième université d'été aura lieu à Metz du 26 au 31 octobre 1991.

POINT DE VUE

Quelle recherche pour l'environnement ?

par Yves Le Bars

Dix ans en 1991 : pour le Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts (CEMAGREF), cet anniversaire est l'occasion de mieux marquer sa place dans la recherche publique, en mettant l'accent sur l'importance et la variété des approches nécessaires, comme une récente communication au gouvernement sur « Recherche et Environnement » l'a souligné.

La CEMAGREF est un établissement de recherches finalisées, souvent conduites jusqu'à l'application sur le terrain. Près de 1 000 personnes, dont 450 scientifiques, y travaillent. Ses domaines d'activité se situent au cœur de préoccupations fondamentales de la société, l'agriculture et l'environnement.

En s'appuyant sur les travaux que mène le CEMAGREF dans le domaine de l'eau, il est possible de tracer quelques perspectives de ce que devrait être cette recherche, à l'heure où se tiennent les Assises nationales de l'eau (19 et 20 mars) et dans un moment où les inquiétudes se manifestent de plus en plus clairement.

Prenons par exemple le bassin versant de la Charente, sur lequel travaillent plusieurs de nos équipes. Il s'agit d'une recherche à l'échelle régionale, dont la finalité est claire : dans la région délimitée par la Charente et ses affluents, le travail des chercheurs consiste, en premier lieu, à mieux connaître les débits des eaux de surface et les mécanismes de transfert des polluants d'origine agricole, urbaine ou industrielle.

Parant de cette première étude, il devrait être possible de mettre en relation les activités humaines avec

le niveau des apports de polluants à la mer, en particulier dans les bassins des ostréiculteurs et sur le littoral. Menés en collaboration avec l'Institut français pour l'exploitation de la mer (IFREMER), ces travaux permettront ensuite d'élaborer des règles de gestion dans le bassin versant, par exemple sur le traitement des eaux usées des agglomérations, les barrages, les pratiques agricoles, ou encore l'identification d'organismes aquatiques témoins de la pollution diffuse.

Une double approche

Ce type de recherche conduit à s'intéresser à l'eau comme milieu support d'une vie végétale et animale soumise à l'action de l'homme. Ainsi, deux approches complémentaires sont nécessaires. La première, par milieu, considère des systèmes, essaye d'en comprendre les mécanismes, de construire des modèles qui permettent de les décrire. La seconde, par filière, s'intéresse aux relations entre certaines activités humaines et leur impact sur l'environnement : la construction d'une autoroute, par exemple, modifie les paysages ou bouleverse les équilibres des zones humides.

Que permet l'association de ces deux approches ? Lors de la sécheresse de 1990, l'irrigation, principal poste de consommation de l'eau, s'est trouvée au centre des débats. Imposée par l'évolution économique, elle est directement impliquée dans la dégradation des milieux aquatiques. D'un autre côté, l'irrigation a un effet structurant sur le milieu rural, auquel les collectivités territoriales sont très attachées : elle per-

met le maintien d'une activité agricole, et par conséquent celui d'un tissu social.

Les recherches du CEMAGREF l'ont conduit à élaborer des méthodes de prévision de la demande en eau, pour l'irrigation tant aux échelles de l'exploitation qu'à celles de la région agricole. La confrontation avec une approche du milieu, en l'occurrence les capacités des systèmes aquatiques, permet une meilleure maîtrise par l'Etat ou les collectivités territoriales des contradictions et conflits dans l'usage du patrimoine collectif. De nouveaux outils techniques (telles les télécommandes, associées à une gestion en temps réel des transports d'eau), une meilleure planification (évaluation économique et écologique plus fine des projets), une tarification plus transparente en résulteront.

Normes européennes

Nous avons développé l'exemple de l'eau, mais des démarches analogues concernent la forêt, les sols, la montagne. Par ses résultats, cette recherche pour l'environnement aboutit à l'élaboration de lois, de décrets. Elle permet également de préparer des normes françaises ou européennes, et, surtout, de construire de nouvelles méthodes pour l'action.

L'organisation de la recherche finalisée en France prend-elle suffisamment en compte la nécessité de cette double approche ? Certes, comme le CEMAGREF, beaucoup d'organismes associent dans leurs travaux activités économiques et milieux. Mais l'effort de recherche

correspondant reste insuffisant. Surtout si on le compare aux efforts menés par la communauté scientifique aux échelles extrêmes : l'infiniment petit (biologie moléculaire, structure de la matière) ou l'infiniment grand (la terre, l'univers).

Ces recherches présentent, il est vrai, des difficultés nombreuses. L'une tient à la multiplicité et à la nature des potentiels à impliquer. Il est en effet impératif d'introduire dans les débats des élus, des usagers, c'est-à-dire des catégories sociales très éloignées de la communauté scientifique. Tout en sachant se prémunir contre une soumission aux seuls besoins, marchands ou non, exprimés par des groupes organisés.

La recherche pour l'environnement demande par ailleurs une véritable interdisciplinarité entre de multiples domaines scientifiques. La question est donc de savoir comment faire une meilleure place à cette recherche aux échelles intermédiaires, celles où l'homme agit.

Cet objectif implique une véritable coopération entre organismes de recherche et le mise en œuvre de programmes finalisés avec des financements adaptés. Que ce soit pour l'eau, les paysages ou le montagne, ils sont encore bien rares. Reste aussi à créer des réseaux de chercheurs et de sociétés, pour construire des projets de recherche prenant en compte les préoccupations économiques, sociales ou politiques.

Yves Le Bars est directeur général du CEMAGREF (Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts).

SCIENCES • MEDECINE

Les feux de l'artifice

Destinés à l'industrie de pointe, les diamants de synthèse seront bientôt plus parfaits que nature

Le geste sûr, il a placé sous la loupe le minuscule joyau, a fait tourner entre ses doigts les multiples facettes. Exerçant par un savoir transmis de génération en génération, l'œil a plongé au cœur du cristal. Le diagnostic de l'œuvre est à la hauteur de ses espérances : vierge de toute inclusion, la pierre qui brille est « pure à la loupe dix fois ». Anvers, Amsterdam ou Paris, qu'il importe. Au royaume des diamantaires, la tradition est toujours semblable et l'objectif unique : tailler jusqu'à la perfection la précieuse gemme, pour la parer, la facetter, la polir, des mille feux qui lui donneront son éclat et sa valeur marchande.

Autres lieux, autres rêves. En 1990, la société américaine General Electric présente au monde le dernier-né de ses laboratoires de recherche : un diamant synthétique d'une pureté absolue, exclusivement constitué de carbone 12. Un diamant plus vrai que nature... Contrairement à la légende indienne qui voulait qu'il se reproduise indéfiniment à partir de lui-même, le plus prestigieux, le plus dur et le plus réfringent de tous les minéraux n'est en effet qu'un simple morceau de carbone cristallisé.

Du diamant naturel à la gemme synthétique, seul l'impératif industriel fait la différence, comme viennent de le rappeler les travaux présentés à l'université de Nantes, lors d'une exposition organisée par le CNRS, du 7 au 17 mars, sur le thème « Art, science et matériaux ». Produire pour la première fois en 1954 par General Electric, le diamant de synthèse, alors moine pur, n'en a pas moins connu ses premières applications dès les années 1960. Comparé à la pierre naturelle, il présentait un meilleur pouvoir de coupe et un rendement supérieur, qualités qui le rendent désormais irremplaçable pour l'usinage de matériaux durs et abrasifs.

La genèse de la Terre

Depuis lors, la synthèse des diamants a cessé de progresser vers la perfection. Les cristaux synthétiques atteignent aujourd'hui une régularité inégalable par la nature, qui leur ouvre la voie royale de l'industrie de pointe, celle des semi-conducteurs et des lasers. Au point que les orfèvres-joyailliers, auxquels ces considérations technologiques importent peu, commencent à s'inquiéter. A force de l'étudier, la chimie finit-elle par rejoindre la nature ? Isolé sur le marché des pierres précieuses par des mains peu scrupuleuses, rentre-t-elle, demain, d'usurper aux diamants authentiques leur incomparable brio ?

Car les diamants - les vrais - sont nés dans les entrailles les plus profondes de la Terre. Il y a de cela des millions d'années. Disséminés dans le manteau terrestre, le carbone y a trouvé les pressions et les températures suffisantes pour se



Bijoux Cartier, 1937.

cristalliser. Les précieuses pierres en ont jailli lors d'éruptions volcaniques extrêmement violentes, dont les vestiges les plus célèbres ont été découverts il y a un peu plus d'un siècle en Afrique du Sud, dans la région de Kimberley (1). Bien, rouge ou blanc, le diamant raconte ainsi à sa manière, rare et inaltérable, la genèse de la Terre. Et ce privilège, sans y suffire, contribue à lui donner sa fabuleuse valeur marchande. Le reste est affaire de pureté, de poids et de réfraction (le diamant possède le plus élevé des indices de réfraction connus), sans lesquels les tailleurs de cristal ne pourraient apprivoiser ses scintillements de lumière.

Un voyage le long du fleuve Orange, dans cette Afrique du Sud où des hommes blancs venus de Hollande ont fondé en 1888 l'empire sans égal de la De Beers, a suffi pour en convaincre le diamantaire parisien Edouard Sira- kian : « Le diamant est un trophée », dont la puissance et la gloire restent inaccessibles au plus parfait cristal de synthèse. Et lorsque l'on se souvient qu'il faut, pour obtenir un gramme de diamant pur, traiter 20 000 kilos de roche diamantifère, on comprend sans peine qu'à la chambre de commerce et de l'industrie de Paris, seul organisme français habilité à délivrer des certificats d'authenticité des pierres précieuses, la caractérisation des diamants soit monnaie courante.

Couleur, poids, teneur en inclusions, inclinaison et dimension des facettes : leurs signes distinctifs y sont rigoureusement définies selon les normes internationales, offrant ainsi aux professionnels (négo- ciants, courtiers, antiquaires ou commissaires-priseurs), chaque année, plusieurs milliers de cartes d'identité microscopiques.

Jaune canari

« En ce qui concerne le diamant, les imitations sont assez faciles à identifier », précise M. Jean-Paul Poirat, responsable du laboratoire de contrôle. Qu'il s'agisse d'alumine cristallisée, de titane de stirotrium, ou même du très réfractaire oxyde de zirconium cubique (la meilleure imitation du diamant que l'on connaisse à l'heure actuelle), un simple réflectomètre suffit à en mesurer l'indice de réfraction, toujours différent de celui des vrais diamants. Les difficultés d'identification ne concernent finalement que quelques pierres de couleur fantaisie, dont la production a soudainement augmenté avec la découverte, il y a quelques années, d'un important gisement de diamants roses en Australie.

A l'heure actuelle, les « pierres de feu » donnent donc moins de soucis froids aux gemmologues que les rubis ou les émeraudes. « Dans les imitations sont beaucoup plus convaincantes ». Mais pour

combien de temps ? Car, pour les joyailliers, épris de naturel, un faux frère autrement plus dangereux, le diamant de synthèse, s'annonce déjà. Même si les diamants de fabrication industrielle s'apparentent encore plus souvent à des grains de sable qu'à des joyaux à servir pour les grands de ce monde. Même si leur couleur, jaunâtre, en signe encore trop crûment l'artifice.

« Sans vouloir faire de la prospective, il est certain que la situation va devenir plus délicate avec le développement des macrocristaux de synthèse, destinés à l'industrie électronique ou à celle des lasers », affirme M. Jean-Paul Poirat. Déjà, les Japonais produisent des diamants de synthèse dont le poids atteint plusieurs carats (1 carat = 0,2 gramme). Et encore ceux-là annoncent-ils la couleur : un jaune canari franc et clair, qui ne peut être confondu avec le « blanc extraordinaire plus » dont la pureté fait la fierté des diamantaires.

Qu'advient-il, en revanche, lorsque se multiplie la fabrication de diamants parfaitement incolores, tel celui annoncé il y a quelques mois par General Electric ? « Le microscope n'y suffit plus, prévient déjà M. Jean-Paul Poirat. Pour trancher entre le faux et le vrai, il faudra avoir recours à des mesures fines de conductivité électrique, ou encore étudier les réactions du minéral en spectrométrie infrarouge. »

Cours de gemmologie

Déjà employés au laboratoire de contrôle de la chambre de commerce pour l'analyse des rubis et des émeraudes, ces appareils risquent donc, dans les temps à venir, d'être de plus en plus mis à contribution. Une évolution prévue également par l'Institut de physique et chimie des matériaux (IPCM) du CNRS de Nantes, qui a récemment décidé de consacrer une partie de ses activités à l'expertise des pierres précieuses.

« Sur environ dix mille joyailliers en activité en France, seulement 5 % possèdent un brevet de gemmologie », précise M. Bernard Lussier. Sous la houlette de ce chercheur de l'IPCM, professeur à la faculté des sciences et des techniques de l'université de Nantes, un complément de formation en gemmologie a même été créé, qui délivre depuis 1983 aux professionnels de la joaillerie un doctorat d'expertise.

De la microsonde à effet Raman aux infrarouges à transformation de Fourier, en passant par un microscope à balayage à effet de champ unique en Europe, les « étudiants » qui participent à ces cours très particuliers (une soixantaine sont actuellement inscrits) peuvent s'initier aux techniques les plus performantes de la gemmologie. A condition, bien sûr, que les chercheurs de l'Institut des matériaux ne soient pas en train de les utiliser pour leurs propres travaux.

CATHERINE VINCENT

(1) D'où le nom donné au principal type de roches volcaniques dans lesquelles ont été découverts des diamants, les kimberlites.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES SYNDICATS ET L'EUROPE

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)

La stérilisation des malades mentaux

Suite de la page 15

Pour sa part, d'un point de vue général, le Conseil national de l'ordre des médecins estime que la stérilisation chirurgicale masculine ou féminine « est une intervention mutilante qui, dans la majorité des cas, n'est pas actuellement réversible et dont les conséquences psychologiques et morales sont imprévisibles. Elle ne peut être pratiquée que pour des motifs très sérieux qui amènent à conseiller formellement et définitivement la grossesse. Le consentement du sujet dûment éclairé est indispensable et l'avis du conjoint doit être recueilli. Un délai de réflexion de deux mois doit être imposé et la technique employée doit, autant que possible, laisser des chances à une intervention réparatrice ».

Dans son commentaire du code de déontologie médicale, l'institution ordinaire se refuse toutefois à prendre plus précisément position, qualifiant simplement de « décision grave » la stérilisation des « psychopathes » et des « jeunes débilés influençables incapables d'utiliser un mode quelconque de contraception. Incapables aussi d'élever un enfant ». D'autres codes de déontologie apparaissent dangereusement plus laxistes. Ainsi, en Allemagne, ce code stipule-t-il : « Les stérilisations sont permises en principe lorsqu'elles sont indiquées pour des motifs médicaux génétiques ou sociaux. » « On ne peut qu'être étonné de constater qu'en dépit de l'épisode hitlérien et malgré le code de Nuremberg, des législations eugéniques continuent d'exister dans certains Etats des Etats-Unis, dans les pays scandinaves ou au Japon, déclare le docteur Louis René, président du conseil national de l'ordre des médecins. Dans ces pays la stérilisation peut être imposée à certains psychopathes, délinquants, pervers sexuels et même

épileptiques par décision de l'autorité publique ».

Quelle que soit l'argumentation invoquée, il est clair toutefois que les stérilisations imposées ne sont très généralement aujourd'hui que des solutions caricaturales au problème plus général du droit à la sexualité des handicapés mentaux et des personnes souffrant d'affections psychiatriques graves. Comment faire si, comme on peut aisément le comprendre, on tient pour indispensable d'empêcher toute procréation et si l'on estime, dans le même temps, que le droit à la sexualité ne doit pas être entravé ? En pratique, les contraceptifs injectables, efficaces sur de longues périodes ou encore l'usage de stérilites, permettent souvent de trouver une solution qui ne concerne, il est vrai, que les personnes de sexe féminin. Lorsque ce n'est pas le cas il n'est pas rare que l'avortement - imposé - soit mis en œuvre.

De chirurgicale, la stérilisation devient ainsi chimique, c'est-à-dire réversible. Il n'en reste pas moins vrai que dans l'immense majorité des cas, ces pratiques sont effectuées sous la contrainte, l'accord du malade ne pouvant être obtenu. Faut-il être critique vis-à-vis de telles pratiques mises en œuvre en dehors de tout cadre législatif et réglementaire et ne reposant que sur la conscience du médecin ou, au contraire, considérer qu'elles offrent l'avantage de fournir une solution somme toute raisonnable à un problème des plus délicats ? Quoi qu'on pense, elles permettent de mesurer le chemin parcouru, les législations sur l'interdiction de la procréation, les progrès de la génétique moléculaire, ceux du diagnostic prénatal et l'émergence de la médecine prédictive confiant aujourd'hui à l'eugénisme un tout autre visage et une nouvelle dimension.

JEAN-YVES NAU

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
5, rue de Montnessay, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télécopieur : 45-55-94-70 • Société filiale du Journal Le Monde et Regie Presse SA

Imprimé de : Monde 12, rue Gambourg 94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 347 ISSN : 0395-2037

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - TAPAZ LEMONNE ou 36-15 - TAPAZ LM

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-23-33

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Je certifie avoir l'obligation d'envoyer tous les numéros propres en capital d'impression

Pour la FINLANDE

suivez les cygnes...

"Un des pays FINLANDE". La ville blanche du nord se dresse à l'horizon au-dessus du Port sud d'Helsinki et son grand marché coloré.

Par la joyeuse ambiance marine de sa capitale, ses rues, ses monuments, ses boutiques la Finlande dévoile une de ses facettes au touriste arrivant par la mer. Le pays du temps de vivre, ses lacs par milliers et sa nature généreuse, vous attendent.

Et au Nord, la LAPONIE, un univers préservé : loin des bruits, vous entendrez que l'eau, le vent, les chants d'oiseaux. Les paysages se succèdent avec harmonie : collines et bois clairs où filent les rayons de soleil, lacs où les cygnes chanteurs semblent annoncer quelque heureuse prophétie, cours d'eau lumineux et transparents.

L'air du Nord y est tiède et le temps ne compte pas sous ce soleil de minuit, omniprésent tout l'été.

Et la Laponie vous donne envie de vous recueillir un corps neuf : marche, canot sur le lac d'Inari, pêche, randonnées en 4x4, bateau, mountain bike... autant de moments qui resteront inoubliables !

Quel que soit votre choix : votre voiture, train, voyage organisé, vous saurez tout sur vos prochaines vacances en nous retournant ce coupon.

Nom : _____ Adresse : _____ Ville : _____

OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLANDE
13, rue Anber 75009 PARIS
Tél. : (1) 42 66 40 13
Minitel 3615 Finlande

Finlande
naturellement votre

Jameson Irish Whiskey.

JAMESON & SON

Established Since 1780

IRISH WHISKEY

DISTILLED, MATURED AND BOTTLED
IN IRELAND BY

John Jameson & Co. LTD.

STREET,

REGISTERED

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. A consommer avec modération.

هذا من الامم

ARCHITECTURE

Un symb

La nouvelle mairie de Tokyo a été inaugurée, le 9 mars, en présence de personnalités japonaises et étrangères. Le maire de Paris, Jean-Pierre Chevènement, a été l'un des invités d'honneur. La cérémonie a été très solennelle. Le maire de Tokyo, Ryū Goto, a prononcé un discours dans lequel il a souligné l'importance de cette occasion. Il a également mentionné la coopération entre les deux villes.

Ce bâtiment, conçu par l'architecte japonais Kenzo Tange, est un exemple de l'architecture moderne. Il est situé dans le quartier de Nishi-Shinjuku. Le bâtiment est composé de deux tours jumelles, chacune haute de 243 mètres. Les tours sont reliées par une passerelle au sommet. Le bâtiment est considéré comme l'un des plus importants de Tokyo.

Le bâtiment est un exemple de l'architecture moderne. Il est situé dans le quartier de Nishi-Shinjuku. Le bâtiment est composé de deux tours jumelles, chacune haute de 243 mètres. Les tours sont reliées par une passerelle au sommet. Le bâtiment est considéré comme l'un des plus importants de Tokyo.

Un symbole de puissance et d'ambition. Mais, surtout, un symbole de la coopération entre les deux villes.

A

collages

décol

14 mars - 22 avr

FONDATION

CULTURE

ARCHITECTURE

Un symbole de l'opulence japonaise

Kenzo Tange signe la nouvelle mairie de Tokyo

TOKYO

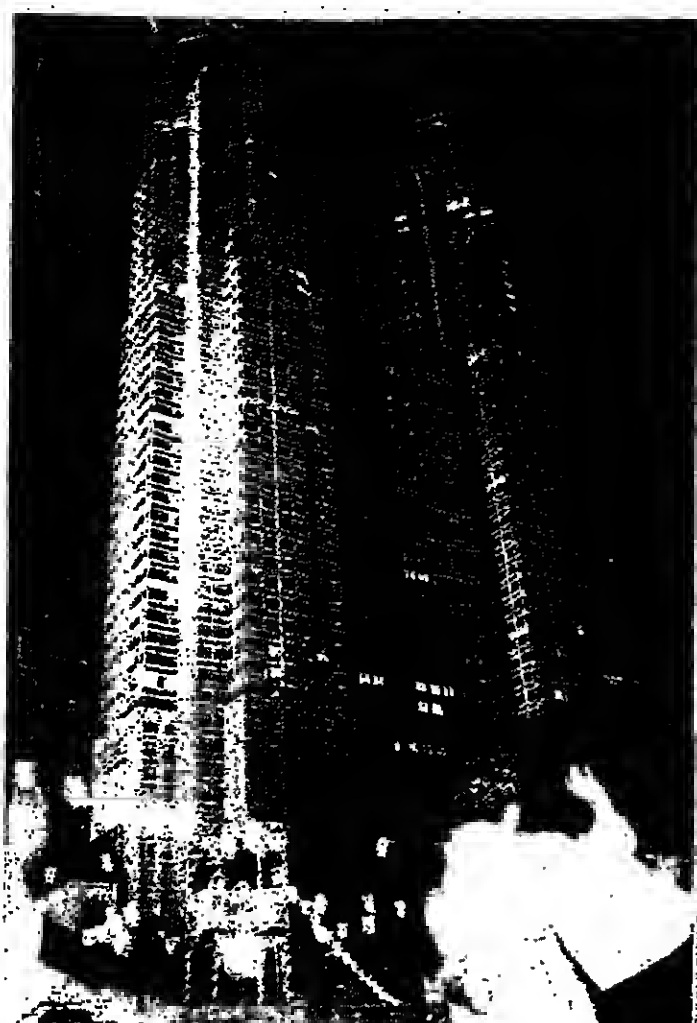
de notre correspondant

La nouvelle mairie de Tokyo a été inaugurée, le 9 mars, en présence de personnalités parmi lesquelles M. Jacques Chirac, maire de Paris. Le premier ministre, M. Toshiki Kaifu, était en revanche absent, le parti conservateur ne soutenant plus M. Shinichi Suzuki, gouverneur sortant, pour les élections locales du milieu d'avril. Monumentale, la nouvelle mairie soulève des controverses qui pourraient bien se traduire par de nouveaux scandales.

Ce gigantesque complexe architectural est composé de trois bâtiments dont deux tours parallèles de quarante-huit étages, hautes de 243 mètres, les plus hautes de la capitale. La mairie de Tokyo se veut, selon l'expression de son architecte, Kenzo Tange, « le reflet d'une ère d'opulence à l'aube du vingt et unième siècle ». Les deux tours du bâtiment principal, estime l'architecte mondiallement connu, rappellent celles de Notre-Dame de Paris. Le granit poli, gris souris, dont elles sont revêtues comme le caractère massif et quelque peu stalinien d'un ensemble qui tranche avec l'élégance élanée des tours voisines donne surtout l'impression d'une de ces inquiétantes et colossales bâtisses sorties d'un film de Fritz Lang.

« Monstruosité ostentatoire » pour ceux qui la comparent au palais de Ceausescu, la « Tax tower », comme l'ont déjà baptisée les Japonais, est en tout cas à l'image de ce qu'il y a de pire dans la capitale nipponne : le gigantisme. D'un coût de 156 milliards de yens (plus de cinq milliards de francs), la nouvelle mairie doit être, selon ses promoteurs, le symbole de Tokyo.

Un symbole de puissance et d'opulence. Mais précisément en cela, la nouvelle mairie est peu à l'image d'une ville qui, en dépit d'un gigantisme parfois accablant,



peut être agréable à vivre dans le détail de son chaos apparent — dans les quartiers-villages — et encore moins de ceux-ci sont de petites gens bien moins riches que ne le donne à penser le luxe ostentatoire

de certains édifices de consommation collective. La concentration de pouvoir et d'argent à Tokyo est néanmoins prodigieuse, inimaginable même à New-York. Le budget de cette mégapole de douze millions d'habitants (1) équivaut à

plus de la moitié de celui de la Chine : 46 milliards de dollars. Aussi la municipalité est-elle l'une des bases de pouvoir du camp conservateur.

A l'ordre du jour depuis des années, le déménagement de la mairie de Tokyo fait partie d'un plan de décentralisation du quartier de Marunouchi, voisin de Ginza, où depuis le début du siècle se sont rassemblées les instances du pouvoir économique. Le choix de Shinjuku est significatif. Tokyo s'est déplacé vers l'ouest. En dépit des protestations des habitants de la ville basse, à l'est, la mairie ne sera plus au cœur de la vieille cité des shoguns, mais à la périphérie de celle-ci. Le gouverneur va en quelque sorte vers ceux qui l'électent.

Scandale en filigrane

Shinjuku est en outre, depuis les années 1960, le quartier le plus « tokkyō » de la ville. « Cité sans nuit » à l'est de la gare, centre du capitalisme triomphant à l'ouest, tour à tour chaotique et ordonné, Shinjuku, quartier offert et secret à la fois, est une ville dans la ville. On y trouve tout : l'argent, le dénuement, l'appât de vivre comme l'oubli de soi.

L'implantation de la mairie va quelque peu bouleverser la vie de la partie ouest de Shinjuku, celle des quatorze tours appartenant à des grands groupes industriels ou occupées par des hôtels. Elle signifie en effet l'arrivée des 13 000 employés de la municipalité, le vent de 10 000 fonctionnaires et de 12 000 visiteurs qui viendront se joindre aux 200 000 personnes (parmi les 700 000 transitant chaque jour par la gare de Shinjuku) arpentant les quartiers des tours.

La nouvelle mairie fleurit surtout un scandale encore en filigrane, qui pourrait éclater à la faveur du règlement de comptes entre conservateurs qui se prépare pour l'élection du nouveau gouverneur le 21 avril : l'octogénaire mais encore vert M. Suzuki brigue en effet un quatrième mandat contre la volonté du parti conservateur (le Monde du 13 février).

Le gouverneur, l'architecte Kenzo Tange sont au cœur de cette affaire. Les relations entre les deux hommes remontent aux Jeux olympiques de Tokyo en 1964 : M. Suzuki était alors gouverneur adjoint et Kenzo Tange conçut le gymnase et la piscine olympique. On retrouve le même tandem pour l'Exposition universelle d'Osaka en 1970. Tout naturellement, l'architecte dirigea la campagne de M. Suzuki pour l'élection à la mairie de Tokyo.

M. Suzuki

et l'« empire Tange »

En 1986, Kenzo Tange fut désigné pour dessiner la nouvelle mairie. Adjudication pour le moins peu transparente, bien que les projets aient été soumis théoriquement de manière anonyme. Par la suite, au cours notamment d'étranges parties de golf organisées par Kenzo Tange, réunissant le « gratin » de la construction, les ententes préalables aux appels d'offres furent, semble-t-il, réalisées. La direction de la société constituée par la mairie pour gérer les travaux était composée en majorité de représentants des grands constructeurs, nous a dit M. Sato, secrétaire général des syndicats de la préfecture de Tokyo.

La construction de la mairie de Tokyo semble essentiellement l'affaire de l'« empire Tange » (auquel elle rapporta officiellement 1,7 milliard de yens). La « reine de l'ombre » de ce dernier est M^{me} Takako Tange, que la presse a surnommée « Imelda » (en référence à M^{me} Imelda Marcos, veuve de l'ancien dictateur philippin). Dans les rédactions comme dans les dîners en ville, les rumeurs abondent : M^{me} Tange est moins connue pour ses extravagances que pour être une femme de tête, gérant d'une main ferme une partie des contrats annexes à la construction de la mairie.

Pour les syndicats de la municipalité, la construction de la nouvelle mairie est l'une des plus éclatantes démonstrations de la collusion de la politique et des grands groupes de construction dans le détournement des deniers publics.

PHILIPPE PONS

(1) Si l'on inclut les préfectures périphériques, qui forment avec Tokyo une gigantesque agglomération urbaine, la population se chiffre à trente millions d'habitants.

CINÉMA

Un nègre blanc

Mr. JOHNSON de Bruce Beresford

Très noir dans son costume colonial blanc, Mr. Johnson sait lire et écrire. Il fait donc fonction de secrétaire auprès du représentant de Sa Gracieuse Majesté. Il n'en peut plus de fierté, se prend pour un Anglais, mais il est bien le seul... L'action se passe au Nigeria en 1923, et se veut la satire à la fois des « petits Blancs » qui se croient supérieurs, et des « nègres blancs » qui, fascinés par l'Occident, trahissent leurs traditions, leur culture, et naturellement se trouvent floués.

Le film de Bruce Beresford Mr. Johnson — tiré d'un roman homonyme de Joyce Cary — occupe délibérément les pontons : dans une Afrique bien propre de carte postale avec amplexes couchers de soleil,

les Noirs sont de grands enfants irresponsables mais débrouillards, habiles, fabuleux, sympathiques, qui dansent tout le temps et travaillent comme des bêtes pour un salaire de misère.

Les Blancs ne comprennent rien à l'insoluble mystère de ce pays. Quand ils habitent là depuis longtemps, ils sont devenus alcooliques, violents. Quand ils arrivent, ils sont tellement désarmés qu'ils se racrochent en aveugles au règlement. Laura, veillée humanitaire sont battues en brèche... Jamais l'huile ne se mélange à l'eau, comme disait Brecht.

Peut-être aurait-il fallu prévenir Bruce Beresford : la situation a évolué, les questions ne se posent plus tout à fait dans les mêmes termes actuellement, si bien que sa caricature rétro devient pour le moins ambiguë.

C. G.

Les champignons de l'ombre

Les Gallois ne cèdent jamais, pas même à la misère

COMING UP ROSES de Stephen Bayly

La vie est difficile à Aberdare, petite ville minière du pays de Galles touchée par la crise économique. Et le Rex, dernier cinéma encore en activité, est obligé de fermer ses portes, faute de spectateurs. Quelques enfants, quelques vieilles dames, le fréquentent encore. L'une d'elles vient pour utiliser, gratuitement, les toilettes.

Trevor, le projectionniste, est chargé par la municipalité de garder la salle du Rex, en attendant qu'elle soit rachetée. Mona, la caissière-ouvreuse et marchande d'esquimaux se retrouve au chômage, et obligée de s'occuper du bébé de sa fille partie chercher fortune ailleurs. Trevor, divorcé, doit payer la pension de ses enfants empruntés de l'argent, qu'il doit rembourser et accepte de transformer, clandestinement, la salle de cinéma abandonnée en ébouisterie. Le champion manque dans les restaurants et les boutiques d'Aberdare. Trevor, ses amis et les vieilles dames, se mettent à cultiver des plants dans des couches de terreau répandues entre les feutails.

Coming up Roses fut présenté avec succès dans la section officielle « Un certain regard » du Festival de Cannes 1986. Que ce film n'ait pas été distribué plus tôt en circuit commercial reste un mystère. Cette comédie sociale où l'humour apparaît comme une défense contre le mauvais sort est très proche de certains films de Ken Loach, de Stephen Frears ou de Mike Leigh. Et, si l'espoir fait vivre, les personnages en ont à revendre.

Leur obstination à rester optimistes lorsqu'ils passent, brutalement, d'une réussite à un échec est à la fois très drôle et très émouvante. Il est moins question, ici, de la mort d'une ville que du refus de céder à l'adversité, dans la grisaille d'une ville au particularisme bien précis. Car, détail important qui contribue largement à l'originalité du film : celui-ci est remarquablement interprété par des comédiens gallois qui parlent leur dialecte comme pour affirmer, jusque dans les situations apparemment les plus absurdes, leur identité régionale.

Stephen Bayly, Américain qui fut producteur avec Tony et Ridley Scott, tourne en Angleterre pour Channel Four. Une certaine pratique du documentaire l'a parfaitement servi dans cette fiction réalisée, en grande partie, en décors naturels.

JACQUES SICLER

o *Cinéma Paradiso*, vainqueur des British Academy Awards. — *Cinéma Paradiso* a rallié dimanche 17 mars cinq British Academy Awards, les récompenses du cinéma britannique. Couronné pour le meilleur film en langue étrangère, le meilleur acteur (Philippe Noiret), le meilleur second rôle masculin (Salvatore Cascio), le meilleur scénario original et pour la meilleure musique, le film de Giuseppe Tornatore devance *les Affranchis*, de Martin Scorsese, récompensé trois fois : meilleur film en langue anglaise, meilleur réalisateur et meilleure adaptation. — (AP.)

o *Chamrousse* on les sommets du rire. — Traditionnel rendez-vous du cinéma souriant, la station de Chamrousse reçoit pour son Festival du film d'humour le réalisateur Nikita Mikhalkov, qui dirigera les débats du jury afin de départager une sélection de neuf films venus des quatre coins de l'Europe, du Canada et des États-Unis.

val du film d'humour le réalisateur Nikita Mikhalkov, qui dirigera les débats du jury afin de départager une sélection de neuf films venus des quatre coins de l'Europe, du Canada et des États-Unis.

► Jusqu'au 23 mars. Tél. : 76-89-92-65.

o Vente de la bibliothèque de Bernard Blier. — Livres, lettres de comédiens ou d'auteurs, photos et pipes ayant appartenu à Bernard Blier (le Monde du 16 mars) ont été dispersés pour près de 1 million de francs lundi à Paris, à la mairie du IX^e arrondissement, selon Jacques Tajan qui dirigeait la vente. L'enchère la plus élevée, 75 000 F, est allée à l'édition de Kehl (70 volumes) des œuvres complètes de Voltaire.

POUR GARDER UNE PEAU JEUNE VOUS AVEZ 30 SECONDES ?



A Jean-Christophe
VERITY
collages
découpages
TY

14 mars - 28 avril 1991

ESPACE ELECTRA
6, rue Récamier - 75007 Paris

FONDATION ELECTRICITE DE FRANCE

avec le concours de l'Institut National de l'Audiovisuel. Projections continues d'œuvres choisies - de 12h à 20h (sauf lundi) et jours fériés, jeudi jusqu'à 22h. Parking Boudcaut - Métro Sévres-Babylone

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

PRINTEMPS DES ARTS DE MONTE-CARLO Opéras de Puccini (20-22-24 mars) Production de l'Opéra de Monte-Carlo « MITRIDATE » RE DI PONTA par l'English Speech Festival Dr. : A. de Almeida RUGGERO, RAIMONDI et MARGHERITA ZIMMERMANN (21/4) JUNE ANDERSON (3/4) FELICITY LOTT (17/4) NINA MEGALOTI (24/4) MUSIQUE DE CHAMBERE Les Arts Florissants Dr. : William Christie (27/4) Archi della Scala et Cecilia Gasda (8/4) Camerata Academica de Salzbourg/Sandor Vagh (10/4) Les Virtuoses de Moscou Vladimir Spivakov (15/4) Quatuor Alban Berg (22/4) I Solisti Venedi Claudio Scimone (28/4) MUSIQUE SYMPHONIQUE Orchestre philharmonique de Monte-Carlo Dr. : Eric Kna LUCAS BERNARD (7/4) Dr. : Gianluigi Gelmetti MARIE ARGENTI (14/4) Dr. : Cecilia Navarro GARY HOFFMAN (21/4) DANSE Ballet de Monte-Carlo (30-31/3-1/4) JAMES SOLISTES C. Conti, soprano (30/3) A. Ubrich, mezzo (8/4) F. di Casola, clarinette (13/4) D. Anderszewski, violon (20/4) CINEMA Festival du film musical (20/3-20/4)	CHATELET THEATRE MUSICAL DE PARIS Dimanche 24 mars 16 heures 16 heures (p.a. Valais)	« Pénale Musicale et Transmutation » Solistes de l'ENSEMBLE INTERTEMPORAIN SOULIAT, BENO PETRASCH LES MIJUS MUSICAUX LES ELEVES DE LA ROYAL ACADEMY OF MUSIC Le 25 : MOZART Le 27 : BIZET, ARNE Le 29 : PURCELL Le 31 : WALTON HARRIES mezzo-soprano MICHAEL POLLOCK piano HAYDN, FAURÉ SCHUMANN PRO MUSICIS des grands talents de la jeune génération DESSAY soprano STEPHANE PETIT JEAN piano MOZART OFFENBACH DELIBES THOMAS Orchestre Philharmonique de Radio-France Dr. : Mark JANOWSKI COLLARD piano RAPHAEL OLEG violon LALO, D'INDY Les Concerts BOERINGER présentent le Quatuor VIA NOVA Les Sept Dernières Paroles du Christ HAYDN Rect. : Michael LONSDALE Yvette : J.-P. MORTEL Tél. Loc. : 42-62-40-66 LAZAR BERMAN piano SCHUBERT LISZT Quatuor ORLANDO RIAN DE WAAL FAURÉ, SCHUMANN
Eric LE SAGE SCHUMANN SCHUBERT piano Rens. Tél. 47-20-86-84 (p.a. Valais)	ORCHESTRE ET CHORALE KUENTZ BACH PASSION ST JEAN Samedi 23 mars 20 h 30 (Kriegel)	J.S. BACH Passion selon SAINT JEAN Concerto Köln Chœur Currende de Louvain Dir. : René JACOBS THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Dimanche 24 mars 20 h 30 Tél. Rens. 47-23-47-77 (p.a. Valais)
THE LONDON PHILHARMONIC Dir. : Charles DUTOIT VADIM REPIN violon BERLIOZ, SIBELIUS, CHOSTAKOVITCH		

MARS 91

Concerts Radio France

A TRAVERS CHANTS

Théâtre des Champs-Élysées

Mercredi 20 - 20 h 30 Philidor - Carmen Sandberg Soprano : Ghislaine Raphaël Mezzo-soprano : Sophie Fournier Ténor : Martin Hill Baryton : Jean-François Gardel Ensemble Ségur La Grande Écurie et la Chambre du Roy Direction : Jean-Claude Malgoire	Dimanche 24 - 15 h 30 Mendelssohn - Paulus Soprano : Sherr Greenwald Alto : Hanna Schwarz Ténor : Donald George Basse : Tom Kessner Chœur et Maîtrise de Radio France Orchestre National de France Direction : Emil Tschakarov
Jeudi 21 - Vendredi 22 - 20 h 30 Mendelssohn - Paulus Soprano : Sherr Greenwald Alto : Hanna Schwarz Ténor : Donald George Basse : Tom Kessner Chœur et Maîtrise de Radio France Orchestre National de France Direction : Emil Tschakarov	Mercredi 27 - 20 h 30 Une œuvre musicale chez Ravel 1850 Soprano : Anne-Sophie Schmidt Mezzo-soprano : Hélène Perraguin Ténor : Jean-Luc Viala Baryton : Olivier Lalonde Basse : Vincent Le Texier Piano : Christian Ivaki
Samedi 23 - 20 h 30 Mendelssohn - Paulus et l'Ancre Soprano : Jennifer Smith - Philippe Huttenlocher Catherine Napoli - Anne Monoryne - Jean-Paul Fouchécourt Ensemble vocal François Heur Les Musiciens du Louvre Direction : Marc Minkowski	Jeudi 28 - 20 h 30 Britten - Webern - Zemlinsky Mezzo-soprano : Hanna Schwarz Orchestre National de France Direction : Erich Leinsdorf

Radio France

Radio France 42 30 23 08
Théâtre des Champs-Élysées 47 20 36 37

CULTURE

THÉÂTRE

Jeunes loups d'aujourd'hui

A Rennes, un « festival des nouvelles tendances théâtrales » qui ne ment pas

Le Grand-Huit-Théâtre national de Bretagne, ex-maison de la culture de Rennes, comprend plusieurs salles qui doivent répondre aux besoins culturels de la population dans différents domaines - cinéma, danse, expositions, musiques, - mais d'abord théâtre. A côté des spectacles importants, de productions plus intimes, le directeur Emmanuel de Vericourt fait appel à la génération montante - François Tanguy ou Stéphane Braunschweig, il a eu l'idée d'organiser du 15 au 17 mars, sous le titre Emergences, un « festival des nouvelles tendances théâtrales ».

Il n'est pas tellement satisfait de la formulation. Le mot « festival » est à la fois ambitieux et banalisé, l'invocation à la nouveauté peut paraître prétentieuse. Pourtant, le public a suivi, il ne l'aurait peut-être pas fait pour une seule troupe inconnue. Sur plusieurs, on prend le risque de la bonne surprise qui fait oublier la mauvaise.

Les mauvaises surprises étant donc oubliées, il y avait là les *Muilles*, de Hermann Ungar, par Marc François, déjà présenté par le dernier Festival d'Automne. Il y avait une troupe rennaise, l'Arpenteur, avec une création, *Température extérieure* zéro degré, qui se passait dans une maison à l'abandon. Un parcours de labyrinthe dans des chambres modifiées ou fur et à mesure, décor surréaliste autour d'une histoire d'enfant disparu le jour de ses sept ans. C'est pendant la guerre, il neige. Un acteur, mêlé aux spectateurs debout, sondant les murs lépreux, éveille les voix des fantômes. La porte s'ouvre sur une servante qui, voyant tout ce monde, casse une

soupière. A partir de là, le passé intervient sur l'instant, comme des bribes de contes de fées, de vieilles chansons funèbres tournant sans fin dans la tête. Le surréel prend peu à peu le pas sur le réel. Les chambres se transforment en greniers magiques encombrés d'objets, d'objets quotidiens mais dévotés, et la dernière chambre, tendue de drap écarlate, est celle du premier désir, celle de l'absence...

Bien que construit également par assemblage de fragments - suite de séquences annoncées par une présentatrice, *Help*, du groupe tinois Balletum, donné dans l'une des salles du Grand-Huit, ne ressemble pas à *Température extérieure*. Les images sont nettes, façon high tech. Trois couples se chargent de décrire l'éternelle histoire du couple. Avec humour, tournant en dérision détresse et solitude, enchaînant banalités et vérités premières, geries de la séduction et de la lassitude, de la chasse à l'homme et à la femme...

Salomé et la syphilis

On pourrait trouver un certain rapport entre *Help* et le *Concile d'amour*, d'après Panizza, par la compagnie de Patrice Bigel, la Rumeur, la plus ancienne : elle a sept ans. Seulement, ce n'est pas sept personnes, c'est près d'une centaine de figurants qui en plus des comédiens occupent le vaste plateau de la grande salle, participent à la composition d'images somptueuses, inspirées par *Metropolis*, Bob Wilson ou Lavandant, images heurtées de la décadence occidentale. Il est vrai que dans le

Concile d'amour, on voit la Sainte Famille dans un état lamentable, incapable de remettre de l'ordre au Vatican, faire appel au Diable qui envoie sur terre Salomé et la syphilis. Par bonheur, le sida n'est pas mis en avant, mais une fois encore, le désarroi des hommes et des femmes face à face.

L'avantage de la Rumeur est d'avoir choisi un vrai texte, alors que les deux autres spectacles sont construits sur des scénarios maison, trop confus, trop légers. On pourrait dire sans doute que Patrice Bigel serre de bien près ses références, mais son expérience est passionnante. Que les comédiens du Balletum représentent des thèmes et des façons auxquels les spectacles de danse contemporaine nous ont habitués. Mais ils le font avec la rudesse de la gaucherie, qui leur donne un air d'authenticité. Quant à ceux de l'Arpenteur, ils rejoignent une conception de formes libres, d'un contact avec le public expérimenté pendant les années 60. Comme la plupart n'étaient pas nés, ils ne reproduisent pas, ils réinventent avec leur propre poésie.

Après tout, une tendance devient, redevient nouvelle dès que quelqu'un la fait aïe, et sept équipes se côtoient pendant un week-end finissant par provoquer l'événement. Ce « festival des nouvelles tendances » n'a pas menti. Il s'agit d'ailleurs répondu à la tendance effectivement nouvelle qui consiste à rassembler des personnalités fortes, forcément différentes les unes des autres, et à laisser faire, laisser rêver l'avenir.

COLETTE GODARD

MUSIQUES

Bon voyage !

Avant de partir aux Etats-Unis
l'Orchestre de Lyon rénové
jouait dans sa ville

MUSIQUE FRANÇAISE
à l'auditorium Maurice-Ravel
de Lyon

LYON

de notre envoyé spécial

Le dernier accord du *Deuxième Concerto pour piano et orchestre* de Saint-Saëns n'a pas fini de résonner dans l'auditorium Maurice-Ravel que, sans un regard pour le public, Jean-Philippe Collard se jette dans les bras d'Emmanuel Krivine. Ennu et ému, l'ex-jeune premier du piano français - quarante et un ans cette année, crierie grisonnante - vient de jouer comme nous ne l'avons jamais entendu. Est-il possible que ce concerto ne soit pas cette crépitante boîte à musique Second Empire dont tant de ses confrères se plaisent à remonter la mécanique ? Raffiné, réveur, technique impeccable, Jean-Philippe Collard se moque de la tradition. Il est des trublions plus féconds que l'authenticité. Rêve-t-elle avec un grand A.

A la tête de l'Orchestre national de Lyon, Emmanuel Krivine l'accompagnait, les 14 et 15 mars derniers, d'une façon si attentive, si complice, que l'on en oublie l'acoustique désastreuse de la salle lyonnaise. Son orchestre a fait de grands progrès. Les exigences d'Emmanuel Krivine n'ont pas été vaincs. Les nouveaux venus recrutés avec soin se sont si rapidement intégrés à la formation qu'elle sonne avec l'homogénéité d'un « vieil » orchestre.

Un envol de messages affolés

L'Apprenti sorcier de Paul Dukas, « la Scène d'amour » de *Roméo et Juliette* de Berlioz, la « Deuxième Suite » de *Daphnis et Chloé* témoignent de la véritable naissance de cette formation créée en 1969. Un exemple : trop souvent « le Lever du jour » de *Daphnis* ressemble à un envol de messages affolés, avec Krivine l'entraîne des bois et des cordes semble peu à peu perdre la brume du matin pour s'imposer triomphalement. Sa recette est simple : tempo lent, rythme infatigable, crescendo inexorable, couleurs fondues dans la transparence des plans sonores. Admirable !

L'Orchestre de Lyon part en avril tourner aux Etats-Unis, ses solistes seront les plus jeunes Jean-Philippe Collard et Bruno Leonard Gelber. S'il n'a pas encore l'infatigabilité des grands ensembles américains, il n'est pas chauvin d'affirmer qu'il parle la musique avec un bel accent européen.

ALAIN LOMPECH

► Emmanuel Krivine vient de publier chez Denon un remarquable enregistrement de *Shéhérazade* de Rimski-Korsakov.

► L'Opéra-Bastille reporte son concours de chant - Le Concours international de chant qui devait avoir lieu à l'Opéra-Bastille du 2 au 13 mai prochain est reporté au mois de mai 1993. Une décision due, selon la direction, « aux restrictions budgétaires que l'Opéra de Paris doit supporter comme tous les établissements publics culturels ». - (AP)

Racine, Hugo, Camus à la Comédie-Française

Au cours de sa première conférence de presse en tant qu'administrateur général de la Comédie-Française, Jacques Lassalle a donné les grandes lignes de la politique qu'il entend mener pendant son premier mandat.

Création salle Richelieu : *Iphigénie*, de Racine, mise en scène de Yvonne Karkos, coproduction avec le TNS à la mi-octobre 1991 ; *Le roi s'amuse*, de Victor Hugo, par Jean-Luc Boutté, décembre 1991 ; *Caligula*, de Camus, par Youssef Chahine, février 1992 ; *l'Ecole des maris et la Comtesse d'Essebagnas*, de Molière, par Jacques Lassalle, avril 1992 ; *Messéniade*, de Lermontov, par Anatoly Vassiliev, mai 1992.

Grandes reprises

Parmi les grandes reprises : *le Barbier de Séville*, de Beaumarchais, par Jean-Luc Boutté ; *la Fausse Suivante*, de Marivaux, par Jacques Lassalle, création le 29 avril ; *la Tragédie du roi Christophe*, d'Aimé Césaire, par Idrissa Ouedraogo, création le 8 juin ; *le Médecin malgré lui* et *le Médecin volant*, par Dario Fo, qui partira également en tournée, ainsi que *le Nuit de*

l'Iguane, de Tennessee Williams par Brigitte Jacques, créé au Théâtre des Quatre-Juifs, et *la Vie de Galilée*, de Brecht, la dernière mise en scène d'Antoine Vitez.

En attendant l'ouverture du Vieux-Colombier en décembre 1992, la Comédie-Française présente à l'extérieur, outre *le Nuit de l'Iguane* à Ivry, *On purge bébé*, de Feydeau, par Jean-Christophe Averty aux Bouffes du Nord - 17 avril, fin juin. En novembre 1991, *Un mari, de Svevo* au Théâtre de la Colline, un *Pirandello*, *le Revizor*, de Gogol, au Théâtre de la Ville en octobre 1992 et, en projet pour Avignon 1992, *le Cid*, de Corneille, par Alexander Long, directeur du SchillerTheater de Berlin.

Enfin, Jacques Lassalle a annoncé le développement de la mémoire de la troupe et de ses archives, par l'audiovisuel, par la publication des pièces du répertoire, et par celle d'une revue qui complètera le *Journal de la Comédie Française*.

C. G.

► Renseignements, 40-15-00-15. Les inscriptions pour les abonnements se feront à partir du 14 mai en écrivant à la Comédie Française, service des abonnements, place Colette, 75001 Paris.

ANNA PRUCNAL
"AUTO PORTRAIT"
Bermann, Cornann, Fassbinder, Mailand, Okouchava, Pasolini, Visconti...
66 F. LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

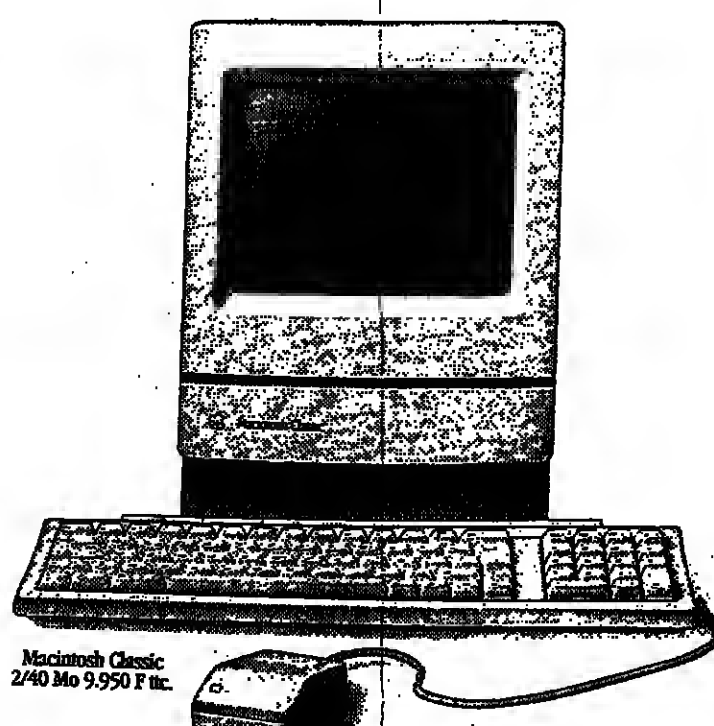
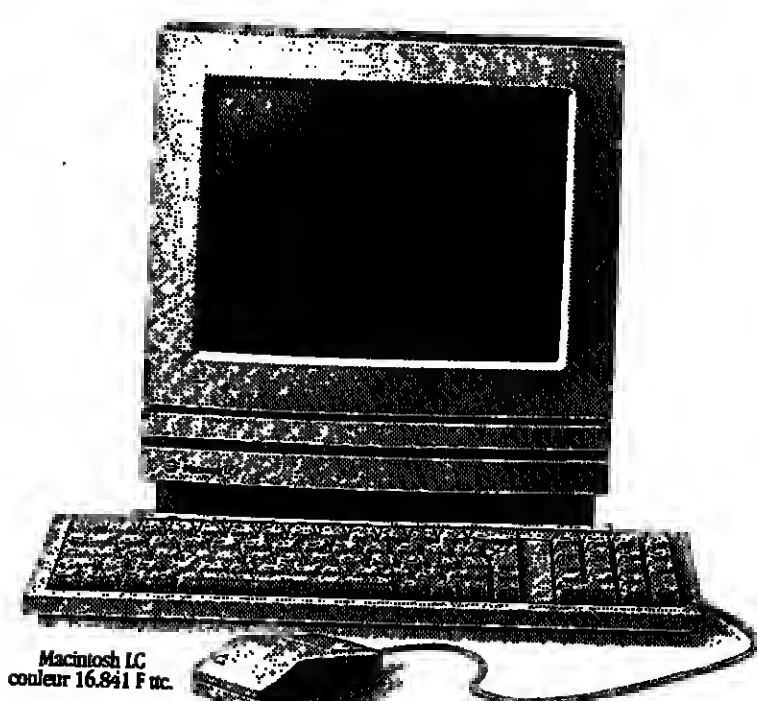
Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

GAVEAU
LES LUNDIS MUSICAUX
25 mars 1991 - 20 h 30
CECILIA GASDIA
Rossini - Bizet - Puccini - Massenet
8 avril 1991 - 20 h 30
Katia RICCIARELLI
Tél. renseignements : 49 31 05 07

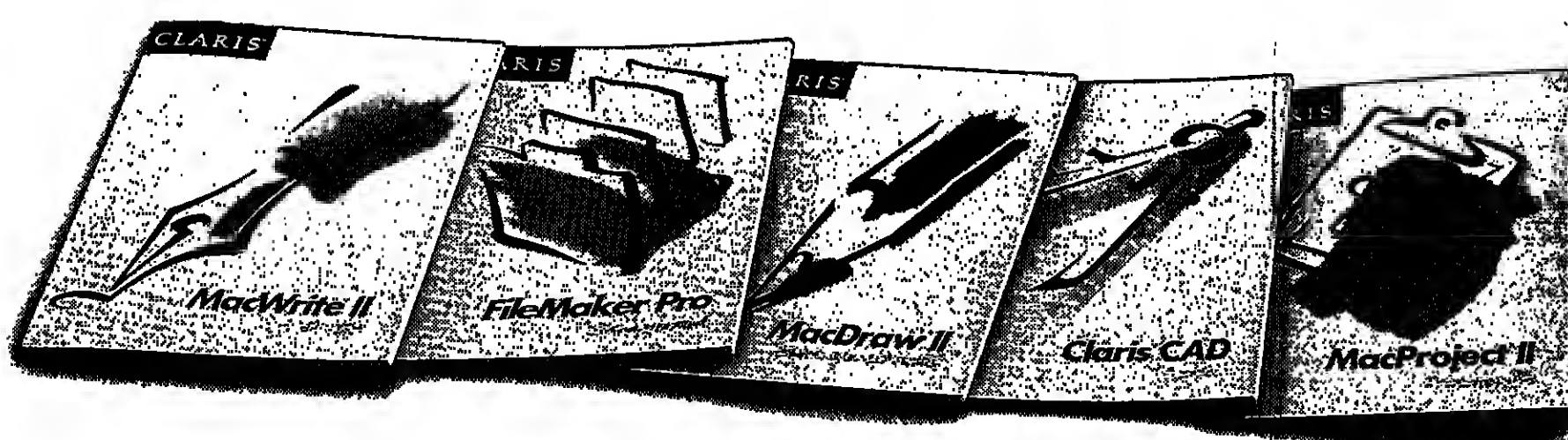
ORCHESTRE COLONNE
Lundi 25 mars à 20h30
SALLE PLEYEL
MOZART
INTEGRALE des CONCERTOS pour FLÛTE
Patrick GALLOIS flûte
Fabrice PIERRE harpe
direction
BERTRAND de BILLY
Rens. 42 33 72 89

ODEON
MESURE POUR MESURE
dernière le 28 mars
43 25 70 32

Voici deux Macintosh



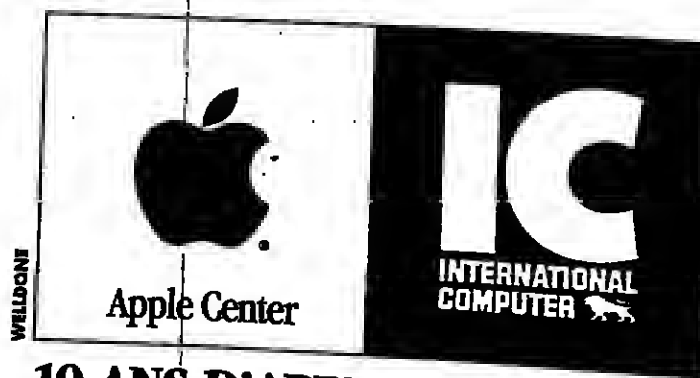
et cinq bonnes raisons exclusives de les acheter chez IC.



Après le choix Macintosh celui des logiciels est déterminant. IC vous offre en exclusivité et gratuitement les packs d'évaluation de 5 prestigieux logiciels: MacWrite II, MacDraw II, FileMaker Pro, ClarisCAD, MacProject II. Avec IC vous allez pouvoir immédiatement utiliser toutes les performances de votre nouveau Macintosh LC ou Classic et choisir en parfaite connaissance de cause les logiciels qui vous conviennent le mieux. En choisissant Macintosh vous êtes sûr de ne pas vous tromper. En l'achetant chez IC vous êtes sûr de pouvoir mieux choisir vos logiciels, et les acquérir

ensuite à un prix exceptionnel. IC est un des premiers distributeurs Apple en Europe, sa puissance d'achat en volume vous fera bénéficier d'une disponibilité immédiate sur toute la gamme Apple y compris sur les nouvelles imprimantes StyleWriter et Personal Laser Writer LS. IC c'est aussi 10 ans d'expérience et de conseils, une maintenance performante et économique, la formation, et sans doute le plus important le sourire. Il ne vous reste plus qu'à choisir une heure pour venir acheter votre Macintosh chez IC du lundi au samedi de 10 h à 19 h.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

Offre exceptionnelle pour l'achat d'un Macintosh et strictement limitée aux stocks disponibles.

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS • APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS • IC MARSEILLE 91 37 25 03 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE • IC TOULOUSE 61 25 62 32 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE • IC NANTES 40 47 08 62 3 ALLÉE DES TANNEURS COURS DES 50 OTAGES 44000 NANTES • IC LYON 78 62 38 38 47 COURS DE LA LIBERTÉ 69003 LYON
LES HEURES D'OUVERTURE SONT SUSCEPTIBLES DE VARIER SELON LES POINTS DE VENTE, RENSEIGNEZ-VOUS.

500 من الإجمالي

Le Monde

25 L'harmonisation de
Ventes d'armes

La force des marchés

En un mois, le dollar vient de bondir de plus de 10 % sur les marchés des changes, passant de 1,45 à 1,62 deutschemark et de 4,95 à 5,54 F. Son ascension, certes, doit beaucoup au succès américain dans la crise du Golfe (l'effet guerre du désert), auquel se sont ajoutés l'espoir d'un redémarrage de l'économie aux Etats-Unis et la perspective d'un lent rétablissement de la balance commerciale de ce pays. En outre, la possibilité de voir la Réserve fédérale mettre un terme à sa politique d'assouplissement du crédit a pu rendre plus attrayants les placements en dollars, car la baisse des taux d'intérêt outre-Atlantique rendait de moins en moins rémunérateurs. De plus, la crise politique qui ébranle l'URSS ne peut qu'affaiblir le mark, minuscule d'un pays directement exposé aux vents glacés de l'Oural.

L'ampleur du mouvement de balancier a tout de même surpris. Il y a à peine un mois, les banques centrales ne s'intéressaient pour empêcher le dollar de descendre au-dessous de 1,45 DM. La semaine dernière, elle n'ont pu freiner sa hausse irrésistible, les opérateurs adorant ce qu'ils avaient brûlé et se précipitant pour racheter un billet vert vendu à carter ouvert. L'effet «mouton de Panurge» a joué à plein. Cette hausse a surpris certes, les industriels européens, qui souffrent de la concurrence des exportateurs américains, de plus en plus compétitifs grâce à la dévaluation de leur monnaie. Mais elle risque de méconter le gouvernement des Etats-Unis, dans la mesure où elle ne compromet la réduction de la balance commerciale et, peut-être, la reprise de l'expansion.

Elle risque aussi d'inquiéter la Banque fédérale d'Allemagne, qui a érigé en dogme la conception d'un mark fort. L'un des meilleurs moyens de lutte contre l'inflation importée, au moment où les augmentations salariales défilent en RFA (+ 6 % pour les fonctionnaires). Il est donc probable que le groupe des sept pays les plus industrialisés va tenter à nouveau de «casser» cette hausse, dont l'ampleur paraît peu justifiée aux opérateurs de sang-froid, et attendre que le mouvement s'essouffle. Mais la «force des marchés» n'est pas un vain mot, et bien des surprises sont possibles. En ce cas, on pourrait envisager une réaction de l'Allemagne, susceptible de relever ses taux d'intérêt pour défendre sa monnaie, et du Japon, qui redoute par-dessus tout le renchérissement de ses importations.

F. R.

Michèle SA...
Directeur de recherche

“COMPRENDRE
L'ÉCONOMIE”

... pour prévoir

BON DE COMMANDE
LE JOURNAL DES FINANCES

prix : 49 Frs - à retourner au
122, rue Réaumur

25 L'harmonisation des taux de TVA en Europe
Ventes d'armes : mise au point de M. Védrine

26 Technologies : le salon Hifi 1991
28 Les Editions Bolland en quête de repreneurs

28 Les difficultés du « Quotidien de Paris »
30 Le marché des quotas laitiers

Alors que le dollar poursuit son irrésistible hausse

Le franc résiste bien à la baisse des taux d'intérêt

La force des marchés

En un mois, le dollar vient de bondir de plus de 10 % sur les marchés des changes, passant de 1,45 à 1,62 deutschemark et de 4,95 à 5,54 F. Son ascension, certes, doit beaucoup au succès américain dans la crise du Golfe (l'effet guerre du désert), auquel se sont ajoutés l'espoir d'un redémarrage de l'économie aux États-Unis et la perspective d'un lent rétablissement de la balance commerciale de ce pays. En outre, la possibilité de voir la Réserve fédérale mettre un terme à sa politique d'assouplissement du crédit a pu rendre plus attrayante les placements en dollars, que la baisse des taux d'intérêt outre-Atlantique rendait de moins en moins rémunérateurs. De plus, la crise politique qui ébranle l'URSS ne peut qu'affaiblir le mark, monnaie d'un pays directement exposé aux vents glacés de l'Oural.

L'ampleur du mouvement de balancier a tout de même surpris. Il y a eu, en un mois, les banques centrales intervenant pour empêcher le dollar de descendre au-dessous de 1,45 DM. La semaine dernière, elle n'ont pu freiner sa hausse irrésistible, les opérateurs admettant ce qu'ils avaient brulé et se précipitant pour racheter un billet vert vendu à carats ouverts : l'effet « mouton de Panurge » a joué à plein. Cette hausse satisfait, certes, les industriels européens, qui souffraient de la concurrence des exportateurs américains, de plus en plus compétitifs grâce à la dévaluation de leur monnaie. Mais elle risque de mécontenter le gouvernement des États-Unis, dans la mesure où elle peut compromettre le redressement de la balance commerciale et, peut-être, la reprise de l'expansion.

Elle risque aussi d'inquiéter la Banque fédérale d'Allemagne, qui a dirigé en dogme le concept d'un mark fort, l'un des meilleurs moyens de lutte contre l'inflation importée, au moment où les augmentations salariales défilent en RFA (+ 6 % pour les fonctionnaires). Il est donc probable que le choc de sept pays les plus industrialisés venant à nouveau de « casser » cette hausse, dont l'ampleur paraît peu justifiée aux opérateurs de sang-froid, et attendre que le mouvement s'assouisse. Mais la « force des marchés » n'est pas un vain mot, et bien des surprises sont possibles. En ce cas, on pourrait envisager une réaction de l'Allemagne, susceptible de relever ses taux d'intérêt pour défendre sa monnaie, et du Japon, qui redoute par-dessus tout le renchérissement de ses importations.

F. R.

Préant les marchés financiers à contre-pied, la Banque de France a abaissé lundi 18 mars d'un quart de point son taux d'intervention, ramené de 9,25 % à 9 %. Cette mesure n'a pas affecté la relation entre le franc et le mark, la devise française profitant en particulier de la nouvelle et forte hausse du dollar. Mardi matin, le billet vert valait 1,62 deutschemark et 5,54 francs sur les marchés européens.

M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances et aptère de la dette du loyer de l'argent, déclarait il y a trois semaines : « Les indications données par le marché (la baisse des taux) s'orientent dans la bonne direction. » Et il y a dix jours : « Il est vraisemblable que les taux français pourront être orientés à la baisse, car les marchés anticipent actuellement. » Effectivement, cette anticipation avait provoqué un reflux des taux à court terme, revenus de 10 % au début de l'année à 9 1/8 - 9 1/4 % actuellement, donc un peu au-dessous des

taux d'intervention de la Banque de France.

Mais cette dernière se trouvait plongée dans un environnement peu favorable, qui l'obligeait à privilégier la défense du franc. Le 31 octobre dernier, elle avait bien ramené de 9,50 % à 9,25 % son taux d'intervention, mais aussitôt après, la Banque fédérale d'Allemagne, soucieuse de lutter contre l'inflation et la surchauffe, avait jugé bon de relever d'un demi-point le sien, à 8,50 %, et récidivait le 31 janvier dernier. De plus, le taux de l'argent à court terme en RFA s'élevait, ces derniers temps, à près de 9 %, ce qui réduisait à peu de chose l'écart avec le taux français et contribuait à maintenir le cours du mark en-dessus de 3,40 francs, non loin de son cours plafond de 3,43 francs.

Pour ne rien arranger, le niveau très élevé des taux d'intérêt en Espagne, à l'initiative d'une banque centrale soucieuse elle aussi de maîtriser l'inflation, hissa le peseta au sommet du système monétaire européen, au détriment du franc français, en queue du même système. Double tracas pour la Banque de France. Or, vendredi 15 mars, la Ban-

que d'Espagne, saisie par un recul des prix en février et cédant aux pressions des autres instituts d'émission européens, a abaissé d'un point entier son taux d'intervention, ramené à 13,50 %.

Vers de nouveaux paliers

Restait le problème du mark, qui frôlait 3,41 francs jeudi dernier, au point d'alarmer M. Bérégovoy, qui déclarait sur Antenne 2 « vouloir éviter à tout prix la hausse des taux d'intérêt et, si possible, pour les baisser pour accélérer la reprise de l'activité ».

C'est fait, avec sans doute un peu de pression sur une Banque de France encore réticente, et tant pis pour le mark, qui, paradoxalement, est resté stable. A vrai dire, le paradoxe n'en est pas un, car nous l'avons dit, dans nos éditions datées 17-18 mars. La diminution de son taux d'intervention par une banque centrale est souvent prise comme une preuve de confiance dans sa monnaie (et non un manque, comme il a été écrit par erreur). C'est ce qui vient de se passer pour le franc, avec, il est vrai, l'aide providentielle de la hausse du dollar, en pleine ascension - à 1,62 DM con-

tre 1,45 DM il y a un mois - vis-à-vis d'un mark sur la défensive.

D'ores et déjà, les milieux financiers français envisagent d'ici à l'été des diminutions supplémentaires du taux d'intervention de la Banque de France, en route vers les 8,50 %. Cette diminution permettrait aux établissements bancaires d'abaisser à nouveau leurs taux de base (TBB), déjà ramenés de 10,50 % à 10,15 % - 10,25 % en novembre, ce qui permettrait de réduire le coût des crédits accordés aux entreprises, surtout les petites et moyennes, qui paient le TBB majoré de 2 à 5 points, tandis que les grandes entreprises s'alimentent directement sur le marché, au-dessous de 10 %.

Un danger toutefois existe, celui de voir la Banque fédérale d'Allemagne, pour qui la force du mark a toujours été le meilleur rempart contre l'inflation importée, durcir sa politique au cas où la devise germanique s'affaiblirait encore. C'est pourquoi la Banque de France a maintenu à 10 % la fourchette haute de ses pensions à très court terme, au cas où il lui faudrait faire remonter le loyer de l'argent à Paris pour défendre le franc.

FRANÇOIS RENARD

Au journal d'Antenne 2

M. Rocard se donne deux mois pour évaluer la reprise économique

M. Michel Rocard « espère » que les 10 milliards d'économies budgétaires annoncées il y a une semaine seront suffisantes, mais s'accorde deux mois pour y voir plus clair et « mesurer comment l'économie française est repartie », ajoutant que même sans la guerre il aurait fallu faire des coupes.

Invité lundi 18 mars du journal d'Antenne 2, le premier ministre estime que « l'après-guerre va ruiner l'optimisme au cœur des gens (...). Déjà les vivants sont davantage pleins, déjà l'investissement repart (...). La consommation a donné des signes de redémarrage ».

Après avoir confirmé que les prévisions de recettes du budget 1991 ne seraient pas complètement réalisées, M. Rocard a fait un vigoureux éloge de la politique de franc fort menée par le gouvernement : « Nous n'avons plus la menace d'une monnaie dévaluée qui s'effondre et qui dévalue (...). Un franc stable, un franc debout, c'est la garantie de l'emploi », a déclaré le premier ministre.

Stabilisation de la balance industrielle en 1990

La croissance allemande à l'origine du redressement du commerce extérieur de la France

Malgré la crise du Golfe et le renchérissement des prix pétroliers qu'elle a provoqué au cours du second semestre 1990, le déficit du commerce extérieur de la France s'est très peu aggravé. Il a atteint 50,3 milliards de francs, l'année dernière, contre 43,9 milliards de francs en 1989. Cette légère détérioration s'explique d'ailleurs complètement par l'alourdissement de la facture énergétique.

Le commerce extérieur, ou plutôt son déséquilibre, est depuis longtemps le point faible de l'économie française. A tel point qu'il a parfois forcé les pouvoirs publics à valentir volontairement la croissance pour freiner les importations, comme ce fut le cas en 1983. Il a surtout pesé longtemps incité les gouvernements en place à dévaluer le franc - ou à laisser filer sa parité par rapport aux monnaies fortes - afin de stimuler les exportations des entreprises françaises. Depuis 1987, la brusque et catastrophique détérioration de nos échanges de produits industriels avec l'étranger (1) a provoqué des doutes puis suscité de vives critiques sur le bien-fondé d'une politique de franc fort, un franc qui, survalué, gênerait sérieusement les entreprises françaises dans leur conquête des marchés étrangers.

Les résultats du commerce extérieur de 1990 apportent un début de réponse à ces interrogations et problèmes anciens. La première est que

l'économie française est probablement moins vulnérable que par le passé au renchérissement des prix du pétrole. Certes, la crise du Golfe n'a pas entraîné - de beaucoup s'en faut - le même choc qu'à la fin des années 70, lorsqu'avait débuté le long conflit entre l'Irak et l'Iran. Le prix du baril, qui ne valait que 13 dollars en 1978, avait grimpé à 17 dollars en 1979, puis à 28,7 dollars en 1980 pour culminer à 32,5 dollars en 1981 et même à 34 dollars en 1982 avant de commencer à baisser. Cette formidable hausse avait été agitée par un autre choc, celui du dollar qui valait 4,51 francs en 1978, était monté à 8,98 francs en 1983 sous l'effet des taux d'intérêt élevés pratiqués aux États-Unis pour combattre l'inflation.

Vus sous cet angle, les mouvements de prix survenus en 1990 du fait de l'invasion du Koweït par l'armée irakienne apparaissent dérisoires : le baril, qui valait 17,6 dollars en 1989, n'a augmenté que de 29 %, atteignant en moyenne 22,7 dollars en 1990. On peut à peine parler d'un choc.

On peut d'autant moins le faire que, payée en francs, la tonne de pétrole importée n'a augmenté que de 9 % d'une année sur l'autre, passant de 828 francs à 899 francs. Notre pays a ainsi économisé une douzaine de milliards de francs l'année dernière en payant son pétrole avec un franc fort. Si cet effet qu'à court terme on devrait plutôt parler d'un dollar déprécié, l'ancrage du franc au mark nous fait peu à peu bénéficier des avantages d'une monnaie solide, qui permet à un pays de payer relativement moins cher ses achats à l'étranger (2).

Le deuxième point manquant de l'année 1990 aura été l'arrêt de l'inquiétante dégradation des échanges de produits industriels avec l'étran-

ger : - 57 milliards de francs (matériel militaire y compris) après - 56 milliards en 1989.

Il est certain que ce résultat s'explique en grande partie par les formidables besoins d'une Allemagne en pleine réindustrialisation économique. Ainsi, en 1990, l'impressionnant déficit de nos échanges avec le voisin d'outre-Rhin - diminué de 16,8 milliards de francs, revenant de 58,6 milliards de francs à 41,8 milliards de francs. Cela est considérable. On aura une idée plus précise des formidables avantages que représente pour l'économie française le boom de la demande allemande quand on sait que le déficit de nos échanges, qui, en moyenne, avait atteint 4 milliards de francs par mois en 1988 et 5 milliards en 1989, n'a été que de 3,5 milliards de francs l'année dernière, ce chiffre se réduisant même à 2 milliards de francs au cours des trois derniers mois de 1990.

Cette heureuse évolution va-t-elle durer ? Là est bien sûr l'interrogation. L'examen attentif de nos échanges industriels n'incite pas à un optimisme excessif. Globalement, c'est-à-dire avec tous les pays étrangers, la stabilisation du solde de nos échanges de produits manufacturés s'explique uniquement par le gouffrage d'un seul poste : celui des automobiles et des pièces détachées. Nous gagnons là 8 milliards de francs, l'excédent dans ce domaine passant de 17 à 25 milliards de francs. Or c'est vers l'Allemagne justement que les exportations d'automobiles ont beaucoup augmenté. On sait à peu près ce qui s'est passé outre-Rhin : les Allemands de l'Ouest ont vendu leurs véhicules d'occasion à l'Est et ont racheté des voitures neuves. Ce phénomène va probablement cesser et, avec lui, le boom automobile dont nous avons bénéficié. On peut seule-

ment espérer que lui succèdera, en provenance d'Allemagne, une demande accrue de biens d'équipement, de biens de consommation et de biens intermédiaires, postes sur lesquels nos soldes se sont dégradés au sein même de la balance industrielle en 1990 vis-à-vis de l'étranger (3).

Autre interrogation : le déficit de nos échanges de produits manufacturés ne risque-t-il pas d'augmenter à nouveau si la croissance économique reprend ? La question vaut d'être posée car la relative amélioration de notre balance industrielle enregistrée l'année dernière s'explique beaucoup par le tassement général des échanges. C'est ainsi que l'ensemble de nos exportations n'a augmenté en valeur que de 3 % environ, contre 14,5 % en 1989, nos importations freinant quant à elles davantage, puisque, passant de + 19 % à + 3,3 %. Une réaccélération de l'activité provoquerait à peu près sûrement, comme c'est l'habitude, un fort rebond des importations, mettant en péril la stabilisation du solde industriel dont se réjouit tant le gouvernement.

Peut-être faut-il à contrario se rassurer en imaginant que la fin de la récession aux États-Unis et en Grande-Bretagne améliorerait nos échanges avec ces deux pays, qui se sont dégradés l'année dernière au point d'annuler complètement

l'amélioration enregistrée avec l'Allemagne : 16,8 milliards de francs gagnés ici, 13,3 milliards reperdus là.

Tel est le bilan d'une année 1990 meilleure que prévu mais qui, bien plus que par un choc pétrolier de très faible ampleur, a été profondément marquée par le ralentissement de la croissance économique dans le monde après trois années de forte activité, par la dépréciation du dollar (4) et enfin par le comportement même d'une Allemagne tant entière concentrée sur sa réunification économique.

ALAIN VERHOLDES

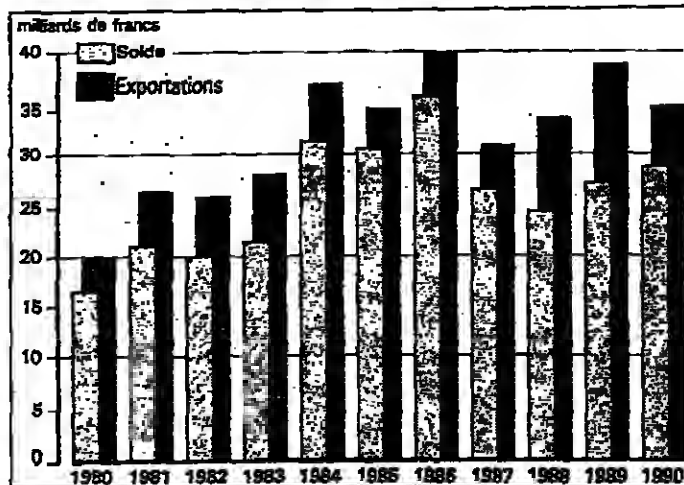
(1) Les échanges de produits industriels (y compris le matériel militaire) étaient largement excédentaires au début des années 80 (+ 97 milliards de francs en 1984, + 83 milliards de francs en 1985). En 1986, cet excédent s'est fortement réduit (+ 32 milliards) pour disparaître complètement à partir de 1987 (- 10 milliards). Les résultats de 1988 (- 42 milliards de francs) et 1989 (- 56 milliards) ont été encore plus mauvais.

(2) La parité moyenne du franc s'est appréciée de 7 % en 1990 vis-à-vis de l'ensemble des monnaies.

(3) En fait, hors ventes d'Airbus, le solde des biens d'équipement professionnels civils s'est très légèrement amélioré : ventes d'Airbus ont été freinées en 1990 par des prévisions survenant chez le constructeur anglais.

(4) Le dollar est passé de 6,38 francs en moyenne annuelle 1989 à 5,44 francs en moyenne annuelle 1990 (- 15 %).

Les ventes d'armes plafonnent



L'administration des douanes n'indique pas, dans ses statistiques d'exportations d'armes, les pays ou les zones destinataires. En revanche, on sait de source parlementaire (rapport Branger sur la défense) que 28 % des 20 milliards de francs de commandes militaires passées en 1989 émanaient des pays du Maghreb et du Proche-Orient, 45 % des pays industrialisés, 14 % des pays d'Extrême-Orient. Les mêmes sources indiquent que 56 % des

livraisons d'armement en 1989 sont allées vers des pays du Maghreb et du Proche-Orient.

On ne dispose d'aucun chiffre pour 1990, mais, d'après nos informations, les livraisons d'armes vers l'Irak auraient été très importantes pendant tout le premier semestre de l'année dernière (de l'ordre d'un milliard de francs par mois) avant de s'arrêter complètement en juillet, c'est-à-dire avant même l'invasion du Koweït.

Michèle SAINT MARC

Directeur de recherche au CNRS

“COMPRENDRE L'ÉCONOMIE”

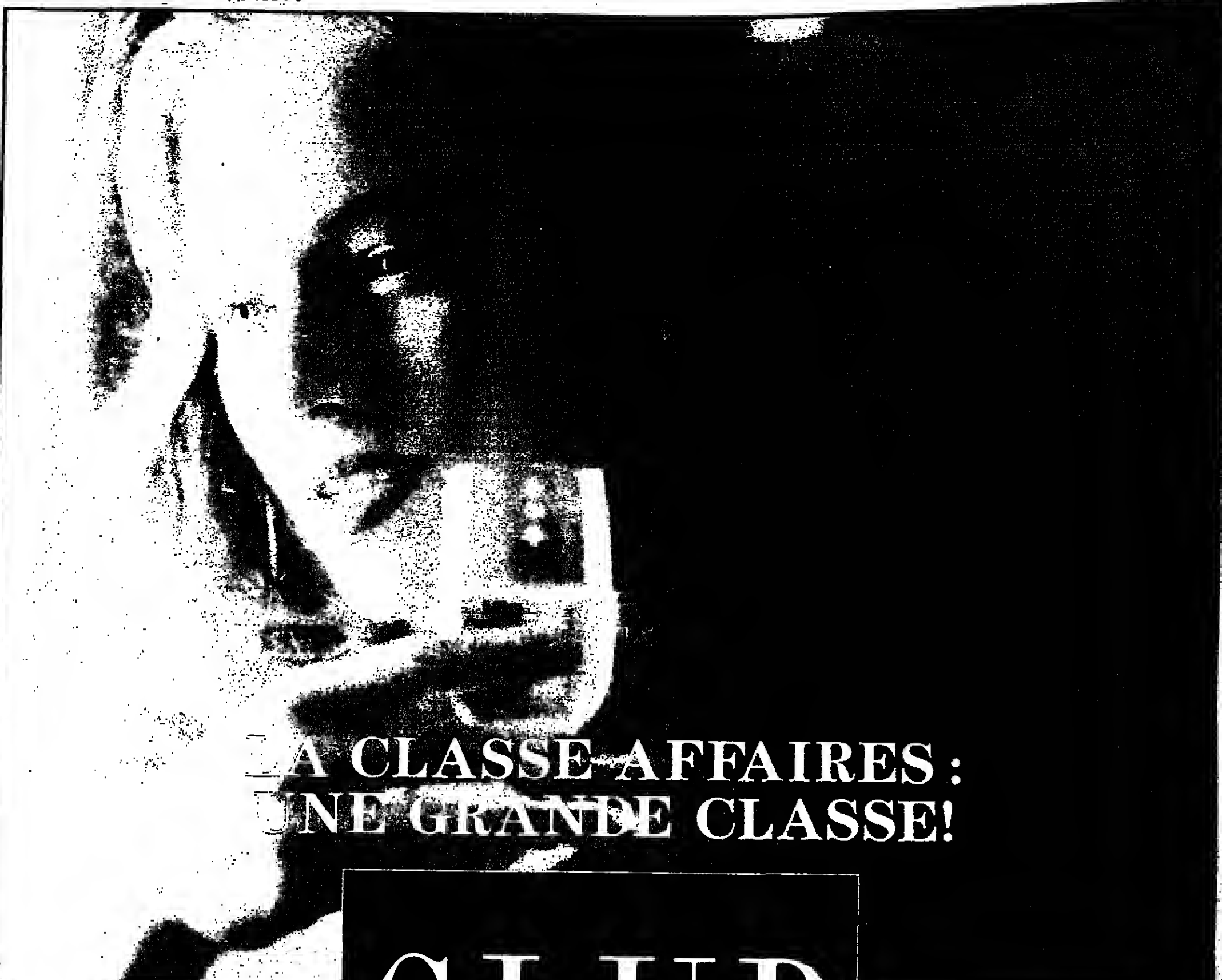
... pour prévoir la conjoncture

BON DE COMMANDE

LE JOURNAL DES FINANCES

nom
adresse

Le prix : 49 Frs - à retourner au Journal des Finances, 122, rue Réaumur - 75002 PARIS



LA CLASSE AFFAIRES :
UNE GRANDE CLASSE!

CLUB
ANA 

Les affaires avec classe.

Poursuivant sa tradition d'hospitalité et de fiabilité, ANA élève à un nouveau standard le service de la classe affaires avec CLUB ANA.

Dès que vous montez à bord, une multitude de détails vous montrent que CLUB ANA pense à votre confort. Comme nos sièges spacieux avec plus de place pour les jambes; des vêtements de vol pure laine; des écrans de télévision individuels* avec des jeux vidéo; et un plus grand choix de canaux de musique stéréo offrant un son CD de haute qualité.

Même notre porcelaine montre que l'on est au-dessus de la classe affaires. Vous aurez le plaisir de goûter des plats de toutes les régions du Japon, servis magnifiquement dans de la porcelaine fine Koimari.

Ou notre repas gourmet occidental, présenté élégamment dans de la porcelaine Royal Doulton.

Naturellement, tous vos désirs seront satisfaits par notre service discret et personnel qui a fait de ANA le favori des voyageurs expérimentés, dans le monde entier.

Que vous soyez un voyageur d'affaires, ou simplement un passager exigeant aux goûts raffinés, nous pensons que vous conviendrez que le service classe affaires CLUB ANA est un service de grande classe.

*Sur D400 et B747 seulement.



All Nippon Airways

Japan's best to the world.

Quelques détails dans le service peuvent varier suivant la route suivie et l'avion utilisé; ce service n'est pas disponible sur les vols opérés par des compagnies associées. ANA offre deux fois par semaine un vol Paris - Tokyo sans escale. Pour réserver ou pour d'autres renseignements, veuillez contacter votre agence de voyages ou All Nippon Airways, 91, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Téléphone: (1) 44.31.44.31.

CEE

Les Douze sur l'han

Le rapprochement des taux de TVA appliqués par les États membres de la Communauté européenne - condition nécessaire à la suppression sans drama des contrôles aux frontières à compter du 1^{er} janvier 1993 - pourrait s'avérer moins difficile que prévu. « Il n'est pas exclu que nous parvenions, avant le 1^{er} juillet, à un accord politique d'ensemble, y compris sur l'essentiel, à savoir le niveau minimum du taux normal de TVA », a estimé lundi 18 mars un collaborateur de M. Pierre Bérégovoy, à l'issue d'une rencontre des douze ministres des finances consacrée à la fiscalité indirecte. Un objectif que M. Jean-Claude Juncker, le ministre luxembourgeois qui préside les travaux des Douze, est déterminé à atteindre.

BRUXELLES
(Communauté européenne)

de notre correspondant
Le déblocage s'explique largement par une série de décisions prises par six États membres - la France, la RFA, la Belgique, le Luxembourg, le Danemark et l'Ir-

Français et Allemands minimisent leur différend sur l'UEM

Les douze ministres des finances ont voulu donner l'impression, le 18 mars, que les travaux de la conférence intergouvernementale (CIG) chargée de rédiger le traité sur l'union économique et monétaire (UEM) se poursuivent sans à-coups et sans heurts. L'échange a porté sur la répartition des compétences entre le système européen de banque centrale (SEBC) et le conseil des ministres des finances.

La controverse sur le contenu de la deuxième étape, qui devrait en principe commencer le 1^{er} janvier 1994, est plus sensible, comme en ont témoigné les réactions françaises à la proposition allemande, présentée il y a un mois, d'attendre la troisième étape pour installer la banque centrale commune. La France avait manifesté une certaine émotion, mais on en trouvait plus aucune trace le 18 mars.

M. Jean-Claude Juncker, le président luxembourgeois, a soulevé à propos de la deuxième étape un projet de compromis pour la réunion informelle des douze ministres des finances en mai. Minimisant leur différend, les Allemands et les Français se sont d'accord sur l'essentiel: 1. Il ne doit pas y avoir de transfert de souveraineté au profit des nouvelles institutions de l'union au cours de la seconde étape; 2. La deuxième étape sera organisée pour permettre une convergence accrue; durant cette deuxième étape la discipline de change qu'impose le système monétaire européen deviendra irréversible; 3. Le passage à la troisième étape, décidé à l'unanimité, impliquera une large convergence des performances économiques; des dispositions transitoires pourront être prises pour la deuxième et la troisième étape, en faveur des pays ayant des difficultés à suivre. Le différend franco-allemand porterait uniquement sur l'opportunité d'installer le système européen de banque centrale durant la deuxième étape.

Ph. L.

Le Monde

PUBLICITE FINANCIERE

Renseignements: 45-55-91-92, page 4330

سكزا من الامم

ECONOMIE

CEE

D'ici au 1^{er} juillet prochain

Les Douze espèrent parvenir à un accord sur l'harmonisation des taux de TVA

Le rapprochement des taux de TVA appliqués par les Etats membres de la Communauté européenne - condition nécessaire à la suppression sans drame des contrôles aux frontières à compter du 1^{er} janvier 1993 - pourrait s'avérer moins difficile que prévu. « Il n'est pas exclu que nous parvenions, avant le 1^{er} juillet, à un accord politique d'ensemble, y compris sur l'essentiel, à savoir le niveau minimum du taux normal de TVA », a estimé lundi 18 mars un collaborateur de M. Pierre Bérégovoy, à l'issue d'une rencontre des douze ministres des finances consacrée à la fiscalité indirecte. Un objectif que M. Jean-Claude Juncker, le ministre luxembourgeois qui préside les travaux des Douze, est déterminé à atteindre.

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Le déblocage s'explique largement par une série de décisions prises par six Etats membres - la France, la RFA, la Belgique, le Luxembourg, le Danemark et l'Ir-

lande - allant toutes dans le sens d'un rapprochement des taux de TVA, ainsi que des droits d'accises (les taxes à la consommation sur l'alcool, le tabac et les carburants). M. Theo Waigel, le ministre allemand, a confirmé la décision de son gouvernement de relever le taux de TVA normal, qui est actuellement de 14 % (au lieu de 18,6 % en France) au 1^{er} janvier 1993. La France est décidée à continuer à réduire ses taux majeurs, qui pourraient avoir complètement disparu au 1^{er} janvier 1993.

Le rapprochement des taux est nécessaire pour que l'abolition des frontières fiscales n'entraîne pas de distorsions de concurrence. L'effort à accomplir n'est pas mince : un expert français rappelle ainsi que la valeur du point de TVA représentait plus de 20 milliards de francs.

Un double accord a été conclu lundi, qui concerne les particuliers. Le principe était déjà acquis qu'à compter du 1^{er} janvier 1993 les voyageurs circulant dans la Communauté paieront la TVA dans le pays d'origine du produit ou du service acheté. Ils pourront donc effectuer leurs emplettes là où bon leur semble, toutes taxes comprises, et repasser la frontière sans encombre. Onze Etats membres avaient admis ce principe et la réserve du Danemark a été levée le 18 mars. En matière fiscale, tout

accord exige en effet l'unanimité. Dès l'été prochain, les particuliers bénéficieront d'un relèvement de 30 % de la « franchise voyageurs », c'est-à-dire des achats qu'ils pourront faire, toutes taxes comprises, dans un autre Etat membre. Le plafond de ces franchises qui est actuellement de 390 écus (2 700 francs) passera à 600 écus (soit 4 200 francs). Les maximums autorisés concernant les cigarettes, les vins et les spiritueux resteront pour longtemps inchangés.

Le cas des automobiles

Des progrès substantiels ont également été obtenus lundi en ce qui concerne la définition de ce qu'on appelle les régimes particuliers des TVA, et qui sont au nombre de quatre. Le premier a trait à la vente des véhicules neufs (voitures, camions, motos, bateaux, avions). Il s'agit d'une exception à la règle énoncée plus haut, au terme de laquelle le citoyen ordinaire pourra aller faire des achats, toutes taxes comprises, dans un autre Etat membre.

S'agissant des voitures, produit coûteux, il était déjà acquis que la TVA serait acquittée par l'acheteur dans le pays d'immatriculation. Il restait à définir ce qu'on entendait par véhicule neuf. Ce qui a été fait lundi : la voiture devra avoir été

livrée depuis moins de trois mois et avoir parcouru moins de 3 000 kilomètres. A contrario, dans le cas de véhicule d'occasion (plus de trois mois, plus de 3 000 kilomètres), M. Tont-le-Monde sera libre d'acheter son véhicule là où la TVA est la moins élevée.

Les modalités d'application des autres régimes particuliers de TVA - celui des ventes par correspondance, celui des achats par des « non assujettis institutionnels » (administrations, collectivités locales, hôpitaux) et celui des « assujettis exonérés » (banques, compagnies d'assurances) - n'ont pas encore été complètement réglés. Dans les deux cas, il s'agit de fixer des seuils (comme par exemple le montant des achats pour les administrations et pour les banques), au-delà desquels la TVA devra être perçue dans le pays de consommation.

Les ministres ont aussi rapproché leur point de vue sur la question des taux réduits de TVA tant sur leur niveau (pas plus de deux) que sur la liste des produits auxquels ils seront appliqués. M. Jean-Claude Juncker présentera d'ici la réunion informelle des ministres des finances, à la mi-mai à Luxembourg, un projet de compromis sur les points en suspens.

PHILIPPE LEMAITRE

TRANSPORTS

Un plan étalé sur cinq ans

La fermeture de 2 000 gares de fret inquiète les cheminots

Entre la direction de la SNCF et les syndicats représentant les cheminots, le fret - et en particulier le « wagon isolé » - est devenu un motif d'incompréhension profonde. La mise en place d'une nouvelle direction du fret, forte de 1 400 personnes et responsable de ses dépenses et de ses recettes, ne les rassure pas.

Pour la direction, tout est simple. L'activité marchandises se divise en trois branches : le train entier, largement bénéficiaire, le transport combinant train et camion, qui est juste équilibré, et le wagon isolé, qui perd 1 milliard de francs pour 7 milliards de chiffre d'affaires annuel.

Pressée par le ministère des finances de couper dans ce dernier secteur, qui perd chaque année depuis 1973 7 % de son activité, la direction a décidé, dans le cadre du plan d'entreprise (1990-1994), de réduire de 40 à 50 % le coût de ces dessertes par wagon isolé, et pour cela, elle entend ramener de plus de 3 000 à 1 200 le nombre des gares ouvertes à ce type de trafic.

« Oui, nous recherchons la rentabilité », explique M. Jacques Fournier, président de la SNCF. En matière de fret, il n'existe pas de service public et nous offrons la concurrence la plus totale. Nous ne sommes plus au XIX^e siècle : la route et le camion sont présents sur l'ensemble du territoire.

Dès 1990, première année du plan, 250 millions de francs environ ont été économisés. Cet objec-

tif de rentabilité se double d'un effort commercial, car la lenteur du wagon isolé ne donne pas satisfaction à la clientèle. En supprimant les tris intermédiaires et en simplifiant les relations ferroviaires, la direction entend offrir, à terme, un délai d'acheminement des marchandises de vingt-quatre heures, au lieu de quarante-huit heures aujourd'hui dans le meilleur des cas.

Cette réorganisation passe très mal auprès des cheminots. Bien des agents ne comprennent pas que l'on taille aussi durement dans un secteur qui représente 53 % des recettes du fret. Ils redoutent que le déclin du wagon isolé entraîne en conséquence celui du trafic « voyageurs ».

« Ce qui nous fait peur aussi », souligne M. Jacques Menou, responsable de l'union fédérale maîtrise et cadres cheminots de la CFDT, c'est que la direction fait des économies de la même façon, qu'il s'agisse du Havre, où le trafic est abondant, ou de la Creuse, où il ne l'est pas. D'autre part, nous pensons que le défilé d'acheminement en vingt-quatre heures est irréaliste puisqu'il nécessiterait des trains supplémentaires sur des axes déjà encombrés comme Lille-Marseille ou Paris-Bordeaux ». Hostile à la segmentation du fret, la CFDT, qui organise le jeudi 21 mars un colloque sur ce thème, préconise : « un réseau unique » permettant à chaque activité de se développer.

ALAIN FAUJAS

Français et Allemands minimisent leur différend sur l'UEM

Les douze ministres des finances ont voulu donner l'impression, le 18 mars, que les travaux de la conférence intergouvernementale (CIG) chargée de rédiger le traité sur l'union économique et monétaire (UEM) se poursuivent sans à-coups et sans heurts. L'échange a porté sur la répartition des compétences entre le système européen de banque centrale (SEBC) et la conseil des ministres des finances.

La controverse sur le contenu de la deuxième étape, qui devrait en principe commencer le 1^{er} janvier 1994, est plus sensible, comme en ont témoigné les réactions françaises à la proposition allemande, présentée il y a un mois, d'attendre la troisième étape pour installer la banque centrale commune. La France avait manifesté une certaine irritation, mais on en trouvait plus aucune trace le 18 mars.

M. Jean-Claude Juncker, le président luxembourgeois, soumettra à propos de la deuxième étape un projet de compromis pour la réunion informelle des douze ministres des finances en mai. Minimisant leur différend, les Allemands et les Français semblent d'accord sur l'essentiel : 1. Il ne doit pas y avoir de transfert de souveraineté au profit des nouvelles institutions de l'union au cours de la seconde étape ; 2. La deuxième étape sera organisée pour permettre une convergence accrue ; durant cette deuxième étape la discipline de change qu'impose le système monétaire européen deviendra irréversible ; 3. Le passage à la troisième étape, décidé à l'unanimité, impliquera une large convergence des performances économiques ; des dispositions transitoires pourront être prises pour la deuxième étape, en faveur des pays ayant des difficultés à suivre. Le différend franco-allemand portait uniquement sur l'opportunité d'installer le système européen de banque centrale durant la deuxième étape.

Ph. L.

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
Renseignements :
45-55-81-82, poste 4330

En raison d'un différend entre le Parlement et le Conseil des ministres

Les fonds pour la recherche européenne sont bloqués

Adopté en décembre 1989, le troisième programme cadre de recherche-développement (PCRD) de la Communauté, couvrant la période allant de 1990 à 1994, ne peut toujours pas entrer en application. Les fonds prévus - 5,7 milliards d'euros (40 milliards de francs) - restent bloqués et il y a désormais peu de chances qu'ils puissent être mis à la disposition des intéressés, chercheurs et industriels, avant 1992.

Un différend entre le Conseil des ministres et le Parlement européen est à l'origine de cette situation. Une fois le PCRD voté à l'unanimité par les Douze, les quinze programmes spécifiques qui le composent devaient être adoptés à la majorité par le Parlement européen. Soumis en première lecture à l'Assemblée de Strasbourg, les cinq premiers programmes spécifiques furent amendés. Mais le Conseil des ministres ne devait retenir aucun de ces amendements, provoquant la colère des parlementaires qui menacèrent de saisir la Cour de justice.

Pour mettre un terme à cette discordance, la Commission a décidé de retirer les propositions relatives aux cinq programmes en question, repre-

nant ainsi le débat de zéro. Sur les dix autres programmes, le débat n'a pas encore commencé.

« De nouvelles propositions devraient être soumises en mai au Parlement. Elles pourraient être adoptées par le Conseil des ministres au mieux en juin. Conséquence, les appels d'offre ne pourront être lancés qu'à l'automne », les « robes » du troisième PCRD pourraient être ouverts que début 1992. A supposer que chacun fasse preuve de meilleure volonté.

L'opposition du Parlement semble avoir porté plus sur des questions de forme que de fond, en particulier d'ordre budgétaire. Le Parlement estime que c'est à lui de fixer l'enveloppe budgétaire. Dans l'entourage de M. Hubert Curien, ministre français de la recherche et de la technologie, on avoue être « inquiet » des retards occasionnés par ces différends institutionnels. Mais cette crise met aussi en évidence la nécessité de modifier les modalités de la politique de recherche communautaire, en faisant précéder d'un débat au Parlement l'adoption du programme par la Commission.

A. K.

EN BREF

o La Redoute lance une OPA sur la britannique Empire Stores. - La Redoute, première société française de vente par correspondance (VPC), filiale du Printemps, vient de lancer une offre publique d'achat sur Empire Stores, la plus petite des cinq premières sociétés de VPC britanniques (après Great Universal Stores, Littlewoods, Freemans et Grattan). La Redoute, qui contrôlait déjà 25,8 % du capital d'Empire Stores, a porté sa participation à 37,8 % les semaines dernières en rachetant les 12 % que détenait Great Universal Stores. On s'attend qu'Empire Stores, évalué à 49 millions de livres (environ 489 millions de francs), rejette cette offre.

o Pessimisme des ménages selon l'INSEE. - L'enquête réalisée en janvier auprès des ménages par l'INSEE montre dans l'ensemble un grand pessimisme sur presque tous les sujets abordés (prix, situation financière, emploi, intentions d'achat d'automobile et de biens d'équipement ménagers). Mais cette enquête a été fortement influencée par la guerre du Golfe. Un point favorable apparaît concernant le passé immédiat : l'appréciation positive des salaires sur leur situation financière... et, d'une façon générale, la bonne appréciation des ménages sur leur propre niveau de vie, l'indicateur se situant dans ce domaine parmi les meilleurs de ceux observés depuis 1984-1985.

o Salomon : cent suppressions d'emplois supplémentaires. - En raison des mauvais résultats enregistrés l'année précédente - 91 millions de francs de pertes - le groupe Salomon avait annoncé en juillet 1990 un plan de restructuration accompagné de 467 suppressions d'emplois, dont 241 en France. La direction de la société, implantée à Annecy (Haute-Savoie), a fait savoir lundi 18 mars qu'elle procéderait à une centaine de suppressions d'emplois supplémentaires par rapport à ce programme. Pour l'exercice 1990-1991, la perte prévisible devrait être comprise entre 200 et 250 millions de francs.

o RECTIFICATIF. - Dans « Lectures » de Bernard Maris (« Champs économiques » du Monde du 19 mars), il fallait lire, au début de la chronique, « l'inébranlable ambition des microéconomistes », et non des « macroéconomistes », comme il a été imprimé par erreur.

o Erratum : la baisse de la natalité au Maghreb. - Dans l'article « Une démographie moins explosive » publié dans le Monde du vendredi 15 mars, une erreur de transmission a fait attribuer au Maroc une baisse du nombre de naissances en 1986 (764 000 contre 845 000), baisse qui s'est produite en fait en Algérie.

INDUSTRIE

Le débat sur les ventes d'armes

Les Etats-Unis vont autoriser l'Eximbank à garantir des crédits relatifs aux exportations d'armement

Alors que l'administration américaine parle de limitation du commerce des armes au Proche-Orient, cette même administration a fait parvenir au Congrès une proposition - révélée par le New York Times lundi 18 mars - visant à permettre à l'Export-Import Bank, une agence gouvernementale dont le siège est à Washington, de garantir des crédits de ventes d'armes américaines à des clients étrangers, sans exclure nominativement les pays de cette région.

NEW-YORK

de notre correspondant

« Il s'agit d'un programme pilote, aux termes duquel l'Eximbank pourra accorder jusqu'à 1 milliard de dollars (5,5 milliards de francs) de garanties d'emprunts », a indiqué, lundi 18 mars, M. Martin Fitzwater, porte-parole de la Maison Blanche, ajoutant que cette décision visait à créer « un programme orienté vers un marché spécifique permettant aux exportateurs

américains de matériels militaires de bénéficier des mêmes dispositions que celles actuellement applicables aux exportations d'articles civils ». M. Fitzwater n'a pas caché qu'il s'agissait aussi de répliquer aux concurrents étrangers, qui, en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne, disposent de mécanismes de soutien à l'exportation comparables.

Ces aides nouvelles à l'exportation ne concernent que les ventes d'armes dites commerciales (conclues avec une firme étrangère) et non pas les « Foreign Military Sales » (ventes conclues d'Etat à Etat), lesquelles représentent les deux tiers des exportations d'armes, prêtées toutefois un spécialiste de ces questions à Washington. Au cours de l'année fiscale 1989-1990, les ventes d'armes d'Etat à Etat ont porté sur 7,3 milliards de dollars, contre 8,9 milliards l'année précédente. Dans le même temps, les ventes commerciales étaient aussi en nette diminution. En 1989-1990, elles représentaient 4,4 milliards de dollars, contre 7,9 milliards l'année précédente.

Depuis le début des années 70, l'Eximbank, dont la fonction est de

financer, au moyen de taux bonifiés, les exportations de produits américains à destination d'acheteurs étrangers, n'intervient que pour des opérations à caractère civil. Les dispositions nouvelles vont rompre avec la politique suivie par l'administration américaine depuis 1968, lorsqu'une disposition de la législation sur le contrôle des exportations d'armes (section 32) avait interdit toute action de l'Eximbank pour des crédits à des fins militaires destinés à des pays en voie de développement.

A présent, la question est de savoir si les pays du Proche-Orient pourront bénéficier de cette levée d'interdiction. Dans un premier temps, l'administration a fait savoir qu'elle songeait surtout aux pays de l'Otan, à Israël, au Japon et à l'Australie, quelques-uns de ses plus importants clients dans le domaine des exportations militaires. Mais rien n'exclut, si l'intérêt national l'exige, que les ventes d'armes à destination « de tout autre pays », et donc de la région du Golfe, soient aussi, de fait, autorisées, admet-on en privé.

SERGE MARTI

Une mise au point de M. Védérine

A la suite du compte rendu de l'université de printemps du conseil de M. Laurent Fabius à Grand-Quilly et de notre commentaire sur le débat relatif aux ventes d'armes (le Monde du 19 mars), M. Hubert Védérine, porte-parole du président de la République, nous écrit :

1) Je n'ai évidemment, à aucun moment, « plaidé pour la liberté du commerce des armes ». Ce commerce est déjà très réglementé. Il est nécessaire de le réglementer plus encore à divers niveaux : multilatéral, national, régional, etc. Il n'est évidemment pas question de le libérer. Je ne suis pas particulièrement intervenu sur ce sujet. On ne peut donc, en aucune façon, parler de polémique ou de désaccord sur les ventes d'armes.

2) J'ai, en revanche, attiré l'attention des participants à ce colloque sur le problème suivant : la lutte contre toutes les formes de prolifération des armes dites non conventionnelles (atomiques, bactériologiques, chimiques) et contre des technologies potentiellement dangereuses est une nécessité absolue, mais elle doit être conduite de façon à ce pas provoquer, de la part des pays du Sud, le refus de ce qu'ils percevaient comme une « Sainte-Alliance des pays développés », visant à leur interdire l'accès à l'ensemble des technologies avancées. Ils n'auraient, alors, de cesse de la contourner et de la combattre. Il faut donc que les pays du Sud voient qu'il est de leur intérêt

de s'associer à des accords d'autolimitation ou d'interdiction, selon les cas. J'ai, également, suggéré que les politiques de contrôle, de restriction et d'interdiction soient complétées par des relations préférentielles au profit des pays qui auraient pris, concernant les technologies dangereuses, des engagements rigoureux. Je pense qu'il vaut mieux se préoccuper de cette question à l'avance si l'on veut que contrôles et interdictions soient acceptés et respectés.

3) J'ai eu l'occasion de rappeler, lors de ce colloque, que la France est en pointe depuis plusieurs années dans plusieurs aspects importants de la lutte contre les proliférations. C'est notamment le cas en ce qui concerne la négociation à Genève d'un accord sur l'élimination radicale de l'arme chimique.

4) J'ai souligné que le contrôle des ventes d'armes et, d'autre part, la lutte contre les proliférations d'armes non conventionnelles et les technologies potentiellement dangereuses seraient d'autant plus efficaces que l'on s'efforcerait de régler au fond les problèmes politiques et les conflits qui alimentent au Proche et au Moyen-Orient, et ailleurs, la course aux armements de toutes natures.

5) Enfin, M. Henri Weber, président de cette table ronde, a bien rappelé que les participants (MM. Quilès, Arnould, Guetta, Mondargent et moi-même) s'exprimaient, à titre personnel.

LA GRANDE ECOLE DE COMMUNICATION

3^{ème} cycle
sur concours à Bac + 4.
Durée des études : 1 an.

2^{ème} cycle
sur concours à Bac + 2.
Durée des études : 2 ans.

RESEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS
SCIENCES COM
BP 67
44063 Nantes cedex 01
Tél. (01) 40 35 79 80
3615 code
SCIENCESCOM

Sciences Com

TECHNOLOGIES

Avec les nouveaux systèmes exposés au salon Hifi 91

Le son et l'image irriguent la maison

Le salon Hifi 91 a célébré les fiançailles de la domotique et de la haute-fidélité. Des réseaux permettant de diffuser images et son dans toutes les pièces d'un logement à partir d'un équipement unique. Parallèlement, la qualité des matériels ne cesse de s'améliorer, donnant à l'appartement d'un particulier la qualité visuelle et sonore d'une salle de cinéma.

Synonyme de confort culturel et de réussite sociale dans les années 60 et 70, largement désacralisée dans le courant des années 80, la haute-fidélité se cherche une nouvelle image et de nouveaux marchés. Empilés dans les gondoles des hypermarchés comme de vulgaires packs d'eau minérale, le lecteur de disque compact ou le tuner FM à quartz ne font plus rêver grand monde. Il faut ajouter à cela une mauvaise conjonction économique. Du coup, les stocks s'amoncellent. Le phénomène est apparu en France il y a près d'un an. D'après Philippe Folie-Dupart, directeur d'une agence de communication spécialisée notamment dans les produits audiovisuels grand public (ou « produits bruns »), « la baisse des ventes de chaînes haute-fidélité atteint près de 30 % ». Les grands distributeurs, comme le FNAC, subissent de plein fouet une récession d'autant plus forte aujourd'hui que les acheteurs potentiels détestent littéralement les magasins et reportent leurs achats.

Le salon Hifi 91, organisé ces jours derniers à Paris, s'est donc tenu dans un climat économique particulièrement lourd. Thomson venait d'annoncer des pertes de 2,7 milliards de francs en 1990 dans son secteur électronique grand public. Ce salon a vu s'im-

poser un peu plus les équipements japonais, suivant en cela une tendance que l'on retrouve dans les claviers musicaux. Pioneer, Panasonic, Yamaha, Matsushita, Sony, Mitsubishi et quelques autres entreprises nippones contrôlent plus de 90 % du marché des équipements audio-visuels grand public.

Les constructeurs européens et américains ont pratiquement disparu. A noter toutefois l'excellente position sur le marché international du constructeur d'enceintes français Cabasse et de l'américain Bose. Ce dernier est actuellement leader mondial des enceintes acoustiques. Une véritable performance, qui s'explique par le fait que les produits proposés sont particulièrement innovants et correspondent aux normes occidentales en matière de confort d'écoute.

Il s'agit là d'un point important. Les Japonais n'ont, en effet, toujours pas réussi à fabriquer des enceintes acoustiques appréciées d'une paire d'oreilles françaises, britanniques ou allemandes. Cet échec, somme toute relatif car il ne concerne qu'un maillon de la chaîne hifi, s'explique par le fait que les habitudes et normes d'écoute européennes sont sensiblement différentes de celles du consommateur japonais. La plupart des enceintes japonaises grand public se caractérisent par leur manque de graves et leur relative agressivité dans les fréquences aiguës. Ce défaut, qui n'est pas perçu comme tel par les mélomanes japonais, est dû au fait que la majorité des enceintes *made in Japan* sont de taille modeste (l'équivalent d'un gros dictionnaire). Ce faible volume est à l'image de la surface des pièces d'appartement japonaises, inférieure en moyenne de 30 à 40 % aux normes françaises en matière

d'habitat. Qui dit faible volume interne d'enceinte, dit petit haut-parleur et par conséquent manque de graves. Les lois de l'acoustique sont immuables.

Les constructeurs ont cherché depuis longtemps à contourner le problème par des moyens de correction électronique. De grands progrès ont été réalisés, notamment par Yamaha, Bose et Aiwa. Ainsi, l'enceinte YST, présentée par Yamaha, est équipée d'un processeur qui analyse en permanence la réponse de l'enceinte en fonction du signal sonore et optimise la réponse en fréquence du couple enceinte/amplificateur. Cette opération s'effectue bien évidemment en temps réel. L'écoute critique, comparative, démontre l'intérêt et l'efficacité du procédé. L'amélioration des performances est sensible, même pour des oreilles peu exercées.

Bien entendu, le système de processeur, quelle qu'en soit la marque, a des limites. Rien ne vaut une enceinte d'un volume convenable et équipée de haut-parleurs offrant une membrane de bonne surface. A cet égard, les enceintes à panneaux statiques développées par la firme britannique Quad dans les années 60 et remis au goût du jour représentent une option technologique intéressante. Le principe en est simple : la membrane des différents haut-parleurs est ici remplacée par l'une des deux faces d'un condensateur de plusieurs dizaines de centimètres carrés de surface. La réponse en fréquence et l'absence de la spatialisation, le respect de la phase, rendent le système très performant, malgré un rendement plutôt faible. Un amplificateur puissant est donc à prévoir.

Spécialiste des gaz ionisés et du plasma, ancien collaborateur du Commissariat à l'énergie atomique, le physicien Siegfried Klein vient de commercialiser chez le constructeur allemand MB Quart un haut-parleur novateur. Baptisé « haut-parleur à magnéto-restriction », il épouse la forme d'une boule creuse d'une quinzaine de centimètres de diamètre. La surface de cette boule, la « peau », joue le rôle d'une membrane (sphérique) puissante. Le matériau

utilisé est de type « magnéto-restrictif ». Il se contracte en fonction du champ magnétique auquel il est soumis et joue donc le rôle conjoint de bobine mobile et de membrane.

Le grand intérêt de ce procédé est qu'il permet une restitution du champ sonore très homogène, entraînant une image stéréophonique d'une grande précision. La réponse impulsionnelle est meilleure que sur un haut-parleur électro-dynamique « classique ». Du coup, les attaques (piano, percussions, etc.) sont particulièrement bien respectées. La réponse en fréquence de la sphère magnéto-restrictive se limite aux fréquences supérieures à 5 000 Hertz. MB Quart complète donc la sphère d'un caisson comportant un haut-parleur de grave (boomer).

Le cinéma chez soi

C'est sur le concept de « *personal audio-visual home theatre* » (traduisible par centrale audio-visuelle à usage domestique) que reposent les espoirs des responsables du marketing spécialisés dans les produits bruns. Le terme fait d'ores et déjà fureur dans les brochures nippones. Sanyo et Panasonic viennent en quatrième place des mérites du cinéma chez soi, avec grand écran TVHD (télévision haute définition), processeurs d'espaces sonores et lecteur de disque compact audio et vidéo. Dans ce contexte, Matsushita lance cette année un système de diffusion sonore TFX miniaturisé, à installer chez soi. Rappelons que ce procédé est ou du moins était jusqu'à aujourd'hui réservé aux salles de cinéma parmi les mieux équipées. De même, le procédé « *home theater* » développé par le laboratoire Dolby est désormais fabriqué sous licence par divers constructeurs comme Sanyo et Shure.

La firme Bose a choisi une voie différente, en proposant un système de diffusion sonore « *intelligent* », qui s'inscrit dans le cadre de la domotique. La chaîne *Life Style Music Center* permet de distribuer et de contrôler plusieurs programmes sonores distincts dans chaque pièce de l'apparte-

ment ou de la maison. Une unité centrale regroupe les sources (tuner FM, lecteur DAT ou cassette analogique, platine CD, etc.). L'utilisation des équipements de la chaîne est donc optimisée. Libre à chacun, en fonction de la pièce qu'il occupe, d'écouter Mozart sur un CD dans la salle à manger, NRJ dans une chambre ou Bob Marley dans la salle de bains. Toutes les combinaisons intermédiaires sont possibles. Le choix des programmes s'effectue à l'aide d'une télécommande (en prévoyant une par poste d'écoute).

Le constructeur britannique QED propose un système (System Line) encore plus sophistiqué. Les modulations audio (CD, cassette, tuner, etc.) et les informations de contrôle (égalisation, volume, etc.) circulent sous un seul et unique câble. Un relais infrarouge est installé dans chaque pièce à sonoriser. Il est aussi possible de programmer pour chaque point d'écoute la limitation du niveau de diffusion sonore, ainsi que de mémoriser des configurations d'égalesation (graves, médiums, aigus). Le transport et le contrôle des images vidéo sont également prévus, via un simple câble coaxial du type antenne.

Des cassettes numériques

L'enregistrement audio-numérique grand public est en passe de constituer un imbroglio technico-commercial. L'immense succès du disque compact a bousculé les habitudes d'écoute. L'enregistrement sur cassette analogique a pris un coup de vieux. Les constructeurs planchent sur un procédé d'enregistrement numérique, destiné aux professionnels comme aux amateurs. Le R-DAT (Digital Audio Tape Recorder) sort des cartons japonais (Sony en tête). Très vite, ce standard s'impose. Très performant, il pose cependant un problème de fiabilité et de coût puisqu'il repose sur le principe de la tête d'enregistrement et de lecture rotative. De leur côté, les constructeurs européens voient leur échapper, une fois de plus, un marché prometteur. Ils devront se contenter d'as-

sembler des lecteurs, dont les principaux composants sont fabriqués en Extrême-Orient.

A l'exception de Philips. Inventeur de la cassette analogique dans les années 60, il pourrait être le seul constructeur en Europe capable, malgré de graves difficultés économiques, de relever le défi et de bousculer à terme la stratégie japonaise (le Monde du 10 mars). Si ce n'est que Matsushita et Marantz sont associés à son projet... Le procédé DCC (Digital Compact Cassette) développé à Eindhoven offre un atout considérable. Il est en effet compatible avec les cassettes analogiques traditionnelles. Un seul et unique lecteur permet de lire indifféremment l'une ou l'autre cassette. Les têtes d'enregistrement et de lecture sont fixes, et la vitesse de défilement (4,76 cm/s) est identique à celle des platines à cassette courantes.

Sur le plan technique, la performance réalisée par les ingénieurs néerlandais est remarquable. Il leur a fallu notamment condenser, ou « compresser », l'information numérique à l'aide d'algorithmes complexes. Cette compression du signal est nécessaire pour limiter le flux de données numériques à mémoriser sur la bande et augmenter d'autant la durée des cassettes (de 90 min à 120 min).

Il est bien entendu trop tôt pour se prononcer sur la fiabilité, la longévité et surtout la fidélité sonore du système DCC. La commercialisation est prévue en 1992. D'ici là, Philips s'apprête à mettre au point des bancs de duplication de cassettes enregistrées. Il est vrai qu'un marché comme celui-ci est économiquement bien plus intéressant en terme de vente de supports enregistrés, de programmes, que de machines. Sur ce point, Philips est bien armé avec le groupe Polygram. Quant à Sony, partisan du R-DAT, le catalogue CBS est à sa disposition. Prudent, le groupe Philips rappelle qu'il fabrique également des platines R-DAT. Au cas où... DENIS FORTIER

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

cde COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Le conseil d'administration du Comptoir des Entrepreneurs, réuni le 13 mars 1991 sous la présidence de M. Jean-Jacques Picot, a pris connaissance des résultats de l'activité de la société et a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Grâce à la poursuite de la diversification des activités privées et à une bonne maîtrise de l'évolution des charges de gestion, le Comptoir des Entrepreneurs est parvenu à maintenir ses résultats à un niveau satisfaisant.

ACTIVITÉ

L'année 1990 a été marquée par la poursuite du redéploiement du Comptoir des Entrepreneurs dans le secteur privé. Celui-ci représente désormais :
- 88,3 % de la production totale de l'exercice (31 % en 1986) ;
- 47,8 % du total des encours gérés fin 1990 (24,6 % fin 1986).

La production du secteur privé a augmenté de 15,1 % d'un exercice à l'autre (12,2 milliards de francs de crédits nouveaux ont été accordés en 1990 contre 10,6 milliards de francs en 1989).

L'état du marché et les conditions de concurrence ont conduit le Comptoir des Entrepreneurs à poursuivre son développement vers les activités professionnelles (promotion immobilière et financement d'investissements professionnels), qui ont connu globalement une progression de 90,6 %.

Les crédits aux particuliers ont continué à faire l'objet d'une sélectivité accrue et ont été orientés vers des clientèles et des nouveaux produits ciblés.

L'encours du secteur privé a augmenté de 11 % d'un exercice à l'autre (38,2 milliards contre 34,4 milliards). Il se répartit de la manière suivante : promotion immobilière (14,6 %), financements professionnels (12 %), particuliers (73,4 %).

En revanche, la production du secteur public a été réduite de 48,4 %, passant de 3,1 milliards de francs en 1989 à 1,6 milliard de francs en 1990.

Cette forte baisse d'activité et les importants transferts d'encours de PAP-diffus au Crédit Foncier de France expliquent la diminution de 25,9 % de l'encours du secteur public, qui passe d'un exercice à l'autre de 56,3 milliards de francs à 41,7 milliards de francs.

Au total, l'encours des prêts gérés par le Comptoir des Entrepreneurs au 31 décembre 1990 atteignait 79,9 milliards de francs contre 90,6 milliards de francs au 31 décembre 1989.

RÉSULTATS FINANCIERS

Le bénéfice net social de l'exercice s'établit à 52,6 millions de francs.

Il ne peut être comparé à celui exceptionnellement élevé de 1989, à savoir 631,5 millions de francs. Ce dernier incluait, en effet, un montant très important de produits exceptionnels provenant de cessions d'actifs.

Le résultat courant de gestion pour 1990 s'établit à 40,8 millions de francs contre 72,6 millions de francs en 1989, malgré une diminution de 90 millions de la marge du secteur public. Ce résultat a été rendu possible grâce à la progression des produits des autres activités, à la maîtrise des charges d'exploitation et à une stabilisation des pertes et provisions permise par une réorientation de la production du secteur privé et un effort de provisionnement substantiel réalisé en 1989.

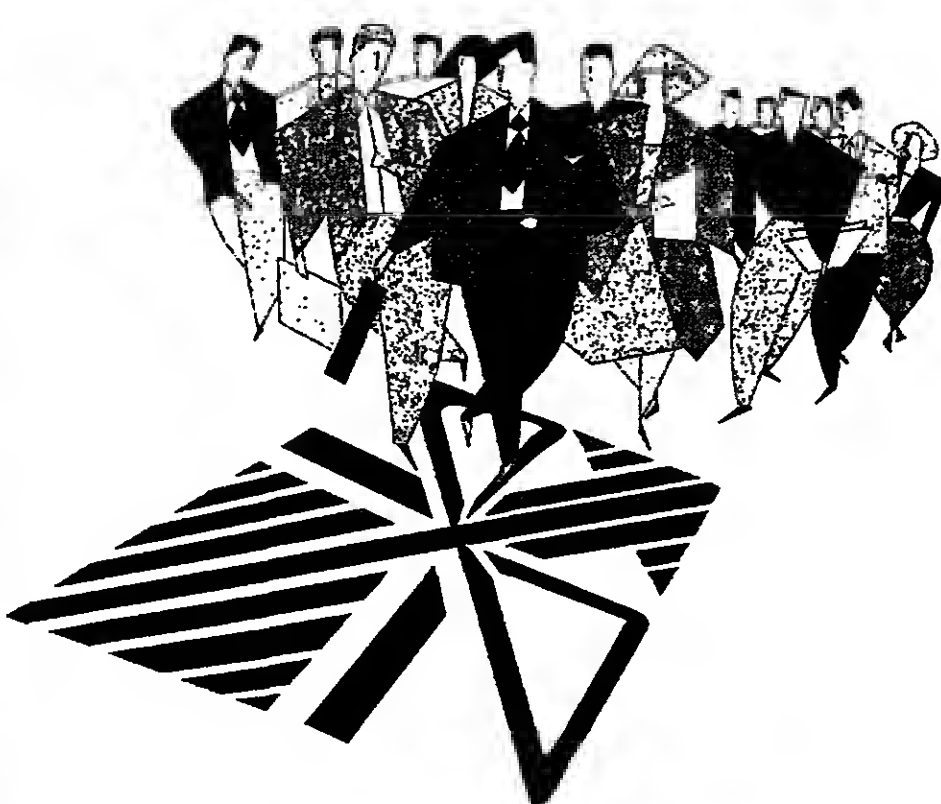
Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires, qui se réunira le 23 mai 1991, la distribution d'un dividende global de 22,8 millions de francs réservé aux anciens actionnaires, le dividende par action étant fixé à 7 francs plus 3,50 francs d'impôt fiscal.

L'assemblée générale aura de plus à se prononcer sur la proposition d'offrir à chaque actionnaire la possibilité d'opter pour le paiement du dividende en actions.

Après répartition des résultats et prise en compte du produit de l'augmentation de capital réalisée en décembre dernier, les fonds propres bruts du Comptoir des Entrepreneurs s'élèvent à 2 269 millions de francs au 31 décembre 1990 contre 1 999 millions de francs au 31 décembre 1989, soit une progression de 13,5 % assurant à la société un ratio de solvabilité supérieur à 7,50 %.

CADEAU ET ENTREPRISE

LE SALON EUROPÉEN DE LA COMMUNICATION ET DE LA STIMULATION



Réservé aux professionnels (accès au Salon sur présentation d'une invitation accompagnée d'une carte de visite société).

LE PLUS STIMULANT DES SALONS D'AFFAIRES

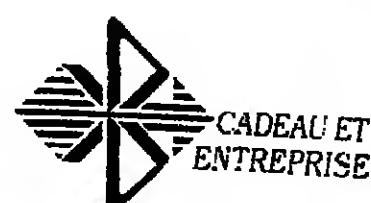
DU 26 AU 29 MARS 1991
DE 10 H À 19 H

CNIT PARIS LA DÉFENSE

Sur 8000 m² de surface d'exposition, plus de 300 exposants vous présentent des milliers d'articles et toutes leurs nouveautés. Une mine d'idées pour vos codeaux d'affaires et vos prochaines campagnes.

INFORMATIONS - INVITATIONS

S.I.J. - 103, rue La Fayette
75010 PARIS
Tél. : (1) 40 16 00 15
Fax : (1) 40 16 03 58



SIEMENS NIXDORF

Siemens Nixdorf
l'informatique
toujours adaptée à la taille
de l'entreprise.

Chez Siemens Nixdorf nous sommes

ou aucune entreprise ne se ressemble et nous
les solutions toutes faites sont trop souvent des
solutions mal faites. Pour nous, chaque entreprise
des technologies de l'informatique est une
la moindre des choses.

Comment en effet concevoir une architecture

particulièrement adaptée aux besoins de
votre entreprise en fonction de son secteur d'activité

matériel. L'entreprise croît, l'entreprise évolue
à chaque stade de ses besoins changeant une

architecture précise, micro-ordinateurs ou
essais pour une petite entreprise, les besoins

la plus grande des ressources d'un moyen-
taille, ou architecture complexe de la grande

entreprise, à la fois centralisée ou distribuée,
grands systèmes et décentralisés, sur des sites

régionaux autour de l'unité et multi-ordinateurs.

Un constructeur responsable doit être
capable de répondre à ces besoins diversifiés.

C'est la moindre des choses, mais aussi d'être
assurer totalement la maîtrise. C'est parce que

chez Siemens Nixdorf, le concept d'architecture

prend toute sa valeur que nous sommes en

mesure de vous proposer des solutions adaptées

à votre métier, au travers de nos applications

sectionnelles, des solutions adaptées à

votre organisation, à travers nos compétences

d'ingénierie et d'intégration.

Siemens Nixdorf, 14 avenue des Bâges,
95802 Cergy St Christophe.

Tél. : 34.20.35.04.

La Synergie en Action

هكذا من الأصل

• Le Monde • Mercredi 20 mars 1991 27

SIEMENS NIXDORF

Ne pensez-vous pas que ce soit à l'informatique de s'adapter
à la taille de l'entreprise, plutôt que le contraire ?

Siemens Nixdorf l'informatique toujours adaptée à la taille de l'entreprise.

Chez Siemens Nixdorf nous savons qu'aucune entreprise ne se ressemble et que les solutions toutes faites sont trop souvent des solutions mal faites. Pour nous, maîtriser toutes les technologies de l'informatique est bien la moindre des choses.

Comment en effet concevoir une architecture parfaitement adaptée aux besoins de votre entreprise en n'offrant qu'un seul type de matériel. L'entreprise croît, l'entreprise évolue, à chaque stade de ses besoins correspond une architecture précise, micro-ordinateurs en réseau pour une petite entreprise, qui nécessitera plus tard les ressources d'un mini-ordinateur, ou architecture complexe de la grande entreprise, à la fois centralisée autour de grands systèmes et décentralisée sur des sites régionaux autour de mini et micro-ordinateurs.

Un constructeur responsable doit être capable de répondre à ces besoins diversifiés, c'est la moindre des choses, mais aussi d'en assurer totalement la maîtrise. C'est parce que chez Siemens Nixdorf, le concept d'architecture prend toute sa valeur que nous sommes en mesure de vous proposer des solutions adaptées à votre métier, au travers de nos applications sectorielles, des solutions adaptées à votre organisation, à travers nos compétences d'ingénierie et d'intégration.

Siemens Nixdorf, 14 avenue des Béguines 95802 Cergy St Christophe.

Tél. : 34.20.35.04.

La Synergie en Action

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LE LIVRET PORTEFEUILLE

SICAV DIVERSIFIÉE INTERNATIONALE

MODIFICATION DES STATUTS

Le Conseil d'administration, réuni le 14 février 1991 a décidé de soumettre aux actionnaires de la Sicav, lors de l'assemblée générale extraordinaire du 11 avril 1991, un projet de mise à jour des statuts, conforme à la recommandation de la COB, prévoyant une modification des règles de valorisation des titres de créances négociables.

MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE DE L'EXERCICE 1990

Le Conseil d'administration propose, lors de l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 11 avril 1991, de fixer le dividende net de l'exercice clos le 28 décembre 1990 à 21,40 F par action.

	NET	CRÉDIT D'IMPÔT personnes physiques	personnes morales
• obligations françaises non indexées	10,10 F	0,46 F	0,48 F
• actions françaises	2,56 F	1,49 F	1,56 F
• créances négociables	4,15 F	-	-
• Autres actifs	4,59 F	0,81 F	0,85 F
TOTAL	21,40 F	2,76 F	2,89 F

Sous réserve du vote de l'assemblée générale, ce dividende sera détaché le 12 avril 1991 et mis en paiement le 15 avril 1991 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 15 juillet 1991).

PERFORMANCES dividendes nets réinvestis au 28.12.90

- depuis 5 ans : + 39,95 %
- en 1990 : - 14,68 %

Valeur de l'action au 28.12.90 : 601,87 F

GESTION

GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CAISSES D'ÉPARGNE ÉCUREUIL, BUREAUX DE POSTE

loca investissement

Chiffres caractéristiques de l'exercice

	en millions de francs					
	1989			1990		
	CB	LS	Total	CB	LS	Total
Décès de l'exercice...	3,4	13,4	16,8	1,2	9,3	10,5
Engagements nouveaux...	178,5	268	446,5	177	274,2	451,2
Engagements bruts cumulés...	33,8	37,2	71	32,4	39,1	71,5
Produits locatifs...						
Produits exceptionnels...		5,3			1,6	
dont plus-values sur l'exercice d'option		3,8				
Résultat...		41,1			37,7	
	en francs					
Dividende par action...		29,3			29,6	

Le conseil d'administration s'est réuni sous la présidence de M. Jean-Charles Naouri le 14 mars 1991, pour examiner l'activité de la société et arrêter les comptes de l'exercice 1990.

L'actualisation de l'expertise du patrimoine locatif (hors immobilisations en cours) au 31 décembre 1990 fait ressortir, par rapport à une valeur nette comptable de 214,8 millions de francs, une plus-value latente (théorique avant imposition) de 204,6 millions de francs.

Le résultat de l'exercice s'établit à 37,7 millions de francs contre 41,1 millions de francs en 1989. Mais d'un exercice à l'autre les produits exceptionnels ont diminué d'environ 3,7 millions de francs, soit près de 10 % du résultat.

L'assiette distribuable s'élève à 39,1 millions de francs compte tenu de la reprise de plus-values sur l'exercice réalisées en 1988 et 1989.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 29,60 F correspondant à un taux de distribution de 85,3 % de l'assiette distribuable.

Pour l'avenir, la société entend renforcer son orientation foncière et développer une politique d'investissements patrimoniaux de qualité même s'ils sont de rendement immédiat plus modeste. Sous réserve de l'examen des textes d'application de la loi de finances pour 1991 modifiant le régime fiscal des Sicav, la société envisage pas d'exercer l'option prévue pour conserver le bénéfice de l'exonération de l'I.S. sur certaines opérations nouvelles de crédit-bail.

En l'état actuel des engagements et compte tenu, notamment, de la taxation partielle des bénéfices réalisés de la location simple, le résultat net 1991 devrait être comparable ou légèrement inférieur à celui de 1990.

L'évolution du dividende traduit celle du résultat, la réduction sensible, dès l'exercice 1991, de la quote-part des bénéfices concernés par l'obligation légale de distribution et la stratégie de l'entreprise privilégiant la valorisation plutôt que la distribution.



Sicomi

Le Conseil d'Administration de FRANKOPARIS s'est réuni le 8 mars 1991 sous la présidence de Monsieur Alain MARCHETEAU pour examiner les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1990.

FRANKOPARIS, qui est à la tête d'un patrimoine immobilier de 150.000 m² à Paris Montparnasse, a bénéficié en 1990 d'un niveau accru de revenus locatifs du fait de l'achèvement d'une nouvelle tranche de travaux.

Le résultat net de l'exercice 1990 ressort à 20,2 millions de francs qui se comparent à 0,5 million de francs en 1989.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires convoquée le 22 mai prochain à l'hôtel Méridien Montparnasse de mettre en distribution un dividende de 2,65 F par action payable le 16 juillet 1991.

COMMUNICATION

Les éditions Balland devant le tribunal de commerce

Neuf cents livres en quête d'éditeur

Le tribunal de commerce de Paris examinera, jeudi 21 mars, le dossier de la société Industrielle Capital Développement (Cap D), propriétaire des éditions André Balland, qui vient d'être mise en cessation de paiement. Le tribunal doit décider de la liquidation de Cap D et étudier les éventuelles propositions de reprise du groupe ou de l'une ou l'autre de ses filiales éditoriales (Balland, Gautier-Languereau, les Deux Coqs d'or).

« Vues avec humour, ces tribunaux financiers pourraient être une bonne chose : l'équipe est réduite à ce genre d'aventure. » Ce trait lancé par l'un des quatorze salariés des éditions André Balland ne dissimule pourtant pas complètement l'anxiété qui ronge l'équipe depuis l'annonce de la cessation de paiement de leur société mère, Cap D (le Monde du 12 mars).

La société de portefeuilles Cap D, présente dans les matériaux composites, les logiciels bancaires, les chaussettes de luxe Harel, les bornes interactives (SITU) et les alcools blancs, avait poussé sa diversification jusqu'à racheter les éditions Balland, pour 15 millions de francs, en janvier 1990. L'année précédente, elle avait réalisé une percée dans l'édition pour enfants en prenant le contrôle des Deux Coqs d'or et de Gautier-Languereau (l'éditeur de Bécassine). Aujourd'hui, Cap D est en cessation de paiement.

La liquidation de la société mère des éditions Balland est, de l'avis même de son président, M. Gérard Noël, « ridicule ». Cap D réalise un chiffre d'affaires de 300 millions de francs et ses besoins en trésorerie n'excèdent pas quelques dizaines de millions de francs. La société, dont M. Noël reconnaît qu'elle « se peut-être trop diversifiée », a tenté de se recentrer sur l'édition après avoir rencontré des déboires dans d'autres domaines où elle est présente — notamment dans celui des logiciels bancaires. Mais récemment la cession de son secteur matériaux composites à des acheteurs finlandais a été différée pour cause de guerre du Golfe.

« Le redressement existait »

Résolu à sauver le secteur éditorial de Cap D, son président a proposé à ses actionnaires — Crédit agricole, CCF, groupe Damart, etc. — une augmentation de capital de 40 millions de francs, mais il n'a pu réunir que 25 millions de francs.

La mise en cessation de paiement de Cap D a entraîné celle des éditions Balland. Celles-ci pour-

o Protestations syndicales à RFI. — Les syndicats de Radio France-Internationale (RFI) — Syndicat national des journalistes, CFDT, SNJ-CGT, FO, CGC — protestent contre la réduction de 150 millions de francs de la subvention que devait lui verser le Quai d'Orsay décidé par le ministre du budget, M. Michel Charasse (le Monde du 13 mars). Selon eux, « le contrat d'objectifs financiers conclu entre RFI et l'Etat est remis en cause ». Ils estiment donc que la décision de M. Michel Charasse « doit être annulée ». En outre, les syndicats de RFI ont assigné en référé la présidence de la station pour « entrave manifeste ». Ils estiment que l'annonce de la réorganisation de la rédaction ne leur a pas été communiquée dans les délais légaux et réclament l'annulation des décisions prises (le Monde du 22 février).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le grand

BÉNÉFICE : + 13,5%

Le Conseil s'est réuni sous la présidence de M. François Grappette pour arrêter les comptes de l'exercice 1990. Comptes consolidés (en millions de F)

	1990	1989	%
Chiffre d'affaires	9.239	8.715	+ 6%
Bénéfice net (part du Groupe)	704	620	+ 13,5%
% du chiffre d'affaires	7,6%	7,1%	
MBA	1.420	1.260	+ 13%
% du chiffre d'affaires	15%	14%	
Investissements industriels	938	753	+ 24%

En fonction de ces résultats, le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale convoquée à Limoges le 21 mai 1991 la distribution d'un dividende en augmentation de 12,6% soit 53,50 F par action ordinaire et 85,60 F par action privilégiée (ADP). Après déduction de l'acompte déjà versé le 31 janvier, le solde, soit 29,75 F par action ordinaire et 47,60 F par ADP sera mis en paiement à compter du 14 juin 1991.

INFORMATION FINANCIÈRE (M) : 11 43.60.01.80

Les problèmes du « Quotidien de Paris »

M. Tesson confirme ses discussions avec le groupe Bouygues

Un grand nombre des 136 salariés du Quotidien de Paris ont rencontré lundi 18 mars M. Philippe Tesson, directeur et fondateur du journal, afin de lui demander des explications sur les quarante licenciements qu'il envisage (le Monde daté 17-18 mars). M. Tesson a indiqué que des discussions visant au rachat du titre par la groupe Bouygues (TF 1) avaient bien été engagées, mais qu'elles n'avaient pas abouti. Il a quatre ans, M. James Goldsmith avait proposé d'injecter 100 millions de francs dans le journal pour le relancer et en faire un International Herald Tribune à la française. Les négociations avaient échoué, M. Tesson refusait la trentaine de licenciements demandés par M. Goldsmith. M. Tesson a par ailleurs démenti envisager un dépôt de bilan du journal.

Les journalistes ont demandé une expertise des comptes et protesté une nouvelle fois contre les trente-trois licenciements à la rédaction (sur un total de soixante-quatorze journalistes), qui touchent, selon un délégué syndical, huit femmes sur les onze que compte la rédaction ainsi que quatre titulaires de mandat syndical sur cinq.

Le Syndicat national des journalistes-CGT a indiqué que « les difficultés rencontrées par le journal ne pourront pas se résoudre par la mise à la porte de près de la moitié des journalistes » en notant que « le nouveau concept du journal » fondé sur plus de commentaires et d'éditorialisme « n'assure en rien l'avenir du titre ». Le syndicat a noté que la situation du Quotidien de Paris « était le résultat d'une politique favorisant les grands groupes qui

drainent déjà le plus de publicité » et souligné que « le système d'aides à la presse favorise les plus riches ».

Malgré le déficit du « Point »

Pagnol offre un bon cru 90 à Gaumont

Le groupe Gaumont a nettement amélioré ses résultats en 1990, avec un bénéfice de 90,8 millions de francs contre 56,4 millions en 1989. A la base de cette embellie figurent les succès de trois films : les adaptations de Pagnol par Yves Robert (la Gloire de mon père et le Château de ma mère ont séduit respectivement 6,2 et 4 millions de spectateurs) et Nikita, de Luc Besson (3,3 millions d'entrées).

Ces trois films, qui pèsent à eux seuls plus de 10 % de la fréquentation nationale, expliquent le doublement du résultat net de la société mère Gaumont SA, qui atteint 117 millions de francs. En revanche, l'exploitation des salles reste stable, avec un résultat de 20 millions de francs. Et le pôle presse du groupe, qui comprend essentiellement le magazine le Point, accuse un déficit de 28 millions.

C'est l'intégration complète du Point dans les comptes du groupe qui explique le gonflement du chiffre d'affaires (1243,6 millions de francs contre 997,7 millions l'année précédente), alors que l'activité cinéma est stable.

EN BREF

o Crétina à Munich pendant allemand de la SEPT. — Six stations régionales de télévision allemandes et la seconde chaîne nationale ZDF ont créé à Munich l'ARTE, l'association relative à la télévision européenne. Cette association doit former avec la SEPT française un GIE basé à Strasbourg, qui exploitera la future chaîne culturelle franco-allemande dont la création a été décidée en novembre 1988. Dotée d'un budget de 840 millions de francs partagé entre les deux pays, cette chaîne devrait commencer ses émissions à l'automne.

o M. De Benedetti relance son offensive sur Mondadori. — Le groupe CIR de M. Carlo De Benedetti a demandé une augmentation de capital de l'éditeur italien Mondadori, dont il dispute toujours le contrôle au groupe Berlusconi. Cette augmentation de capital ramènerait les deux protagonistes

au-dessous de la majorité des actions, dans une situation de quasi-égalité, en attendant le verdict de la Cour de cassation romaine, qui doit trancher le litige.

o Le Livre CGT opposé à « toute chasse aux sorcières » contre la CGT. — Après la démission de son mandat syndical de M. Christian Leffevre, délégué CGT des Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP), responsable d'une filiale d'un comité d'établissement actuellement soumise à une enquête du Parquet (le Monde du 13 mars), le Comité intersyndical du Livre parisien CGT a souligné qu'il n'accepterait pas « que s'organise aux NMPP une chasse aux sorcières contre la CGT ». Le Livre CGT souligne cependant qu'il « a pris acte » de cette démission puis, d'après ses informations, « M. Leffevre a failli et que son comportement ne correspond pas à l'idée que la CGT se fait de ses militants ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LBI Livret BOURSE INVESTISSEMENTS

INVESTISSEZ DANS LES ENTREPRISES FRANÇAISES PERFORMANTES

MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE DE L'EXERCICE 1990

Le Conseil d'administration de la Sicav proposera à l'assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra le 3 avril 1991, de fixer le dividende par action de l'exercice clos le 28 décembre 1990 à :

	NET	CRÉDIT D'IMPÔT personnes physiques	personnes morales
• obligations françaises non indexées	9,10 F	0,39 F	0,40 F
• actions françaises	6,82 F	3,79 F	3,87 F
• titres de créances négociables	2,31 F	-	-
• Autres actifs	0,27 F	0,03 F	0,03 F
TOTAL	18,50 F	4,21 F	4,30 F

Sous réserve du vote de l'assemblée générale, ce dividende sera détaché le 12 avril et mis en paiement le 15 avril 1991 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 15 juillet 1991).

PERFORMANCES dividendes nets réinvestis au 28.12.90

- depuis 5 ans : + 53,68 %
- en 1990 : - 12,44 %

Valeur de l'action au 28.12.90 : 466,37 F

GESTION

GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CAISSES D'ÉPARGNE ÉCUREUIL, BUREAUX DE POSTE, TRÉSOR PUBLIC

هكذا من الابد

• Le Monde • Mercredi 20 mars 1991 29



Trouver en soi l'émotion du corps qui sera partagée par les autres. Accepter de faire un pas vers l'inconnu pour découvrir un autre équilibre, un autre regard. Oublier qu'on a mal aux pieds. Avec son corps, l'homme écrit ses rêves. En se dépassant, il crée une autre réalité. En 1967, le moteur rotatif a donné à la voiture une nouvelle puissance, une nouvelle souplesse, une nouvelle sensation. Sa réalisation avait demandé des années d'effort. Cette expérience est un état d'esprit, celui qui anime l'entreprise qui s'est dépassée pour réussir ce défi : Mazda.



Sur le chemin de la civilisation.

BOURSE DU 19 MARS

Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	%	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	%	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	%	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	%
3884	CALF.P.	3600	3600	3600		100	VALEURS					100	VALEURS					100	VALEURS				
926	Q.L.P.	926	926	926	-0.11	101	Compagnie					101	VALEURS					101	VALEURS				
940	Q.L.P.	940	940	940		102	Compagnie					102	VALEURS					102	VALEURS				
1250	Reuben T.P.	1250	1250	1250	+0.22	103	Compagnie					103	VALEURS					103	VALEURS				
1320	Reuben T.P.	1320	1320	1320	+0.22	104	Compagnie					104	VALEURS					104	VALEURS				
1360	Reuben T.P.	1360	1360	1360	+0.22	105	Compagnie					105	VALEURS					105	VALEURS				
1400	Reuben T.P.	1400	1400	1400	+0.22	106	Compagnie					106	VALEURS					106	VALEURS				
1440	Reuben T.P.	1440	1440	1440	+0.22	107	Compagnie					107	VALEURS					107	VALEURS				
1480	Reuben T.P.	1480	1480	1480	+0.22	108	Compagnie					108	VALEURS					108	VALEURS				
1520	Reuben T.P.	1520	1520	1520	+0.22	109	Compagnie					109	VALEURS					109	VALEURS				
1560	Reuben T.P.	1560	1560	1560	+0.22	110	Compagnie					110	VALEURS					110	VALEURS				
1600	Reuben T.P.	1600	1600	1600	+0.22	111	Compagnie					111	VALEURS					111	VALEURS				
1640	Reuben T.P.	1640	1640	1640	+0.22	112	Compagnie					112	VALEURS					112	VALEURS				
1680	Reuben T.P.	1680	1680	1680	+0.22	113	Compagnie					113	VALEURS					113	VALEURS				
1720	Reuben T.P.	1720	1720	1720	+0.22	114	Compagnie					114	VALEURS					114	VALEURS				
1760	Reuben T.P.	1760	1760	1760	+0.22	115	Compagnie					115	VALEURS					115	VALEURS				
1800	Reuben T.P.	1800	1800	1800	+0.22	116	Compagnie					116	VALEURS					116	VALEURS				
1840	Reuben T.P.	1840	1840	1840	+0.22	117	Compagnie					117	VALEURS					117	VALEURS				
1880	Reuben T.P.	1880	1880	1880	+0.22	118	Compagnie					118	VALEURS					118	VALEURS				
1920	Reuben T.P.	1920	1920	1920	+0.22	119	Compagnie					119	VALEURS					119	VALEURS				
1960	Reuben T.P.	1960	1960	1960	+0.22	120	Compagnie					120	VALEURS					120	VALEURS				
2000	Reuben T.P.	2000	2000	2000	+0.22	121	Compagnie					121	VALEURS					121	VALEURS				
2040	Reuben T.P.	2040	2040	2040	+0.22	122	Compagnie					122	VALEURS					122	VALEURS				
2080	Reuben T.P.	2080	2080	2080	+0.22	123	Compagnie					123	VALEURS					123	VALEURS				
2120	Re																						

COMPTANT (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)[illegible]

Actions

[illegible]

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS		COURS
	préc.	19/3	achat	vente		préc.	19/3	
Etats-Unis 111 usd)	5 111	5 240	5 200	5 700	Or fin (pèse en barre)	64000	64250	136 22
Canada 100 c)	9 399	6 895	330	360	Or fin (en lingots)	64000	64250	147
Belgique (100 fr.)	340 750	340 830	10 050	17 060	1000 Francs (20 fr.)	378	381	349 50
France (100 fr.)	300 240	300 190	281	3 300	1000 Francs (20 fr.)	378	381	322 e
Allemagne (1000 marks)	4 363	4 754	84	90	1000 Francs (20 fr.)	379	377	1840
Denemark (100 kr.)	9 540	9 850	84	90	1000 Francs (20 fr.)	379	377	2820
Grèce (100 drachmes)	3 163	3 070	1 050	4 060	1000 Francs (20 fr.)	379	377	2110
Italie (100 lire)	394 400	386 130	380	400	1000 Francs (20 fr.)	379	377	1540
Spain (100 pesetas)	53	90	85	91	1000 Francs (20 fr.)	379	377	376
Norvège (100 N)	87 290	86 420	48 700	48 700	1000 Francs (20 fr.)	379	377	1500
Sweden (100 S)	4 335	4 480	40	40	1000 Francs (20 fr.)	379	377	1500
Switzerland (100 S)	5 474	5 475	3 650	4 350	1000 Francs (20 fr.)	379	377	1500
Portugal (100 esc)	5 114	5 114	3 650	4 350	1000 Francs (20 fr.)	379	377	1500
Canada 100 c)	4 768	4 834	4 550	3 650	1000 Francs (20 fr.)	379	377	1500
Canada 100 c)	3 582	4 050	3 650	3 650	1000 Francs (20 fr.)	379	377	1500

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330**

LIVRES

M. Jack Lang annonce la création de l'association France édition

A trois jours de l'ouverture du Salon du livre au Grand Palais, M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication et des grands travaux, a tenu, mardi 19 mars, une conférence de presse sur un double anniversaire, celui de la mort de Rimbaud, il y a cent ans (1), et celui du vote de la loi sur le prix unique du livre, il y a dix ans. Le ministre a annoncé la création de l'association France édition, destinée à promouvoir le livre français dans le monde.

M. Jack Lang a d'abord rappelé que l'objectif de la loi sur le prix unique du livre datant du 10 août 1981 qui porte son nom avait été de favoriser la création littéraire en tentant de maintenir le réseau des librairies. Malgré les menaces qui continuent de peser sur les librairies petits et moyens, notamment dans les centres-villes, il a jugé le bilan de sa loi positif. Une commission de surveillance de l'application de ce texte a été mise en place en décembre. Les Rencontres européennes de la librairie, qui se dérouleront pendant le Salon, les 24 et 25 mars, examineront les problèmes qui demeurent, ainsi que les perspectives européennes.

En ce qui concerne les rapports entre libraires et éditeurs, le ministre a fait état du travail de M. Patrice Cahart, nommé l'an dernier médiateur du livre. L'actuel système de l'office serait remplacé par un « système des nouveautés », faisant une part meilleure à l'évaluation qualitative de l'activité des libraires. M. Cahart devait faire connaître ses conclusions à la fin du printemps.

Outre une amélioration, en coopération avec les éditeurs, des systèmes de transport du livre et un projet de récupération d'ouvrages destinés au pilon pour des demandeurs dans l'incapacité de les acquérir (des pays comme la Bulgarie, ou bien encore la Roumanie ou l'association ADT-quart-monde), M. Lang a annoncé la création de France édition, qui complétera l'office de promotion de l'édition française.

Cette nouvelle association, destinée à promouvoir le livre français dans le monde, se verra allouer cette année une somme de quinze millions de francs. Enfin, un fonds d'aide au financement des industries du livre sera mis en place au sein de l'Institut de financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC) qui proposera aux éditeurs des cautions sur crédits bancaires et des garanties de capitaux propres. Une dotation exceptionnelle de 7 millions de francs sera accordée par le ministère. Le dispositif permettra de garantir environ 70 millions de francs auprès des banques.

P. K.

(1) Le prochain numéro du « Monde des livres », daté 23 mars, se fera l'écho de cette commémoration.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du samedi 16 mars :

UN DÉCRET
N° 91-274 du 13 mars 1991 portant publication de la convention contre le dopage (ensemble une annexe), signée à Strasbourg le 16 novembre 1989.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINUTE 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente sur saisie au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 4 AVRIL, à 14 h.
APPARTEMENT à PARIS (19^e)
55, boulevard Sérurier (Ensemble immobilier)
BÂTIMENT F - 1^{er} ÉTAGE - 4 PIÈCES PRINCIPALES - + UNE CAVE ET UN EMPLACEMENT
DE PARFUMING (voir plan ci-joint)
S'adr. M. R. BOISSEL, avocat, 9, bd St-Germain, PARIS-5. Tél. : 43-29-46-58.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 4 AVRIL 1991, à 14 h 30.
APPARTEMENT à PARIS (12^e)
au 3^e étage sur avenue et cour, esc. A, dans un immeuble sis
26, avenue du Bel-Air
porte gauche sur le palier, comprenant : entrée, séjour avec 2 placards, débarras, chambre avec placard, baignoire, cuisine avec placard, w.c., cave.
Mise à prix : 400 000 F
S'adr. pr. la res. à M. François INBONA, de la SCP MORRIS LUCAS INBONA, société d'avocats, 4, av. Sully-Prudhomme à PARIS (75007), tél. : 45-55-74-06, et à tous avocats près le TOI de PARIS. Sur les lieux pr. visiter, le 3 avril 1991 à 9 h 30.

CARNET DU Monde

Naissances

La princesse
Mikhaïl de BRANOVICAN
et la princesse,
née Botina Funk-Brentano,

ont la joie de faire part de la naissance
de leur fils

Clément-Constantin,
le 12 mars 1991.

Mariages

M. Maurice Jordan,
M. et M^{me} Bertrand Poirat-Delpach,
M. et M^{me} Pierre Pucelle,
M. et M^{me} Alexis Wolkenstein,
ont la joie de faire part du mariage de
leurs petits-enfants et enfants.

Julie POIROT-DELPECH
et
Pierre WOLKENSTEIN.

Décès

Nous apprenons le décès de
Prosper ALFONSI,
ancien président
de l'Assemblée de Corse,
survenu à Paris le 15 mars 1991.

(Né le 17 juin 1920 à Albertacce (Haute-Corse),
commune dont il devait devenir le maire en 1985,
Prosper Alfonsi, ancien directeur administratif des
cercles de jeu, avait été conseiller général de
1955 à 1973, représentant le canton de Calacaci.
Inscrit au Parti radical depuis 1949, Prosper
Alfonsi avait été élu, en juillet 1981, président du
conseil régional sous l'étiquette radical de
gauche. En août 1982, il avait été élu premier
président de l'Assemblée de Corse issue du
nouveau statut de l'île, contre M. Jean-Paul de
Rocca-Sera, candidat du RPR. En 1984, il dirigea
une liste contre celle conduite par M. François
Giacobbi, dont il avait été naguère le partisan.
Prosper Alfonsi s'était ensuite retiré de la vie poli-
tique et vivait essentiellement à Paris. Il était
malade depuis plusieurs années.)

Après avoir souffert avec patience
les dernières années, la

général Georges BATTIER,
né Lambilly de Baubert,

a été rappelée à Dieu, dans sa quatre-
vingt-cinquième année, le 14 mars 1991.

La cérémonie religieuse a eu lieu
dans l'intimité familiale, à Saint-Jean-
Baptiste-de-la-Salle, sa paroisse.

En attente de la Résurrection !

11, rue Brown-Séquard,
75015 Paris.

Le commandant
André BOTELLA

est mort, à soixante-dix-sept ans, le
12 mars 1991.

Les obsèques ont été célébrées dans
l'intimité familiale.

M^{me} André Botella,
née Lucie Pillat,
Claudine et Jean-Claude Vey,
Jean-Baptiste et François,
Dominique et Loïc Révillon,
Frédéric et Sidonie.

3, place Venise,
95160 Montmorency.
3, rue Crémieux,
75012 Paris.
13, avenue George-V,
75008 Paris.

Des dons peuvent être versés à l'As-
sociation pour les soins palliatifs de la
Côte d'Emeraude, centre hospitalier,
35403 Saint-Malo Cedex.

Décès de Mgr Francis Barbu,
ancien évêque de Quimper et
Léon - Mgr Francis Barbu, évêque
de Quimper et Léon de 1968 à
1989, est décédé samedi 16 mars à
Dinan, à l'âge de soixante-seize
ans, à la suite d'un malaise cardia-
que. Mgr Barbu s'était retiré début
1989, remplacé par Mgr Clément
Guillo. Il sera inhumé, selon la tradi-
tion, mercredi 20 mars dans la
cathédrale Saint-Corentin de
Quimper. Une trentaine d'évêques
assisteront aux obsèques.

AGENDA

- Lyon, Paris.

M^{me} Jacques Chaine,
M. et M^{me} Louis Chaine,
M. et M^{me} Raymond Isaac-Dognin,
M. et M^{me} Bernard Isaac,
Sœur Rose-Marie Chaine (p.s.a.),
M. et M^{me} Marc Renolle,
M. et M^{me} René Palud,
M. Bruno Chaine,
ses enfants,
ses trente-deux petits-enfants
Et ses soixante-six arrière-petits-en-
fants,
ont le chagrin de faire part du rappel à
Dieu de

M^{me} Jean CHAINE,
née Anne Ravier,

décédée le 17 mars 1991, à l'âge de qua-
tre-vingt-dix-huit ans.

La messe de funérailles aura lieu en
l'église de la Rédemption à Lyon, le
mercredi 20 mars, à 14 h 15.

Jean et Suzanne Desroix,
Claude et Françoise Desroix,
Monique Vagne-Desroix,
Maguy Desroix,
Dominique et Michelle Desroix,
Etiennette Desroix et Anne-Marie
Pain,
Michel et Marie Desroix,
ses enfants,
ses petits-enfants et arrière-petits-
enfants,
Irène Jambon, Gaby Lamure,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Joseph DESROIX,
née Berthe Combaré,

survenue le 18 mars 1991, dans sa qua-
tre-vingt-cinquième année.

La messe de funérailles aura lieu en
l'église Saint-Etienne de Lantignié
(Rhône), le mercredi 20 mars, à
15 heures.

M. Adolphe Kassis,
M. Laurent Kassis,
Igor-Alexandre Kassis,
M. Jean-Jacques Lardat,
M. et M^{me} Paquet
et leur fils,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Louise KASSIS,
ancien combattant déporté,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
docteur en chirurgie dentaire,
docteur en sciences odontologiques,
ancien professeur
à l'université Paris-V (Rend-Descaartes),
ancien chef du service d'odontologie
de l'hôpital Charles-Foix,

survenue à Bagnolet (Seine-Saint-Denis)
le 16 mars 1991.

Les obsèques auront lieu, le mercredi
20 mars, à 11 h 30, au cimetière Par-
cours, 201, rue Saul-Carnot, 93170
Bagnolet.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Henri-Marrou,
92290 Châtenay-Malabry.

Les obsèques ont eu lieu à Châtenay-
Malabry, le 19 mars 1991, dans la plus
stricte intimité.

19, rue Henri-Marrou,
92290 Châtenay-Malabry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Henri-Marrou,
92290 Châtenay-Malabry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Henri-Marrou,
92290 Châtenay-Malabry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Henri-Marrou,
92290 Châtenay-Malabry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Henri-Marrou,
92290 Châtenay-Malabry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Henri-Marrou,
92290 Châtenay-Malabry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Henri-Marrou,
92290 Châtenay-Malabry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Henri-Marrou,
92290 Châtenay-Malabry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Henri-Marrou,
92290 Châtenay-Malabry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Henri-Marrou,
92290 Châtenay-Malabry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Henri-Marrou,
92290 Châtenay-Malabry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Henri-Marrou,
92290 Châtenay-Malabry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Henri-Marrou,
92290 Châtenay-Malabry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Henri-Marrou,
92290 Châtenay-Malabry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Henri-Marrou,
92290 Châtenay-Malabry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Henri-Marrou,
92290 Châtenay-Malabry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Henri-Marrou,
92290 Châtenay-Malabry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Henri-Marrou,
92290 Châtenay-Malabry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Henri-Marrou,
92290 Châtenay-Malabry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Henri-Marrou,
92290 Châtenay-Malabry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Henri-Marrou,
92290 Châtenay-Malabry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Henri-Marrou,
92290 Châtenay-Malabry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Pierre Lagrand,
M. et M^{me} Michel Bayde,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Jean LEGRAND,
née Raymond Morcau,

qui s'est endormie dans la paix du Sei-
gneur, le 12 mars 1991, à l'âge de qua-
tre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu en
l'église de Magnat (Creuse).

42, avenue du Général-de-Gaulle,
91260 Juvisy-sur-Orge.
6, chemin des Grands-Jardins,
97050 Lorry-Metz.

Jacques et Odile Lesourne,
Catherine, Justine et Renaud,
ont la douleur de faire part du décès de
leur père et grand-père.

M. André LESOURNE,
officier de la Légion d'honneur,
survenu à Paris, le 17 mars 1991, à
l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 21 mars, à 10 h 15, en l'église
Saint-Victor à Bordeaux.

L'inhumation aura lieu le même jour
dans le cimetière de la famille, au cimetière
de Mursan (Charente-Maritime).

52, rue de Vaugirard,
75006 Paris.

Avec profonde émotion, ses amis
de Paris,
ont la douleur de faire part de la dis-
parition de leur très cher ami,

Elisabeth SOUZA LOBO,
professeur à l'université de São Paulo,
chercheur associé au GEDIST-CNRS,
membre de l'APRE-CNRS,
membre fondateur du Cercle
des femmes brésiliennes de Paris,
survenue le 15 mars 1991, au Brésil.

Son engagement restera un témoi-
gnage.

Une réunion à sa mémoire aura lieu
le vendredi 22 mars, à 17 h 30, à
l'IRFSCO.

59-61, rue Pouchet,
75017 Paris.

L'association Les fils et filles des
déportés juifs de France
a la douleur de faire part du décès de
son compagnon de la première horce,
survenue le 15 mars 1991, dans sa
soixante-cinquième année.

Hugues STEINER,
déporté à l'âge de seize ans
(contrat n° 53 du 25 mars 1943).

Elle rappelle la mémoire de sa mère

Marguerite STEINER,
née Elzén,
assassinée à Auschwitz,
à l'âge de trente-sept ans.

Les FFJDJ assurent son épouse et
ses enfants de toute leur affection.

59-61, rue Pouchet,
75017 Paris.

L'association Les fils et filles des
déportés juifs de France
a la douleur de faire part du décès de
son compagnon de la première horce,
survenue le 15 mars 1991, dans sa
soixante-cinquième année.

Hugues STEINER,
déporté à l'âge de seize ans
(contrat n° 53 du 25 mars 1943).

Elle rappelle la mémoire de sa mère

Marguerite STEINER,
née Elzén,
assassinée à Auschwitz,
à l'âge de trente-sept ans.

Les FFJDJ assurent son épouse et
ses enfants de toute leur affection.

59-61, rue Pouchet,
75017 Paris.

L'association Les fils et filles des
déportés juifs de France
a la douleur de faire part du décès de
son compagnon de la première horce,
survenue le 15 mars 1991, dans sa
soixante-cinquième année.

Hugues STEINER,
déporté à l'âge de seize ans
(contrat n° 53 du 25 mars 1943).

Elle rappelle la mémoire de sa mère

Marguerite STEINER,
née Elzén,
assassinée à Auschwitz,
à l'âge de trente-sept ans.

Les FFJDJ assurent son épouse et
ses enfants de toute leur affection.

59-61, rue Pouchet,
75017 Paris.

L'association Les fils et filles des
déportés juifs de France
a la douleur de faire part du décès de
son compagnon de la première horce,
survenue le 15 mars 1991, dans sa
soixante-cinquième année.

Hugues STEINER,
déporté à l'âge de seize ans
(contrat n° 53 du 25 mars 1943).

Elle rappelle la mémoire de sa mère

Marguerite STEINER,
née Elzén,
assassinée à Auschwitz,
à l'âge de trente-sept ans.

Les FFJDJ assurent son épouse et
ses enfants de toute leur affection.

59-61, rue Pouchet,
75017 Paris.

L'association Les fils et filles des
déportés juifs de France
a la douleur de faire part du décès de
son compagnon de la première horce,
survenue le 15 mars 1991, dans sa
soixante-cinquième année.

Hugues STEINER,
déporté à l'âge de seize ans
(contrat n° 53 du 25 mars 1943).

Elle rappelle la mémoire de sa mère

Marguerite STEINER,
née Elzén,
assassinée à Auschwitz,
à l'âge de trente-sept ans.

Les FFJDJ assurent son épouse et
ses enfants de toute leur affection.

59-61, rue Pouchet,
75017 Paris.

L'association Les fils et filles des
déportés juifs de France
a la douleur de faire part du décès de
son compagnon de la première horce,
survenue le 15 mars 1991, dans sa
soixante-cinquième année.

Hugues STEINER,
déporté à l'âge de seize ans
(contrat n° 53 du 25 mars 1943).

Elle rappelle la mémoire de sa mère

Marguerite STEINER,
née Elzén,
assassinée à Auschwitz,
à l'âge de trente-sept ans.

Les FFJDJ assurent son épouse et
ses enfants de toute leur affection.

59-61, rue Pouchet,
75017 Paris.

L'association Les fils et filles des
déportés juifs de France
a la douleur de faire part du décès de
son compagnon de la première horce,
survenue le 15 mars 1991, dans sa
soixante-cinquième année.

Hugues STEINER,
déporté à l'âge de seize ans
(contrat n° 53 du 25 mars 1943).

Elle rappelle la mémoire de sa mère

Marguerite STEINER,
née Elzén,
assassinée à Auschwitz,
à l'âge de trente-sept ans.

Les FFJDJ assurent son épouse et
ses enfants de toute leur affection.

59-61, rue Pouchet,
75017 Paris.

L'association Les fils et filles des
déportés juifs de France
a la douleur de faire part du décès de
son compagnon de la première horce,
survenue le 15 mars 1991, dans sa
soixante-cinquième année.

Hugues STEINER,
déporté à l'âge de seize ans
(contrat n° 53 du 25 mars 1943).

Elle rappelle la mémoire de sa mère

Marguerite STEINER,
née Elzén,
assassinée à Auschwitz,
à l'âge de trente-sept ans.

André Carrière,
née Saint Fort Paillard,
sa sœur,
Nicole Gandini Offroy,
Ghislaine et Mario Allouin,
Nadine Torralbo Offroy,
ses enfants,
Ines et Juan Manuel Torralbo,
ses petits-enfants,
ont la douleur d'annoncer que

M^{me} PAILLARD OFFROY,
née le 22 octobre 1911
à Saint-Cyr-l'École,

s'est endormie dans la paix du Seigneur
le 9 mars 1991.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus
stricte intimité.

10, rue de Rouvray,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Elle fut la première épouse de l'am-
bassadeur Raymond Offroy et participa
à ses côtés aux activités de la France
libre à Londres et à Alger.

M. et M^{me} Daniel Simonin,
M. et M^{me} Jean Simonin
et leurs enfants,
M. et M^{me} Daniel Hausdorff
et leurs enfants,
M^{me} Marie-Madeleine Mossaz
et sa fille,
Les familles Lasic, Domain, Haus-
dorff, Mossaz,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne SIMONIN,
colonelle de l'Armée du Salut,

en sa quatre-vingt-onzième année, le
15 mars 1991, à Melles (Deux-Sèvres).

Les obsèques ont eu lieu dans

Magasins saccagés, armes volées

Nouveaux incidents à la Réunion

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION
de notre correspondant

De nouveaux incidents se sont produits, au cours de la nuit du lundi 18 au mardi 19 mars, dans les quartiers des Camélias et du Chaudron, à Saint-Denis. Plusieurs magasins ont été saccagés et pillés. Des armes — des fusils de chasse et des carabines — auraient été volées dans une quincaillerie de Montgaillard.

Lundi soir, le cité Michel-Debré, au Chaudron, était toujours le théâtre d'affrontements entre plusieurs groupes de jeunes très mobiles et les forces de l'ordre. Une nouvelle fois, les casseurs ont assiéé la brigade de gendarmerie du Chaudron et l'ont bombardée, plusieurs heures, à coups de gâteaux. Depuis dimanche soir, cinquante personnes ont été interpellées et une quinzaine d'entre elles étaient toujours en garde à vue mardi matin. Lundi, quatre manifestants ont été condamnés à des peines allant de

deux à cinq mois de prison ferme.

Le bilan de ces incidents est très lourd pour plusieurs entreprises de Saint-Denis. Les casseurs s'attaquent, au hasard de leurs déplacements, aussi bien aux magasins de luxe qu'aux commerces les plus modestes.

Dans une déclaration remise à la presse locale, M. Alain Defaud, secrétaire départemental du RPR, a estimé qu'on assistait à la Réunion « à la fin de l'autorité de l'Etat ». « Les Réunionnais ne tiennent plus la discipline dans la rue et la loi de départementalisation de 1946 », a-t-il ajouté. Mardi 19, la Réunion devait en effet célébrer le quarante-cinquième anniversaire de la loi de départementalisation nationale le 19 mars 1946 à l'initiative de plusieurs députés de gauche des quatre colonies qui constituaient alors la Réunion, la Guyane, la Martinique et la Guadeloupe.

De son côté, M. Camille Sodre, président-directeur général de Radin et Télé-Free-DOM, a annoncé qu'il suspendait, en signe de protestation, les émissions de sa station pour une durée indéterminée. « M. Rocard a affirmé son mépris pour les Réunionnais », a-t-il déclaré au lendemain d'un entretien qu'il avait eu avec un conseiller du premier ministre.

ALIX DIJOUX

RECTIFICATIF. — C'est par erreur qu'il a été écrit dans l'article de notre correspondant à la Réunion (le Monde du 19 mars), que M. Michel Rocard a effectué en hélicoptère le trajet entre l'aéroport et la ville de Saint-Denis, lors de sa visite dans l'île, dimanche 17 mars. Le premier ministre a rejoint la ville par la route, en traversant le quartier du Chaudron.

La lutte contre le choléra

Le ministre péruvien de la santé est limogé

LIMA

de notre correspondant

Le ministre de la santé, M. Carlos Vidal, a été victime de la lutte qu'il mène contre le choléra : après trois semaines d'une controverse opposant au chef de l'Etat et au ministre de la pêche sur les mesures à adopter pour enrayer l'épidémie, il a été limogé lundi 18 mars. Son remplaçant est un médecin, M. Victor Yamamoto.

M. Vidal avait lancé une vaste campagne de prévention de la maladie. Il avait demandé à la population de faire bouillir l'eau avant de la consommer, de laver les légumes et les fruits, de ne plus fréquenter les plages et surtout de ne plus manger le plat traditionnel, le ceviche, préparé avec du poisson cru. Il avait aussi réussi à limiter à 0,5 % le taux de mortalité de l'épidémie et reçu les félicitations de l'Organisation mondiale de la santé.

Mais le président de la République, M. Fujimori, et le ministre de la pêche, M. Félix Canal, préoccupés par les conséquences économiques de la campagne contre le choléra, agissaient en sens inverse : ils multipliaient les dégustations publiques de poisson cru pour démontrer que sa consommation est inoffensive. A tel point que le ministre, victime d'une prétendue « déshydratation », mais surtout de l'abus de cervises populaires, a dû être hospitalisé la semaine dernière.

M. Vidal a durci sa position lorsqu'il a été révoqué, après avoir été en perte de vitesse. Invité le 14 mars à un forum sur le Pérou et le choléra, il a attaqué de front la politique du gouvernement. Il a révélé avoir été l'objet de pressions pour ne pas dévoiler l'origine de l'épidémie de dysenterie. Lorsqu'il a réclamé de l'argent pour améliorer les services d'hygiène, a-t-il ajouté, il s'est heurté à un mur

d'indifférence parce que « le choléra ne frappe que les pauvres » et que ceux-ci sont des « victimes anonymes ». ... Et, claire allusion au goût du jour de l'Etat pour le poisson cru, il a dit : « Il y a le ceviche pour les riches et le ceviche pour les pauvres. C'est la différence qui crée le danger ».

Le choléra n'est pas seul responsable de la démission du ministre. M. Vidal était également mécontent de la politique économique du gouvernement, de plus en plus inspirée par l'ultra-libéralisme.

NICOLE BONNET

La production industrielle a fortement progressé en janvier

La production industrielle a fortement progressé en France au cours du mois de janvier. L'indice calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1985 s'est inscrit — après correction des variations saisonnières — à 112,7 contre 109,5 en décembre, soit une augmentation de 2,9 % en un mois.

La progression de janvier, particulièrement forte dans le secteur de la production des biens de consommation et de biens intermédiaires (+5,3 % en un mois dans les deux cas) compense la chute d'ensemble enregistrée en décembre (-1,6 % par rapport à novembre).

L'indice d'ensemble de la production industrielle se situe ainsi à un niveau supérieur de 1,1 % à celui atteint au cours du quatrième trimestre 1990. Il n'en demeure pas moins inférieur au sommet (indice 115,1) de la production atteint durant l'été 1990. En un an (janvier 1991 comparé à janvier 1990), la progression n'est que de 0,7 %.

Une grève du Livre CGT empêche la parution de nombreux quotidiens régionaux

La fédération nationale du livre CGT a lancé, lundi 18 mars, une grève dans la presse de province, en raison de l'échec des négociations salariales pour les employés et ouvriers des imprimeries.

Cette grève a empêché la parution mardi matin de nombreux quotidiens, en particulier dans l'Ouest et le Sud-Ouest : Ouest-France, le Télégramme de Brest, Paris-Normandie, Sud-Ouest, le Dépêche du Midi n'ont pu paraître. La grève a aussi affecté les quotidiens alsaciens, le Bien public à Dijon, le Dauphiné libéré à Grenoble, et plusieurs quotidiens du Nord et de l'Est, comme l'Union de Reims, le Républicain lorrain, ou Nord-Eclair et Nord-Matin.

En revanche, les quotidiens liés aux conventions parisiennes, comme la Voix du Nord et le Courrier picard, sont parus normalement, tout comme les quotidiens des régions marseillaise et lyonnaise.

Dans le Lot-et-Garonne

Trois morts dans un accident d'avion militaire

Un appareil militaire français s'est écrasé, mardi 19 mars, près de Port-Sainte-Marie (Lot-et-Garonne), provoquant la mort de trois des quatre membres de l'équipage. Une quatrième personne a été grièvement blessée dans l'accident, mais ne pourrait encore, mardi matin, s'agissait-on non du quatrième membre de l'équipage.

L'avion, un Jodel Mousquetaire basé à Toulouse-Francet, s'est écrasé dans un bois, au lieu-dit La Pauleille, selon les indications données par le SIRPA (service d'information des armées) à Bordeaux. Les Jodel Mousquetaire sont utilisés pour des vols d'entraînement par les équipages du Commandement du transport aérien militaire (COTAM), et ont été précisés au SIRPA. Les circonstances de l'accident n'étaient pas encore connues mardi en fin de matinée.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

On s'en tape !

S'AOOAM ? Qui, c'est, Saddam ? Ça vous dit plus rien, hein ! Voyons, essayez de vous rappeler. Saddam Hussein. Vous savez bien, ce tyran psychopathe qui a mobilisé une bonne trentaine de pays contre lui en envahissant le Koweït en août dernier. Mais si, vous l'avez vu encore l'autre jour à la télé se venter d'avoir écrabouillé les forces rebelles, enfin soulevées, opposées à sa folle sanguinaire.

Ah bon ! vous avez zappé ? Au fond, vous avez raison, quel intérêt ? Finalement, cette foutue guerre du Golfe. Maintenant qu'on lui a mis la pête, on n'a plus qu'à remballer notre arsenal et le laisser massacrer, pillonner, en rapalm, tous ceux qui tentent de le renverser au sud et au nord du pays. Quel pays ? Ben, l'Irak. Oui, c'est ça, l'Irak qu'on a emmêlé pour qu'il puisse envahir l'Irak et nous débarrasser des putes à Khoméini : Vas-y, mon grand, rentre-leur dedans, te mets pas à compter les morts. Combien ? Un million en neuf ans ? Tant que ça ? Tiens donc !

On ne va quand même pas commencer à s'apitoyer sur tous les cadavres de chutes plus ou moins manipulés par Téhéran qui ensanglantent les trottoirs de Bassorah, de Nadia et de Karbala. C'est où, au juste ? On avait du mal à s'y retrouver quand on nous les montrait sur une carte d'état-major, mais alors, là, on est complètement paumé. Pour les insurgés kurdes, on a déjà donné. On y est allé d'une petite arme en voyant leurs femmes et leurs enfants tomber comme des mouches sous les bombardements à l'arme chimique. Non, c'est vrai, on avait les yeux qui picotaient.

De toute façon, il est maître de faire ce qu'il veut à l'intérieur de ses frontières, Saddam, du moment qu'il embête pas les autres. Paroli au Koweït. Ils peuvent bien s'extorquer entre eux, ou lendemain d'une libération lourde de débordements vengeurs, dans l'attente exaspérée d'un changement de régime, on en a rien à cirer. C'est son problème, à l'émir Jaber.

Le nouvel ordre international, ça concerne pas les peuples, ça concerne les Etats. Et plus particulièrement les chefs de ces Etats. Démocratiques ou pas. Chacun chez soi, Chacun pour soi. Il ferait beau voir qu'on aide nos frères humains à devenir les citoyens du monde de demain.

Le RPR critique le projet de loi sur la Corse. — M. Jacques Chirac, président du RPR, a estimé, mardi 19 mars, à Paris, que le projet de loi réformant le statut de la Corse présentait « des possibilités de dérives particulièrement graves ».

Il a qualifié de « boîte de Pandore » l'article premier, qui fait référence à la notion de « peuple corse ». M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a ajouté, à propos du ministre de l'Intérieur, que « M. Marchand connaît sans doute très bien la situation de la Corse (où il est élu), mais il n'est certainement pas compétent s'agissant de la Corse ».

Nouvelles Collections de la SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE à partir de 2 490 F
PANTALONS 320 F VESTES 1 980 F
3 000 Styles

Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX et PARDESSUS
UNIFORMES et INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Affaires : « L'injustice faite à Antoine Gaudino », par Thierry Pfister ; Revues : « La mal » populiste », par Frédéric Gausson 2

Diagonales : « Ce printemps-là », par Bertrand Poirot-Delpech 6

M. Dumas en Amérique latine : Visites au Mexique, au Venezuela et au Nicaragua 8

La rentrée parlementaire : Débats sur le Golfe à l'Assemblée nationale et sur la Corse au Sénat 9

Les élections en Polynésie : Le grand retour de M. Gaston Flosse 10

Affaire Notin : Les mystérieuses raisons d'un vice de forme 12

Football : M. Chérassé refuse de favoriser les clubs endettés 14

SCIENCES ♦ MÉDECINE

La stérilisation des méléodons ménéaux : Recherche des écosystèmes bien tempérés : Les vingt-six siècles de l'île koweïtienne de Felleksh : Les conflits de la drogue : « Point de vue : Quelle recherche pour l'environnement ? », par Yvea Le Bors : Des diamants de synthèse plus parfaits que nature 15 à 17

Le programme de la Comédie-Française : Racine, Hugo, Camus, Molière, Lermontov et quelques grandes reprises 20

SECTION B

Nouvelle baisse du taux d'intervention de la Banque de France : Le dollar poursuit sa hausse, le franc en bonne position 23

La SNCF et le fret : La fermeture de deux mille gares d'ici à 1994 inquiète les cheminots 25

La TVA en Europe : Les Douze espèrent parvenir à un accord sur l'harmonisation des taux 25

Services

Abonnements 17
Carnet 32
Marchés financiers 30-31
Météorologie 33
Mots croisés 32
Radio-Télévision 33
Spectacles 21
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un supplément « Initiatives » folioté de 1 à XXVIII comprenant les annonces classées.

Le numéro du « Monde » daté 19 mars 1991 a été tiré à 565 907 exemplaires.

L'affaire des fausses factures et du financement du Parti socialiste

Le ministre de l'intérieur a révoqué l'inspecteur Gaudino

M. Philippe Merchand a annoncé la révocation de l'inspecteur Antoine Gaudino de la police nationale, lundi 18 mars, pour « manquement à l'obligation de réserve et violation du secret professionnel ». M. Gaudino avait été au cœur de l'enquête sur les fausses factures du Sud-Est, mettant en cause le financement du Parti socialiste et de la campagne électorale de M. François Mitterrand en 1988.

Racontant ses déboires dans un livre, l'Enquête impossible, aujourd'hui vendu à 250 000 exemplaires, l'inspecteur de la brigade financière de la PJ marseillaise avait notamment dénoncé l'absence d'ouverture d'une information judiciaire sur l'implication d'Urbe-Techne, un bureau d'études lié au PS, ainsi qu'au vote de la loi d'amnistie sur le financement des partis politiques qu'il avait suscité la révélation de cette affaire.

Reprochant à M. Gaudino d'avoir « révélé le déroulement d'enquêtes auxquelles il a participé, révélé des informations sur le fonctionnement des services de la police nationale, critiqué la hiérarchie, voire son prédécesseur (M. Pierre Javel), de façon assez outrancière », le ministre de l'Intérieur a décidé de révoquer l'inspecteur. Estimant que celui-ci est « très largement dépassé la mesure », M. Marchand suit ainsi l'avis du conseil de discipline de la police nationale qui avait proposé, la semaine dernière, la révocation du policier, malgré l'opposition des représentants syndicaux (le Monde du 18 mars).

L'attitude de M. Gaudino « n'est pas tolérable », selon le ministre, car elle participe à « un déséquilibre de la démocratie » par une « atteinte à une garantie fondamentale de tout citoyen : la discrétion ». « Que penserait-on d'un inspecteur des

impôts, d'une assistante sociale qui agiterait la même ? », a demandé le ministre, lundi 18 mars, en commentant sa décision, avant d'ajouter : « Il ne s'agit pas de bâillonner les fonctionnaires de police, de les empêcher de s'exprimer, mais il ne peuvent le faire que dans le cadre du devoir de réserve » qui a été « outrepassé par cet inspecteur ».

« Il y a eu une affaire Urbe et une affaire Gracco qui ont été enterrées. Il y a une affaire Gaudino qui ne fait que commencer », a estimé M. Gaudino après la décision de révocation, sans cacher sa volonté d'en faire appel devant le juge administratif. « Cette décision est tout à fait politique, affirme-t-il. Le ministre prétend que j'ai manqué au secret professionnel. Or j'ai agi en tant qu'officier de police judiciaire, dans le cadre d'une action judiciaire, sous le contrôle des magistrats. Et la justice ne m'en a fait aucun reproche. Aucune poursuite en diffamation n'a été ouverte à la suite de la publication de mon livre. » Aussi le policier entend-il « rétablir la réalité des faits » qui lui sont reprochés, souligner la responsabilité de ceux « qui déséquilibrent la démocratie », et continuer son « combat pour l'indépendance de la justice ».

« Un auxiliaire de justice à qui ses supérieurs hiérarchiques ont demandé de traquer la vérité se voit sanctionné et frappé d'incapacité pour avoir découvert et fait connaître la vérité », a commenté M. Philippe de Villiers, député (UDF) de Vendée, auquel M. Gaudino avait fait appel comme témoin devant le conseil de discipline, ajoutant que « le pouvoir socialiste s'est déshonoré (par cette) opération de basse police ».

De son côté, M. Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a dénoncé « la démission des autorités judiciaires ».

Lire également page 2 : « L'injustice faite à Antoine Gaudino », par Thierry Pfister.